K

Cahier spécial

Printemps 2020

Revue trans-européenne
de philosophie et arts

K.

Revue trans-européenne de philosophie et arts

Grève !

France 2019-2020

K. Revue trans-européenne de philosophie et arts
https://revue-k.univ-lille.fr/

Cahier spécial
Printemps 2020

Grève !
France 2019-2020

ISSN de la revue 2609-2484

Projet graphique : Giovanni Ambrosio (Bodoni URW Regular + Bodoni 72 Book)
Photos : Giovanni Ambrosio

Avec la collaboration du laboratoire CECILLE de l'Université de Lille
et du département de Philosophie de l'Université de Messine.

Contact : contact-revue-k@univ-lille.fr / krevuecontact@gmail.com
www.facebook.com/krevuedestituant

Table des matières

Pour introduire et récapituler p. 8

Pierandrea Amato, Luca Salza, *Pour une grève-Charlot* p. 10
Michèle Bompard-Porte, *Premières impressions de pandémie* p. 16

I.

Fanny Eouzan, *L'insoumission cachée dans les plis des vallées alpines* p. 21
Stéphane Hervé, *La bonne nouvelle de Nos défaites* p. 25
Marie Morisset, *Pasolini et la plèbe.*
«Io spero naturalmente che non vinca il neocapitalismo ma vincano i poveri» p. 31
Joëlle Alazard, *Marcher au Creusot, un 24 septembre 1899* p. 39
Philip Boulay, *Le parcours d'une socialisation politique au théâtre :*
le signe d'une inimitié française p. 41
Pauline Billiald, *Transe* p. 47

II.

Christian Morisset, *N'oublions pas Bartleby* p. 50
Alain Brossat, *Une guerre, et rien d'autre* p. 53
Pierandrea Amato, *L'énigme de la révolte* p. 61
Gianluca Solla, *Faire de la vie une grève* p. 66
Alain Naze, *Une radicalité qui essaime* p. 75

III.

Christophe Mileschi, *La pluie ruisselle vers le haut* p. 83
Paulina Mikol Spiechowicz, *Thawra (Liban, 17 octobre 2019). Chronique d'une révolution à la dérive* p. 85
Davide Gallo Lassere, *La crise des Gilets Jaunes et l'horizon des possibles. De chacun selon ses privilèges à chacun selon ses besoins* p. 93
Béatrice Malleret, *Grève à l'Opéra de Paris* 2019-2020 p. 102
Ricardo Garcia, *La médiatisation des mouvements sociaux européens en Amérique latine* p. 105
Les philosophes en lutte, *Aux prémices d'une lutte étudiante* p. 113
Giovanni Ambrosio, *Prendre position. Les Ultras et les supporters aux Hirak en Algérie* p. 115
Portfolio : *Hirak n. 37. 1er novembre 2019*
Luca Salza, *Une autre fin du monde est possible* p. 117

IV.

K- questionnaire

Maguy Marin p. 132
Ludivine Bantigny p. 134
Pierre Ughetto p. 139
Les philosophes en lutte (Lille) p. 142
Yves Cohen p. 146
Alain Bertho p. 155
Henri Simon p. 164
Laurent Quinton p. 168

Les auteurs de ce recueil p. 171





Pour introduire et récapituler

Nous avons conçu ce volume en janvier dernier. Après les mouvements en France contre la Loi Travail et les luttes des Gilets Jaunes, après des semaines de mobilisation contre la réforme des retraites, sans précédent dans l'Histoire récente et d'une durée inouïe, après une grève générale digne d'une autre époque (le 5 décembre 2019), il nous semblait juste, en tenant compte de nos forces, de faire le point sur la situation de quelque manière que ce soit. Nous étions pressés, par une urgence théorique, politique, de comprendre et de nous faire comprendre. Nous nous sommes hâtés : un peu frénétiques, distraits, mais conscients de l'urgence du moment. Bref, « faisons le bilan », nous sommes-nous dit il y a de cela deux mois. Nous avons également soumis un questionnaire à quelques-uns de nos amis ; surtout à ceux qui, ces derniers mois, se trouvaient en « première ligne » (des cheminots, par exemple), ou à ceux qui étudiaient depuis un moment déjà ce dont nous voulions parler.

Maintenant, avec la police, l'armée qui règnent sur les routes de l'Europe, qui établissent les exceptions et les règles, avec l'interdiction de tout type de rencontre et un désir d'ordre et de guerre qui germe partout, et un virus invisible qui étrangle toute interaction sociale, favorisé dans sa diffusion par la désormais proverbiale capitulation de la politique face au pouvoir économique et financier, notre ouvrage nous semble posthume, vieilli avant même sa naissance. Il semble être un morceau d'un monde qui n'existe plus. Avant même de paraître, il ne semble pas résister à ce monde gouverné par le virus.

Combien de fois nous sommes-nous demandé comment il a été possible, durant une catastrophe, en dépit de tout, d'aller de l'avant. Joyce, Kafka, Auerbach et tant d'autres comme eux, des anonymes comme nous deux : comment ont-ils fait ? Résister, se protéger, lutter et continuer, malgré tout, à écrire, penser, désirer. Comment cela a-t-il été possible ?

Ici, à présent, de façon peut-être un peu sotte et ingénue, nous nous y essayons, en proposant ce livre posthume. Il parle d'un monde qui n'est plus. De manifestations, de cortèges, d'assemblées, d'occupations d'espaces publics et privés. Il parle de cinéma, de théâtre, de peinture, de danse, de l'Opéra de Paris. Il parle de l'invention d'espaces communs, par la lutte et par l'art. C'est notre monde, que nous ne connaissons plus ; que nous ne pouvons plus fréquenter.

Les luttes ont cessé, elles doivent avoir cessé, malgré les dernières tentatives des étudiants, comme à Lille, le 12 mars encore. Ou comme les Gilets Jaunes qui, encore le 14 mars, ont manifesté dans les rues de Paris. Mais quand une lutte cesse-t-elle vraiment ?

Il nous semble que, si ces luttes françaises sont posthumes, elles le sont surtout parce qu'elles fournissent une « image » de ce que 99% du peuple-monde demande aujourd'hui. En physiologie, une immagine postuma (image rémanente en français) est une sensation visuelle que l'on a, dans certaines conditions, après l'arrêt d'un stimulus lumineux. Face à la diffusion du virus, nous fermons les yeux et barricadons les portes et fenêtres de nos maisons. Que voyons-nous alors ? L'apocalypse que les médias d'information de masse, presque exaltés, exhibent sans trêve. Mais ce n'est pas tout : nous pouvons aussi voir et nous rappeler que ce qui s'est passé hier est la vérité d'aujourd'hui : les luttes françaises de l'hiver dernier sont une image (ou mieux, un avertissement) de ce qui est aujourd'hui à l'ordre du jour, au cœur de la catastrophe dans laquelle nous a plongés l'exploitation sans limite de la nature.

Les luttes françaises, en ce sens, ne tracent pas le plan de ce que nous voulons faire quand l'épidémie sera finie (et quand finira-t-elle ?). Non ! Nous tous qui restons à présent, et à raison, chez nous, n'attendons pas la fin de l'épidémie, car nous savons percevoir la différence qui existe entre le danger que nous courons tous et, d'autre part, la logique de l'urgence qu'on nous impose.
Ce ne sera pas un virus qui vaincra le capitalisme, mais plutôt les ouvriers et les ouvrières qui font désormais grève en Italie (après des années de silence) pour obtenir des conditions de sécurité décentes ; ce sont les détenus qui montrent au monde entier leur condition, les nouveaux émigrants/précaires méridionaux qui, après des jours, des mois, des années sans aucune tutelle, face à la menace sanitaire, cherchent refuge dans leurs maisons d'origine (et ont pourtant été condamnés par l'opinion publique parce qu'en voyageant, en prenant des risques, ils se sont efforcés de ne pas mourir de faim après avoir perdu leur travail précaire). Au moment de la catastrophe, les infirmiers et les médecins ne sont pas des héros utiles uniquement pour cette saison. Les luttes françaises sont aussi leurs luttes : depuis des mois, par des grèves menées avec une radicalité et une détermination inouïes, pour réclamer des lits dans les hôpitaux, des financements pour la recherche scientifique (comme Bruno Canard, à l'équipe duquel on a retiré tous les fonds pour la recherche sur le Coronavirus), ils tiraient la sonnette d'alarme à propos de ce que nous avons aujourd'hui tous sous les yeux. Hier, les cheminots et les artistes de l'Opéra de Paris, avec les enseignants et les étudiants, disaient la même chose que ce que disent aujourd'hui les ouvriers, les précaires et les détenus italiens, les caissières et les livreurs, ainsi que l'ensemble du personnel médical dans chaque recoin du monde industriel. Ce n'est pas un hasard, comme nous le rappelle toujours notre ami Alain Bertho, si cette époque est celle des soulèvements, en France mais aussi partout dans le monde. Au cœur de la fin du monde que nous inflige le libéralisme, partout s'esquissent des issues de secours. Tentatives, ébauches, fragments d'une autre fin possible pour le monde.
Alors notre écriture, l'amitié qui nous lie à tant de personnes, malgré tout, n'est peut-être pas seulement un témoignage (du passé) ; son caractère posthume pourrait nous projeter déjà vers l'avenir, sans oublier que l'avenir qui nous attend après l'urgence, les luttes possiblement impitoyables auxquelles nous serons livrés, est peut-être d'ores et déjà présent.

Pierandrea Amato et Luca Salza, Naples-Paris, Mars 2020
Traduit de l'italien par Victoria Rimbert.

Pour une grève-Charlot*

En italien, « grève » se dit « sciopero » : du latin *exoperare* « arrêter de travailler », dérivé de *opĕra* « travail », avec le préfixe *ex-* qui dénote la cessation. Il y a grève, ou *sciopero*, quand on cesse l'ouvrage, l'*opera*, quand on fait un pas en arrière et qu'on décide de rester immobile, quand on prend ses distances de la souveraineté - matérielle, psychologique, symbolique - du travail.

Le travail s'arrête partout et qui fait grève (*scioperante*) devient un désœuvré (*scioperato*)[1]. En effet, en français, « *sciopero* », c'est la « grève » : l'étymologie indique dans ce cas des événements précis. Dans la « nation la plus politique d'Europe » (Marx), au Moyen-Âge, faire « grève », c'est-à-dire abandonner le travail, signifie aller sur la place de Grève (l'actuelle place de l'Hôtel de Ville à Paris) pour manifester et réclamer une autre façon de vivre, de rêver, de travailler. Des modes de vie que le pouvoir, tout pouvoir, même le pouvoir démocratique, ne tolère pas.

Depuis très longtemps, sur cette place politique, lieu du pouvoir, sur les rives de la Seine, il y a déjà un *autre* peuple, ou peut-être, pour mieux dire, une *plèbe*-monde : là se réunissent habituellement les sans-travail, les chômeurs qui cherchent un emploi.

---

* Une première version de ce texte a été publiée en italien sur le site de « Lavoro culturale », en décembre 2019, cf. https://www.lavoroculturale.org/dicembre-2019-pour-une-greve-charlot/. Traduction en français par Marie Morisset.

1 Note du traducteur : En italien, l'équivalent du mot français « gréviste » est créé avec le participe présent du verbe *scioperare* : *scioperante*. Comme en écho à ce terme, il existe aussi *scioperato*, formé, lui, sur le participe passé, qui ne souligne plus l'action de faire grève, mais son résultat, le fait de se retrouver, du fait de la grève, sans travail, désœuvré, oisif.

La « grève », donc, à y regarder de plus près, c'est quand les travailleurs rejoignent les sans-travail. Plus précisément encore, nous dirions qu'il y a « grève » quand les travailleurs et les travailleuses, en refusant leur rôle et leur fonction « normaux » dans la société, en envahissant la place, une place publique, en sortant des usines et des champs, en délaissant les *call-center* et les ruelles obscurs ou *very open* de leurs bureaux, en défilant, en se manifestant, entrent dans un devenir autre que soi, qui, généralement, ne leur appartient pas. Ils mettent en suspens leur rôle social et évoquent un autre monde dans le monde ; les travailleurs deviennent autres, ils deviennent comme des chômeurs.

Dans la grève, donc, s'impose une forme de devenir parce que les non-travailleurs eux-mêmes, les *scioperati*, se déplacent vers les travailleurs. La grève, c'est, au-delà des peurs, une amitié entre les travailleurs et les non-travailleurs, entre les grévistes et les désœuvrés, qui rompt la séparation que la logique du Capital conçoit entre les êtres humains productifs et les êtres humains improductifs. Personne ne fait plus rien. Les rythmes des temps modernes ralentissent, on se promène dans les rues, on ne court pas au bureau, les commerces sont fermés ou désertés, les enfants jouent sur le trottoir toute la matinée.

Les temps modernes de Chaplin subvertit le cinéma, les façons de dire, de voir, de sentir de l'ordre du discours constitué. La silhouette de Charlot jette le trouble dans la vie en ville, dans l'usine, dans les paroles et les gestes de la vie normale. Contre le cinéma parlant, le film invente une autre langue, quand Charlot, forcé par les majors à parler, chante sa chanson sans signification dans un restaurant.

Les Temps modernes préfigure aussi une autre politique. Dans une scène du film, Charlot, l'oisif, celui qui vagabonde pour ne pas travailler, pour rester en marge de la société, attrape un drapeau rouge dans la rue et se met à la tête d'un cortège de travailleurs. C'est la grève. C'est le moment où *hobos*, vagabonds, passants, fainéants, ouvriers, ouvrières, employés et employées s'embrassent pour lutter sur la Place de Grève. Chacun sort de soi pour abandonner toute attention vers ce que nous sommes tous les jours : on entre collectivement, « tous ensemble », dans une autre dimension ; la sphère de la libération du travail. La sphère du ne rien faire ; qui signifie avant tout, errant par les routes de France avec d'immenses foules de grévistes-désœuvrés, une manière de lutter.

La « grève », c'est la tentative de sortir de la barbarie. Dans le désastre où nous sommes, dans la fin que nous vivons, ne-pas-faire est l'unique salut : tout destituer et avant tout soi-même. Tout arrêter, abandonner tout ouvrage (*opera*), grand et petit. Il s'agit, en faisant grève, de désarticuler la logique du capitalisme contemporain qui impose la diffusion d'un bien-être de l'opulence hors de tout contrôle. Pour l'animal qui

se distingue par son type de langage, l'homme, il est clair qu'aujourd'hui le téléphone portable est vital et nécessaire. Mais il n'est pas nécessaire d'en avoir dix et tous de la dernière génération. Il est clair que dans le monde où nous vivons aujourd'hui, se déplacer, et qui plus est rapidement et facilement, fait partie intégrante de notre société. Mais cela ne signifie pas qu'il soit nécessaire de construire un pont ou un aéroport ou un tunnel destinés à détruire la terre que nous habitons sans apporter le moindre avantage à la communauté. L'hypertrophie capitaliste contemporaine est ce que nous pouvons imaginer de plus hostile à l'existence. Parce qu'elle rend tout ce qui nous sert pour vivre dégoûtant, telle une marchandise à désirer. Le capitalisme est entré dans une phase de destruction de l'humanité. Sans scrupules. Peut-être quelqu'un en sortira-t-il indemne. Celui qui aura l'air conditionné toute la journée, qui ne suffoquera pas de chaleur à Paris ou à Oslo, qui ne souffrira pas douleurs et tourments dans les voitures de tête d'un train à grande vitesse où se réfugiera une humanité désespérée, après la catastrophe, comme cela arrive dans le film *Snowpiercer* de Bong Joon-ho.

La grève, c'est arrêter ce train, comme dirait Walter Benjamin. Interrompre toute activité; imaginer une nouvelle forme d'ascèse politique qui nous impose de nous comporter comme nous ne l'avons jamais fait : nous ne devrons plus écrire, parler, travailler, rêver comme nous l'avons fait jusqu'à aujourd'hui. Nous entrons en grève.

Qui cherche des développements « soutenables » ou « durables », qui veut que les choses continuent comme elles sont, qui se fie aux compétences de qui sait toujours tout, avec des ajustements et quelques magasins bio en plus ici et quelques déchets en moins là, perpétue le massacre de corps et de formes de vie. Qui fait grève, au contraire, veut faire cesser un modèle de développement qui détruit et anéantit toute chose. Au lieu d'aller au travail et de subir des ordres, avoir la force de rejoindre cette place, sur la Seine pour se baigner encore un jour ou pour embrasser son amour, comme dans la célèbre photo de Doisneau.

Toute grève est l'occasion de devenir un *désœuvré*, pour aller pêcher, pour s'occuper des enfants, pour voyager, pendant autant de mois et d'années que ce sera possible. Pour le dire simplement : on peut vivre autrement et non comme nous le faisons chaque jour. On peut briser aussi bien la solitude que la désolation. Jours, mois, années : temps, enfin, plein de temps.

Le peuple qui lutte, qui fait grève, qui interrompt le cours normal des choses, est une force qui veut tout changer et qui se refuse à toute forme de négociation ; pour cette raison, il se révolte. Ce *demos* dépasse la démocratie ; ce n'est pas un principe solide, stable, visible, une identité claire mais, tout au contraire, il

représente une forme d'absence ; l'absence de tout principe qui puisse être catalogué, représenté, sanctifié. Ce ne sont pas seulement les syndicalistes qui dictent le calendrier des mobilisations. Les grèves sauvages préparent depuis longtemps le terrain de la grève générale.

L'insurrection des *Gilets jaunes* continue à bloquer les ronds-points et à inventer de nouvelles communautés, une expérience de communisme jamais vue auparavant, sans queue ni tête ; les étudiants sortent des écoles et remettent en question l'idée que l'école actuelle doit, comme il y a cent ans, ressembler à une caserne où toute trace de vie doit être passée au crible, évaluée, contrôlée. C'est un peuple multiforme, métissé qui ne se laisse réduire à aucune représentation, aucune forme. Mieux encore : il déserte toute identité précise de même qu'il déserte en ce moment des lieux de travail ici en France ; il habite les places, les rues, il transforme n'importe quel espace en un lieu inhabituel ; on le trouve, peut-être, là où l'attend le moins. Ceux qui font grève/qui ne font rien, les *scioperanti/scioperati,* luttent contre la peur de la peur et montrent, comme l'avaient déjà révélé les *Gilets jaunes,* un courage surprenant et contagieux. Ils réussissent à accomplir ce qui un moment avant semble impensable ; autrement dit, ils font l'impossible.

Même s'ils font face à une attaque politique, judiciaire, médiatique d'une dureté qui ne s'était pas vue en Europe depuis des décennies, et auxquelles seules les politiques d'États criminelles à l'égard des migrants nous avaient habitués, les *Gilets jaunes* ont montré il y a un an que l'impossible en politique est toujours possible, qu'au nom d'une autre expérience de l'existence, quiconque peut mettre en jeu sa propre vie, et avec les autres, vaincre la désolation.

La grève générale est une formidable stratégie qui vise à anéantir toute forme de souveraineté au nom de l'invention d'une politique qui rejette toute forme de peur.

Pour nous, aujourd'hui, la désolation est le nom du désastre. Qu'est-ce que la désolation ? L'attente d'une transformation liée à la certitude que le changement n'aura pas lieu. Voici donc, entre autres, ce qui arrive aujourd'hui en France et qui ne peut être négocié : une tentative de lutter sans cesser de le faire ; sans organisation étouffante, sans parole, avec des groupes d'individus qui déambulent dans la ville, sans se connaître, sans drapeaux, sans bannières, certains se heurtent, d'autres sourient (l'ingouvernable, en somme) ; on lutte contre la désolation.

Nous voyons exploser une détermination improvisée ; un courage inattendu. De l'urgence des formes de vie qui assaisonnent la catastrophe quotidienne, émerge une passion qui ne se laisse ni raconter ni comprendre.

Les *Gilets jaunes* ont ouvert un espace inédit : délicat, dangereux, à traverser. La grève générale du 5 décembre 2019 a franchi ce seuil. Après ce jeudi, les travailleurs et les travailleuses continuent à croiser les bras, de nouvelles manifestations et d'autres rencontres se préparent sur la Place de Grève. Tous ensemble nous assumons la responsabilité de qui a été forcé par la violence à faire violence mais qui a l'intelligence, probablement sans en avoir conscience, de ne pas exagérer : il suffit de dévoiler que le roi est nu. Au moins pour le moment.

Dans la grève, on lutte pour le travail, pour la retraite mais avec Paul Lafargue, nous croyons qu'on lutte surtout pour ne rien faire. Pour la puissance de devenir tout : le droit à l'oisiveté ; qui est aujourd'hui l'envers de la médaille de toute révolte. Michel Foucault, à ce propos, parlait aussi d'un droit absolu à la révolte. Ce qui est en jeu dans la grève générale n'est alors pas différent : bloquer tout, toute production, toute action, pour tout changer. En ce sens, la grève n'est jamais seulement une forme de conflit purement économique comme beaucoup veulent nous le faire croire.

La grève générale : un soulèvement qui a le caractère de l'exemple politique, du fantasme, de ce qui, en révoquant toute normalité, peut potentiellement se produire n'importe où. Qui sont les acteurs de cette subversion de l'ordre ? Pourquoi se soulèvent-ils ? On pourrait penser que tout individu, apparemment soumis à la prise du capitalisme global, en mesure de gouverner jusqu'à nos désirs les plus intimes, n'a ni le temps ni l'énergie pour se révolter. Mais, en réalité, il n'y a aucune contradiction parce que la cause de cette grève générale est au-delà de chaque cause sociale, économique, politique que nous pouvons facilement imaginer. Naturellement il y a aussi cela mais il y a beaucoup plus, un plus qui ne se trouve pas inscrit dans le sillon du déjà connu mais dans un spectre de raisons qui n'ont pas une raison spécifique. Plutôt dans le désir de briser la litanie de la victime, dans la volonté d'abandonner tout ressentiment et de répondre de manière inouïe et surprenante à la violence dans laquelle nous sommes quotidiennement immergés. La grève est toujours aussi (surtout) politique. C'est une stratégie du « pouvoir destituant » pour prendre congé des discours, de la violence, de l'exploitation de ceux qui ont tout. L'ancienne working class rencontre sur cette place, en ces jours, des institutrices et des avocats; sur cette même place, il y a des lycéens et les lycéennes des banlieues et le monde multiple et divers de ceux qui ne connaissent pas le travail régulier et ont une existence *précaire*.

Ils savourent la ville : ils en changent les rythmes, les règles et la physionomie des acteurs. Comme elle est belle, la ville quand il y a grève ! Nous la connaissons et la voyons comme nous ne l'avons jamais fait avant.

Quelle joie ! Toutes et tous, on devient Antoine Doinel (le héros des *400 coups...* le chef d'œuvre de Truffaut a soixante ans) qui, en désertant l'école, le contrôle des autorités, toute forme de travail et de discipline, se réapproprie l'espace en inventant d'interminables fuites possibles. Mais au fond, Eisenstein l'avait déjà compris dans son film *La Grève* (1924) : la grève est le temps extatique de la fête, d'un autre temps du temps, des enfants qui jouent ; c'est le temps de la révolution. Ou mieux : le temps qui l'imagine, qui la précède et la dépasse. Parce que si chaque grève est une fête, comme nous le montre le réalisateur russe, c'est aussi un acte d'accusation contre le pouvoir, contre sa culture de mort.

La grève est un « éloignement » de cette existence, comme dirait Marcel Duchamp : c'est la lutte de qui cherche et imagine une autre existence.

Pierandrea Amato, Luca Salza

Premières impressions de pandémie

Penmarch, 20 mars 2020

* * * * *

Vent solaire, non ! Virion, oui ! et méchant,
Issu d'agapes de pangolins au couchant ?
Ravageur nain, générant des pneumonies
Ultimes : les gourmandes mourraient, honnies…

Sans crier gare, il se baladait, sachant
Attraper les gouttelettes, puis fauchant
Cœurs et corps ; orphelin plein de félonie,
Odieux, acharné à notre agonie…

Une pandémie s'était installée
Ralentissant la marche dans les allées
Obvies de la vie : voués à la mort,

Nous ahanions, perdus dans les vallées
Nocturnes de la terre, toute talée,
Ereintée par nos erreurs et par nos torts.

* * * * *

Ainsi était-on passé des crabes aux corneilles.

Le nom de « couronne », en effet, procédait d'un antique nom grec, *koróné*, encore en usage, « corneille », « qui, par analogie avec la forme du bec de l'oiseau, aurait désigné un objet recourbé, et spécialement une couronne » (*Le Robert*). Ça passait ensuite en latin, où la *corona* désignait et l'ornement de la tête symbolisant le pouvoir, et la reconnaissance d'un mérite, cependant que les noms *cornix* et *corvus*, respectivement « corneille » et « corbeau », demeuraient dans le seul domaine avien, idem *cornicula*, « petite corneille », dont la « corneille » française provenait.

Ernout & Meillet (*Dictionnaire étymologique de la langue latine*) proposaient que tout ce petit monde, plus quelques termes germaniques, irlandais et orientaux, fussent originaires d'onomatopées évoquant les Cr-is, les Cr-oassements... bref une racine commune *kr*-, à retrouver aussi en sanscrit, en polonais et en russe.

Pandémie du virus crailleur et croasseur ?

N'en déplaise aux amis des bêtes, ces déterminatifs n'eussent-ils pas mieux convenu à ce virion ? Plutôt que la royauté solaire, à lui octroyée de façon si incongrue – prétendument, par analogie entre les grandes protubérances, qui entouraient son enveloppe, et la couronne solaire (car, ce virion orphelin – un seul brin d'ARN – était « enveloppé »... de protéines).

Les biologistes n'étaient-ils pas informés de la non-conservation, lorsqu'on change d'échelle ? (Les peintres le savaient de tout temps : on ne compose pas une miniature comme un grand tableau.)

... à moins qu'ils n'eussent été plus subtils...

Le virus à couronne, crailleur et croasseur, aurait-il annoncé l'extraordinaire pandémie de crailleries et autres croassements mensongers, répandus à l'envi par les soi-disants couronnés, dirigeants de tout poil (ou plume) des Etats de la planète ?

Peut-être les découvreurs du virus, qui l'avaient baptisé, avaient-ils songé à quel point les grands prédateurs de la finance dominant ce monde, sans foi ni loi, les avaient privés de crédits, grâce à la complicité des gouvernants, et comment ils avaient été empêchés de travailler, depuis 2003, puis 2009, lors de épidémies analogues, quelles que fussent leurs demandes ?

Peut-être avaient-ils aussi songé à leurs collègues soignants, empêchés, eux, de soigner – mêmes suppressions insensées de crédits.

Peut-être en avaient-ils déduit que la cacophonie croassante des gouvernants félons, imposteurs, menteurs et traîtres, serait sans pareille ?

Macron en corbeau infatué, ouvrant son large bec et abandonnant les services publics aux spéculateurs, puis, honteux et confus, jurant, mais un peu tard, qu'on ne l'y prendrait plus ? C'était un gentil euphémisme, vu que ce corbeau-là n'avait pas perdu sa graille, mais la santé, voire, la vie, des gens du pays.

L'écoute des radios d'Etat françaises ne laissait pas d'étonner. Certes, les personnels de santé étaient des héros, mais ils disposaient de tout le nécessaire ! entendait-on. Or, depuis un an exactement, une bonne partie d'entre eux était en grève, expliquant pourquoi et comment ce gouvernement les conduisait à l'asphyxie – avant la pandémie ! Bien sûr, les masques étaient à disposition de ceux qui en avaient besoin ! entendait-on encore, etc., etc. Les mensonges s'égrainaient, au mépris de ce que chacun constatait, avec l'outrecuidance de qui sait bénéficier de l'impunité. « Radio Paris ment » ?

Guerre, certes. Mais, non celle qui était proposée. Les citoyens qui survivraient feraient les comptes ! Les vrais !

Michèle Bompard-Porte

I.

L'insoumission cachée dans les plis des vallées alpines

Si les choses ne vont pas aussi mal pour vous et pour moi qu'elles n'eussent pu aller, remercions-en pour une grande part ceux qui vécurent fidèlement une vie cachée et qui reposent dans des tombes que personne ne visite plus.
George Eliot, *Middlemarch*[2]

Tout ce qui est intéressant se passe dans l'ombre… On ne sait rien de la véritable histoire des hommes.
Céline[3]

Au moment où nous luttons, tous à notre manière, pour opposer d'autres valeurs au néolibéralisme « nécessaire » et « indépassable », deux films parus en 2019 mettent en lumière une autre existence possible, une forme de résistance passive, de désertion, d'insoumission pour reprendre un terme militaire, en proposant un autre modèle, ni meilleur, ni plus fort, mais équivalent à celui du pouvoir dominant.

---

2 Cette citation apparaît à la fin du film *Une vie cachée*, de Terrence Malick.

3 L'exergue reproduit ici est celui de Carlo Ginzburg dans son ouvrage *Le fromage et les vers*, consacré à la vie et au procès de Menocchio, Carlo Ginzburg, *Il formaggio e i vermi. Il cosmo di un mugnaio del '500*, Milano, Adelphi, 2019 [1976].

Dans *Une vie cachée*, Terrence Malick, raconte l'histoire d'un héros méconnu. Franz Jägerstätter, paysan autrichien de St. Radegund, près de Salzbourg, refuse de prêter serment à Hitler. En 1938, il ne redoute pas d'être le seul de son village à voter contre l'Anschluss. Il fait son devoir de formation militaire mais refuse de jurer fidélité à Hitler et de faire le salut nazi. Il a construit son nid dans les montagnes avec son épouse adorée et ses trois filles dont la plus âgée a six ans lorsqu'il est appelé au service actif en 1943. Refusant de prendre les armes, il est d'abord emprisonné à Linz puis à Berlin. Enfin, condamné à mort par un tribunal militaire, il est guillotiné le 9 août 1943 à la prison de Brandenbourg. Le film nous montre que si tous les chrétiens, tous les autrichiens, avaient refusé de servir, le régime serait devenu impuissant. *« Je ne peux faire ce que je crois être mal »,* répète Franz. Et attention : un seul faux pas et, déjà, on se perd. Une compromission, aussi minime soit-elle, et l'on est détruit. Ne pas renoncer, donc. Aller jusqu'au bout de ce que l'on croit. « *Mais ce ne sont que des mots* », lui dit son avocat dans une ultime tentative de le sauver de la peine capitale. Rien n'y fait, les mots sont importants, plus que tout le reste. Il n'est pas seul, comme s'il résistait non seulement au nom de tous les siens mais aussi au nom des montagnes qui l'entourent dans une sorte de rapport animiste à la nature.

À quelques vallées de là, toujours dans le Frioul Vénétie Julienne[4], on retrouve cette importance des mots et de la vérité intérieure. Pour le réalisateur de *Menocchio*, Alberto Fasulo (*France culture* , émission « Par les temps qui courent », 15/04/2019) « il est important de raconter la dynamique de la valeur d'une parole, parce qu'aujourd'hui un mot peut être porté aux nues, et tout est tellement changeant que c'est très dangereux parce qu'on n'arrive plus à avoir un rapport direct avec l'expérience. ». Ce meunier, Menocchio, les historiens le connaissent bien grâce à Carlo Ginzburg. Il défend le droit d'avoir des idées contraires à celles du pouvoir constitué. Le film est construit dans les conditions où Menocchio a vécu, Fasulo lui donne un aspect documentaire pour tenter de retrouver 1584 aujourd'hui parce que nous vivons aujourd'hui une condition semblable. Il est très simple d'aller contre la religion, ce n'est pas le propos, il s'agit de voir des hommes contre des hommes. Il fait de Menocchio un personnage presque mythologique dans le territoire. Alberto Fasulo est né près de Montereale, l'année où est publié *Le fromage et les vers*, il a été élevé dans le

4 Le village de Cima Sappada (passé depuis peu de la Vénétie au Frioul) où sont tournées certaines scènes du film *Une vie cachée* ne se trouve qu'à quelques vallées des Stavoli di Orias, rare exemple d'alpage intermédiaire conservé aujourd'hui, où sont tournées les scènes montrant que tout le village doit faire acte d'humilité et de sacrifice pour dresser une croix blanche afin d'expier le péché de son membre déviant. C'est aussi là que Menocchio doit renier sa foi devant les siens.

culte de ce personnage élevé au rang de mythe local et le film part des procès-verbaux originaux. Ce que dit Menocchio, c'est ce que dit la science aujourd'hui, ce que dira Spinoza un siècle plus tard, ce n'est pas très éloigné de ce que défendait Giordano Bruno à l'époque. Sa condamnation est historique, pas idéologique. C'est un premier point commun avec Franz Jägerstätter : les deux hommes n'ont simplement pas vécu à la bonne époque.

Le rapport de l'individu au pouvoir, et la façon dont il se sent menacé par lui, le conduit à penser ce qu'on lui dit de penser et non pas ce qu'il ressent dans son être profond. Menocchio fait le choix obstiné d'affirmer ce qu'il pense vrai pour dépasser le dilemme moral du personnage entre moi, ma personnalité, mon intégrité intellectuelle ou ma famille, ma communauté, les autres. Cet équilibre idéal entre les deux est rompu quand Menocchio pense que ses idées ont le pouvoir de changer l'Église. Menocchio est sincèrement convaincu de la valeur de l'homme du commun qu'il place à l'égal du puisant, du noble et même du pape. Il est l'incarnation même de la nature, dans toute sa simplicité et toute sa splendeur et sa spontanéité désarmante, qui comme un poison contamine tout son village. Pourtant, il est seul. Il a beau tenter de dire à ses compagnons que s'ils sont toute une communauté, on ne pourra pas les juger, que si les puissants s'intéressent à lui, c'est qu'ils ont peur, ils se rétractent. Au cours des scènes d'interrogatoires, eux, les puissants, l'idéologie dominante, font figure de dégénérés en gros plan et aux voix nasillardes à l'instar des aristocrates de Dino Risi lors du dîner où ils font face à Léa Massari et Alberto Sordi, le soir du referendum monarchie-République dans le film *Una vita difficile*.

Mais après les épreuves de l'incarcération et de la torture, pour sauver les siens, comprenant que sa mort ne servirait à rien, il doit se renier devant tout le village, dans les termes qui jusque là étaient le fondement de son existence, « *je jure de mon cœur et confesse de ma bouche que l'autorité du souverain pontife et des prélats est réelle, que Dieu est plus parfaitement connu d'eux que de moi, que sont plus grands les pouvoirs du souverain pontife et des prélats que de moi, que les statuts, ordres et lois de l'Église sont réels, qu'ils ne sont pas une marchandise, que ladite Église est tenue et gouvernée par le Saint-Esprit, que se confesser à un prêtre n'est pas comme se confesser à un arbre, que le péché originel se contracte dans le ventre maternel, que le baptême n'est pas une invention de l'homme, que le blasphème n'est pas un art, qu'une fois que le corps mort l'âme demeure, que le précepte d'aimer Dieu est plus fort que celui d'aimer son prochain. De même, dire que tous seront sauvés – les Turcs, les Juifs, les païens, les chrétiens, les hérétiques et les infidèles – est une erreur.*

Et dire que le Sainte Vierge n'a pas donné naissance à Jésus sans commettre de péché, est une erreur, dire que la Sainte Vierge a commis l'adultère, est une erreur, dire que l'air et tout ce que l'on voit est Dieu, est une erreur, dire que Dieu ne s'occupe pas des choses d'ici-bas, est une erreur. Par conséquent, j'abjure, je déteste, je révoque cette hérésie condamnées par la Sainte Église catholique, apostolique et romaine qui affirme par le mensonge… ».

« *Plus fort* », lui crient les pères de l'Église.

Il poursuit alors en cessant d'ânonner « *… qui affirme que…* »

Sa voix s'élève pour affirmer haut et fort devant son village que « *l'autorité du souverain pontife n'est pas réelle, qu'il ne faut pas adorer les saints, que le baptême est une invention de l'homme, que le précepte d'aimer son prochain vaut plus que celui d'aimer Dieu, que la bénédiction d'un laïc vaut autant que celle de l'homme d' Église, que le blasphème est un art, que l'âme est mortelle, que le monde partit du chaos, et du chaos s'agrégea en une substance semblable à du fromage et que Dieu ne s'occupe pas des choses d'ici-bas* ».

C'est finalement sa conception du monde qui restera, ainsi que son visage sur lequel se termine le film, par un long plan rapproché. Certes, le texte qui s'affiche à l'écran nous rappelle la suite historique, la conclusion de Carlo Ginzburg : le 30 octobre 1599, la sentence du cardinal de Santa Severina, au nom de toute la congrégation, est très dure. Il s'agit de punir du châtiment suprême le meunier. Le pape en personne, Clément VIII, se penche sur Menocchio, devenu membre infecté du corps du Christ, pour exiger sa mort. Au même moment, à Rome, se termine le procès contre Giordano Bruno. Coïncidence qui peut symboliser la double bataille, vers le haut et vers le bas, menée par la hiérarchie catholique pendant ces années, pour imposer les doctrines approuvées par le Concile de Trente.

Pourtant, dans la guerre symbolique contre les valeurs dominantes, un simple mouvement de retrait, même individuel, même s'il ne parvient pas à s'articuler à une perspective de dynamique collective, devient à la fois une menace pour le pouvoir et le fondement même de la revendication politique. Le geste destituant consiste à rester dignes et poser la question d'une autre existence. Ne pourrait-on voir dans ces exemples d'irréductibilité une nouvelle filiation pour les luttes contemporaines et y trouver du courage ?

Fanny Eouzan

La bonne nouvelle de *Nos défaites*

« Rejouer 1995 ». En décembre 2019, cette formule, inlassablement répétée, comme à chaque conflit social de ce début de siècle, invitait à répéter le dernier mouvement social victorieux, si l'on omet l'épisode particulier du CPE. Référence galvanisante donc pour les travailleurs en lutte : le pouvoir a ployé, il peut encore le faire, même si les luttes plus récentes n'ont pu aboutir à un tel succès. La référence aux mouvements de 1995 a pu servir de biais également, dans le discours du gouvernement et des médias, pour discréditer l'immobilisme de la contestation, porteuse d'une vision historique bégayante, inapte à dépasser « l'archaïsme » d'un système social, obstacle au dynamisme et à la vitalité de l'économie du numérique, de la start-up.

Mais rejouer n'est pas se référer. Rejouer engage les corps et les paroles, les actes et les discours, les mouvements et les expressions. Et « rejouer » n'est une pratique propre à notre contemporain, comme pourrait le faire croire sa connotation indubitablement postmoderniste, qui la réduirait à une mascarade ludique ou un exercice d'admiration, laissant entendre que l'histoire se répéterait ou qu'inversement l'histoire serait achevée et persisterait à l'état de pièce de théâtre. Au contraire même, chaque lutte n'est-elle pas reprise du passé ? Non pas une reconstitution bien sûr – ce n'est pas une représentation, mais une remise en jeu du passé qui engage un rapport d'anachronisme au temps, selon lequel le passé n'est pas révolu (il continue à hanter le présent) ni résolu (il est en attente de sens). Nous rejouons l'histoire, le scénario, la partie, comme dans un *reenactment*, parce que nous n'acceptons pas le dénouement, parce que

nous voulons retrouver la victoire, parce que nous voulons comprendre, parce que le passé est riche d'exemples...

Mais penser la lutte comme remise en jeu, n'est-ce pas alors escamoter cette rupture, cette suspension du temps de la police dont parle tant Rancière, qui trouve une formulation éclatante chez Furio Jesi : « la révolte suspend le temps historique et instaure subitement un temps dans lequel tout ce qui s'accomplit vaut en tant que tel » ? Rejouer n'est-il pas antinomique de suspendre, d'un point de vue temporel – le processus de la répétition s'oppose à l'événement de la suspension – et d'un point de vue pratique – le reprise procède d'une décision alors que la suspension excède le champ de l'action ? Les questions s'accumulent, et c'est sans compter des problèmes plus pratiques : comment incarner le passé ? que répéter ? Des gestes, des paroles, des modalités d'action, des inventions collectives, des modes d'existence ?

Beaucoup d'interrogations donc, auxquelles un remarquable film documentaire, sorti entre l'explosion du mouvement des Gilets Jaunes et le début des conflits sociaux relatifs à la réforme des retraites, offre des réponses possibles : *Nos défaites* de Jean-Gabriel Périot.

Nos défaites, résultat d'un travail au long cours de Jean-Gabriel Périot avec une classe de première option cinéma du lycée Romain Rolland d'Ivry-sur-Seine, fait alterner deux types de séquence, tournées en mai-juin 2018. Le premier participe du *reenactment* par les lycéens de cette classe d'extraits de films militants produits autour et après 68. Le cinéphile pourra reconnaître des scènes de *La Salamandre* d'Alain Tanner (1970), d'*À bientôt, j'espère* et *Avec le sang des autres* des groupes Medvedkine (1968 et 1974), *Camarades* de Marin Karmitz (1969), *La Chinoise* de Jean-Luc Godard (1967), *La Reprise du travail aux usines Wonder* de Jacques Willemont (1968), *Citroën-Nanterre mai-juin 1968* de Guy Devart et Edouard Hayem (1968), *À pas lentes* du collectif Cinélutte (1979). Entre ces séquences de *reenactment* s'intercalent des interviews de ces lycéens, questionnés par le réalisateur en voix-off sur les extraits qu'ils viennent d'incarner devant la caméra, sur ce qu'ils en retiennent, sur ce qu'ils feraient s'ils étaient confrontés à la même situation que le personnage ou que l'ouvrier filmé, et sur les grandes notions politiques que ces scènes convoquent.

Les séquences d'interview s'avèrent déceptives : les lycées, sans doute intimidés par le dispositif, bafouillent leurs réponses et avouent leur ignorance des grandes notions politiques (les syndicats, l'anarchisme, le capitalisme), emploient un vocabulaire approximatif, alors même que chacun des extraits choisis avaient fait

l'objet d'explications de la part du réalisateur. On y relève également des formules-symptômes de l'air du temps, allant de la résignation et de la déploration de l'impuissance à des revendications peu signifiantes comme le refus de la guerre, de la violence, et à un appel généreux, mais davantage éthique que politique, au respect des différences (trahissant d'ailleurs l'individualisation irrésistible de l'espace social). Bref, si quelques lueurs contestataires émergent de cette parole hésitante et imprécise, comme la dénonciation de la confiscation du pouvoir politique par une caste professionnalisée, le rappel de l'inconditionnalité de la liberté ou encore l'admiration pour le courage de certains militants, les propos indiquent principalement un refus de la politique, revendiqué par les lycéens (à l'exception de Ghaïs). Le constat est accablant : la jeunesse française, si tant est que les dix lycéens en soient représentatifs, serait dépolitisée, voire indifférente à la chose politique. Voir l'un d'entre eux, Swann, s'empêtrer dans ses vaines recherches de substituts à la grève, jugée inefficace et trop violente est particulièrement embarrassant, tout comme le refus partagé de changer le monde, comme si ces lycéens acceptaient, jouissaient de la société telle qu'elle est. Bien plus, le principe même du *reenactement* semble s'effondrer, puisque le passé y paraît totalement révolu et résolu. 68 est de l'histoire ancienne.

Le déterminant possessif du titre renvoie alors à la figure absente du film (en exceptant la voix off du réalisateur), l'adulte. La défaite est d'abord celle de l'Education Nationale (nous sommes dans un lycée), pour laquelle il n'est plus question (si jamais elle a effectivement porté cette mission) de former des citoyens en devenir, mais des futurs professionnels, intégrant progressivement des concepts managériaux tels que l'individualisation des parcours ou le développement de projets et sanctionnant l'inégalité sociale sans vergogne. Mais la défaite est plus généralement celle des générations précédentes qui ont brisé, inconsciemment, le fil de la transmission, laissant les différents pouvoirs politiques, économiques, médiatiques marteler que les alternatives n'existent pas puisque le réel (lequel ?) est contraignant, que l'idéologie (attribut péjoratif des seules forces émancipatrices) est dangereuse et doit être bannie au profit d'un concrétisme innocent et de bon sens, que la sécurité doit primer sur la liberté, que l'égalité ne peut se réaliser que dans l'absence de protections sociales, que la survie économique prime sur la dignité. En quelque sorte, nous avons perdu parce que nous avons déserté la guerre de position et la conquête de l'hégémonie culturelle.

Et pourtant, tout n'est pas mélancolique dans *Nos Défaites*. Les *reenactments* des films militants provoquent du trouble. Non pas tant pour leur fidélité, que par la puissance affective et la vérité subjective qui s'en

dégagent. Comment ces jeunes lycéens, si éloignés de la chose politique, ont-ils pu rejouer si intensément ces discours, ces témoignages d'une époque qui leur semble révolue ? Peut-être disposaient-ils de talents d'acteurs insoupçonnés que Périot a révélé grâce à son dispositif et sa bienveillance. Mais les compétences mimétiques, les capacités à incarner ne peuvent suffire à l'explication. Il n'est pas question de copie dans le film mais d'appropriation subjective, pas de mise en scène mais de remise en jeu. Les regards, évanescents ou déterminés, les mouvements de lèvres, trahissant une hésitation ou une jouissance à dire, les postures, d'accablement ou de révolte, les mouvements, insouciants ou volontaires, tout dans le jeu de ces lycéens témoignent d'une compréhension aigüe des situations d'origine, comme si leur mise en jeu (de rôle) permettait d'accéder plus facilement que leur analyse conceptuelle, à leur teneur de vérité. Le *reenactment* permettrait alors de rendre manifeste ce qui reste absolument introuvable dans le dispositif de l'interview, à savoir une puissance de subjectivisation contestatrice. Ce que le film dévoile avant tout, avant même le constat désenchanté d'une déperdition du sens de la révolte, c'est cette sympathie a priori mystérieuse entre ces corps impolitiques et ces situations d'urgence politique. Ou plutôt, il révèle en quoi la jeunesse, écartée de la chose politique par les différents pouvoirs, par crainte de sa puissance irrésistible, est condamnée à une pauvreté d'expérience, à une existence déconnectée de situations pratiques, si ce n'est celle de la pénurie de l'emploi à laquelle le pouvoir l'astreint, mais aussi en quoi cette même jeunesse dispose de cette puissance d'indignation, de contestation, de défi, pour peu qu'on lui accorde la possibilité de se brancher au réel social, à la matérialité de l'existence réprimée et exploitée. D'ailleurs, qui pourrait vraiment répondre à ces questions autrement qu'en convoquant un savoir académique, si ce n'est celui qui les a éprouvées dans son existence ?

Et puis, il y a cette sublime ellipse, cette ellipse qui permet une reprise, une remise en jeu du projet initial. Une ellipse due à la contingence politique (l'éruption inattendue des Gilets Jaunes et des blocus lycéens), que le film a le grand mérite de considérer. Non pas par opportunisme comme les critiques chagrines ont pu l'affirmer, mais en répondant à l'appel du réel et du scandale des images filmées par un policier lors de l'interpellation ignoble de 151 lycéens de Mantes-la-Jolie, le 6 décembre 2018, humiliés, forcés de s'agenouiller rangés les mains sur la tête. Cette scène de brutalité policière, qui met à nu la répression gouvernementale, incite Jean-Gabriel Périot à retrouver les lycéens pour leur faire rejouer cette scène et les demander leurs réactions. Seulement, le film ne s'arrête pas là et enchaîne sur le mouvement de

contestation propre au lycée d'Ivry : après la garde à vue subie par 6 élèves accusés d'avoir tagué « Macron démission » sur les murs de l'établissement et la plainte déposée par la proviseure, les lycéens ont entamé un blocus, auquel participent peu ou prou les différents membres du casting des *reenactments*.

Le film est donc relancé, comme l'indique la réapparition du titre, après une 1h15 de film, mais accompagné d'un nouveau sous-titre. À l'inquiet « Avons-nous déjà perdu la guerre ou seulement de nombreuses batailles ? » se substitue « Nous ne serons jamais fait du bois de nos victoires mais de celui du combat ». Le mouvement reprend, la défaite n'est pas définitive, la guerre n'est pas achevée.

Le film s'achève alors sur une série de témoignages des lycées sur leur expérience du blocus. Le discours est devenu fluide depuis l'été, les termes précis, le ton affirmé. Jackson qui, tel un innocent pasolinien, confessait son ignorance de la politique, évoque « l'oppression policière », Marine « l'humiliation » des lycéens. « Les policiers coupent cette pensée à chaque élève », déclare Alaa. Bien plus, le film, au-delà des métamorphoses de corps et de voix, nous montre des subjectivités politiques, engagées dans un processus collectif. Le blocus, « même si on y fait pas grand-chose » (Rosalie) devient une « expérience sociale » (Jackson) : « même s'il y a une défaite, un blocus, ça permet de se rencontrer » énonce Swann, si maladroit dans la première partie. Alors, le « nos » du titre prend une tout autre ampleur, incluant maintenant ces jeunes lycéens, dessinant un autre collectif davantage politique que générationnel. Autre fait troublant : l'absence d'évocations des extraits rejoués au printemps précédent, alors que l'expérience du blocus est donnée comme « enrichissante », parce qu'elle leur a « permis d'apprendre » : « Au finale, on perd pas forcément quelque chose, on gagne quand même beaucoup » (Ghaïs). L'expérience du *reenactment* semble oubliée. Et pourtant, un rapport s'instaure entre ces deux types moments : ces séquences de témoignage sont aussi un *reenactment* (peut-être le véritable) des films militants, sans qu'elles en reprennent les mots, les postures, les cadrages, mais en ce qu'elles donnent à voir une parole politique affleurer directement des corps (elle n'est plus prélevée comme dans les interviews), libérée par l'expérience du blocage, de l'arrêt, de la grève, et par là-même de nouvelles subjectivités qui s'inventent.

Ce final nous offre une réponse possible aux questions soulevées plus haut. Rejouer le passé de la lutte, ce n'est pas le répéter bien sûr, ni même le reprendre pour l'achever, c'est davantage faire à nouveau l'expérience de la suspension, c'est éprouver à nouveau la panique du pouvoir. Paradoxalement, c'est aussi inventer, c'est-à-dire retrouver la puissance du commun des luttes antérieures. Nous ne pouvons pas

décider de rejouer, c'est l'arrêt, la césure, le blocage, qui nous invitent à nous remettre en jeu, à rejouer, à relancer l'invention, qui est aussi une redécouverte, de subjectivités résistantes et d'incarnations collectives. Et ces blocages se multiplient car l'État, réduit à une agence de développement, par la subvention et la défiscalisation, et de promotion des start-ups, à une société d'assurance des entreprises néo-libérales, à coacher des individus pour les rendre aptes à la concurrence néo-libérale, ce pouvoir, vicaire du néo-capitalisme dans la recherche de nouveaux territoires à défricher, à monétiser tous les rapports sociaux, n'est plus le vecteur de valeurs susceptibles de créer du commun. Seule la force policière peut imposer un simulacre de cohésion sociale, en punissant non pas les corps transgressant les lois, mais les corps qui, en revendiquant simplement la dignité et la valeur de l'existence, se soustraient aux injonctions du pouvoir. Comme le dit Ghaïs, le rectorat, pour répondre aux revendications des lycéens, propose des réunions pour leur apprendre « la citoyenneté » : la citoyenneté, ce serait donc accepter la décision du pouvoir sans rechigner. Mais le blocage, non-citoyen donc, continue. Bloquer, déserter pour rejouer, pour incarner à nouveau la parole politique. Ce que dit *Nos défaites*, au-delà des échecs provisoires, c'est que nous serons de plus en plus nombreux à rejouer. Et ça, c'est une bonne nouvelle.

Stéphane Hervé

**

Pasolini et la plèbe

« Io spero naturalmente che non vinca il neocapitalismo ma vincano i poveri. »

Aujourd'hui, les manifestations ne rassemblent pas uniquement les travailleurs et les travailleuses grévistes : à leurs côtés se retrouvent dans les rues, les chômeurs et les chômeuses, les citoyennes et citoyens arborant leur Gilet Jaune, les victimes de violences policières, les victimes de violences sexistes, les exilé.e.s. En somme, tous les êtres humains que les nouvelles formes du capitalisme méprisent et exploitent : une plèbe toujours taillable et corvéable à merci pour le profit d'une minorité de plus en plus minoritaire et de plus en plus puissante.

Or cette férocité du néo-capitalisme Pasolini l'avait annoncée, et dénoncée. Dans les années 1950, c'est une autre misère qu'il rencontre : le sous-prolétariat des *borgate* de Rome. C'est là, dans ces bidonvilles sans eau ni électricité où vivent et survivent comme ils peuvent, ces ″exilés″ comme les appelle Caproni, que Pasolini rencontre des ″frères″ dont il fera les protagonistes de nombreuses poésies, de ses deux romans *Ragazzi di vita* et *Una Vita violenta* et de ses films *Accattone* et *Mamma Roma*. Comment voir et faire voir la plèbe et faire de cette vision une arme pour mieux comprendre ce qui permet à ces misérables de résister à l'exclusion, d'affirmer, malgré toutes les oppressions qui les accablent, la force de la vie ? C'est parce que Pasolini nous amène à poser cette question qu'il nous semble toujours aussi pertinent

aujourd'hui, en ces temps de grève et de lutte. Dans quelle mesure l'existence même de la plèbe l'amène-t-il à inventer de nouvelles formes de création pour dénoncer une exclusion qui remet en cause les discours dominants et leur conformisme étouffant ?

Les *borgate* naissent pour débarrasser la capitale mussolinienne d'une plèbe sale, dérangeante et nocive pour l'aura impériale de Rome. « Les premières *borgate* ont été construites par les fascistes à la suite des démolitions : démolitions qui n'obéissaient pas seulement à un idéal esthétisant dannunzien évidemment : elles étaient - en seconde instance mais, en réalité, fondamentalement - des opérations de police. De forts contingents de sous-prolétariat romain, fourmillant dans le centre, dans les anciens quartiers démolis, ont été déportés au milieu de la campagne, dans des quartiers isolés, construits comme des casernes ou des prisons, ce qui n'était pas un hasard », écrit Pasolini dans un texte qu'il intitule « Les camps de concentration ». Construites entre 1924 et 1937, les premières *borgate*, dites officielles, s'étendent autour de la capitale, loin du centre. Par la suite, dans l'immédiat après-guerre, de nouvelles *borgate* surgissent, celles-là appelées « spontanées » ou « abusives » et encore plus précaires que les premières, accueillent d'abord un univers d'exclus.

Les *borgatari* sont exclus du centre de la ville qu'ils habitaient jusque-là, et dans laquelle, bien souvent, ils travaillaient. Ils sont exclus également de la société puisqu'une fois jetés dans la périphérie, ils en restent prisonniers.

La plèbe des *borgate* n'a pas sa place dans la société, et par là-même, elle affirme une certaine forme de liberté : elle résiste à cette société qui voudrait imposer à chacun une place, écrasant les singularités et les individualités dans des rôles fixes et prédéfinis, par une bourgeoisie dominante. « Dominés, mais jamais esclaves », écrit Passerone au sujet des personnages du film *Accattone*. « Je suis maître de ma vie », crie une prostituée aux policiers qui tentent de l'arrêter. Même lorsqu'ils se mettent à voler, ils le font car ils n'ont plus le choix, mais leur acte est aussi résistance à l'exploitation : « ce sont les bêtes qui travaillent », affirme Accattone.

Pasolini, mettant en scène un univers d'exclus parvient à faire de ces personnages plébéiens des figures de résistance au monde bourgeois et libéral. Mais qu'en est-il de l'acte de création de Pasolini? Résiste-t-il lui aussi, en tant qu'acte de création, justement ?

Les ragazzi et *Une vie violente* sont nés de l'immersion de leur auteur dans cet univers plébéien. Si cette impression d'immersion est si forte, c'est grâce au « travail littéraire » mené par Pasolini et qu'il définira lui-même, à propos d'*Une vie violente* comme « le plus risqué, massacrant et exaspérant que l'on puisse affronter ». Il s'agit de contaminer les différentes strates, ou « lignes » de la langue italienne de l'époque. Voulant retracer l'histoire littéraire du vingtième siècle, comme histoire des rapports entre les auteurs et la *koinè* italienne, Pasolini identifie trois « lignes » : la ligne haute, qui se place au niveau du *sublime,* celle des écrivains qui comptent ; la ligne moyenne, qu'il considère comme « infréquentable », qui « conserve l'irréalité fondamentale de l'italien comme langue de la moyenne-bourgeoisie » ; la ligne basse, celle des naturalistes comme Verga, celle d'une « *koinè* fortement dialectisée ».

« Le signe sous lequel je travaille est toujours la contamination », écrit-il en 1964 : contamination entre ces différentes lignes, ou plus précisément entre la ligne haute et la ligne basse. Comme déjà chez Dante dont Pasolini écrit qu'il « a recouru à des matériaux linguistiques propres à une société, à une *élite,* qu'il n'utilisait pas lui-même, ni dans son cercle social, ni comme poète», il s'agit d'une opération mimétique, « puisque les personnages utilisent un *autre* langage, par rapport à celui de l'auteur, apte à exprimer un *autre* monde psychologique et culturel ». Cette opération mimétique, qui implique la « nécessaire contamination de langages, celui du narrateur et celui du personnage, langue et dialecte, etc. », passe par l'utilisation du discours indirect libre. « Le discours indirect libre ne peut être écrit que dans une langue substantiellement différente de celle de l'auteur » : pour donner voix à ses personnages, l'auteur doit réussir à adopter leur langage, bien que celui-ci lui soit tout d'abord étranger. Il ne s'agit pas simplement de faire entrer le dialecte, utilisé par les personnages plébéiens, dans le tissu narratif, par des passages au discours direct, mais plus précisément de faire se rencontrer les deux langues, celle de l'auteur et celle des personnages. Ainsi, le dialecte s'entend aussi dans les passages narratifs et se mêle alors, de manière parfois imperceptible, à la langue du narrateur. L'écriture devient alors « une projection de la confusion de la vie », et c'est pourquoi elle implique que l'auteur ait conscience de l'existence de cet *autre* monde, de cet *autre* langage : « Le personnage vit dans un autre monde linguistique, c'est-à-dire psychologique, culturel, historique. Il appartient à une autre classe sociale. Et l'auteur ne connaît donc le monde de cette classe sociale qu'à travers le personnage et sa langue », écrit Pasolini. C'est en ce sens que cette opération

littéraire implique une « conscience sociologique », que Pasolini repère déjà chez Dante, dont il écrit que sa « claire conscience des catégories sociales est profondément démocratique ».
Cette « explosion de vitalité littéraire », qui fait résonner la vitalité de cette plèbe insoumise, s'affirme en réalité contre cette bourgeoisie, dont Pasolini écrit que « la chose la plus odieuse et la plus intolérable, même chez le plus innocent des bourgeois, est de ne pas savoir reconnaître d'autres expériences vitales que la sienne : et de reconduire toutes les autres expériences vitales à une substantielle analogie avec la sienne ».
L'écriture des romans des années 1950 donne sa place à cette plèbe exclue et marginalisée, non pas en la représentant, ou en lui donnant la parole, mais en la faisant vivre dans une littérature qui l'accueille et se laisse contaminer par son langage et son propre monde. Dénonçant l'insupportable « attentat contre la dignité humaine » de cette bourgeoisie qui fait « le premier pas vers des formes de défense des privilèges et même de racisme », Pasolini crée une langue qui affirme l'existence de l'autre, en conscience.
Pourtant, au début des années 1960, une « crise très grave » le pousse à renoncer à la littérature et à chercher de nouveaux moyens d'expression : comment le cinéma peut-il répondre à cette crise ?

En 1964, Pasolini écrit que « le monde littéraire des années 1950 n'existe plus » : « l'opération linguistique qui a comme base le discours indirect libre et la contamination se révèle, à l'improviste, dépassée ». « Effaré », explique Giorgio Passerone, « il voit émerger de la consolidation de la technocratie néo-capitaliste du Nord et de son identification avec la nation entière, un pouvoir économico-culturel qui réussit là où la vieille bourgeoisie libérale et le fascisme avaient échoué : dans l'avènement d'une langue pour la première fois et dans tous ses effets « italienne », car véritablement nationale ». La transformation de la langue et l'imposition de cette nouvelle langue nationale, ne fait que manifester, en réalité, le passage à la société industrielle et néo-capitaliste que Pasolini qualifiera de fasciste.
Comment représenter la réalité, comment donner une voix à la plèbe des *borgate* dans ce nouveau contexte, où la langue qui s'impose n'est plus la « langue de l'homme », mais celle « de la production et de la consommation » ? Au début du film-portrait de Jean André Fieschi, *Pasolini l'enragé*, il affirme : « j'ai dit que je voudrais renoncer à la nationalité italienne, pour protester concrètement contre la petite bourgeoisie italienne, qui est mon milieu, et alors en renonçant à la littérature, c'est-à-dire à la langue, et dans mon cas, à la langue italienne, j'ai renoncé à la nationalité italienne, c'est une forme de protestation ». Au début des années 1960, il relève cette transformation de la langue mais il est bien conscient que ce processus

d'homologation n'a pas encore complètement détruit ce qu'il appelle « la diversité des cultures (paysannes, sous-prolétaires, ouvrières) » et il s'agit, avec sa caméra, de « rester fidèle à cette réalité qui appartient aux autres, aux peuples ». Ainsi, dans son premier film, *Accattone,* comment montre-t-il le monde plébéien qu'il a rencontré dans les *borgate ?* Dans *L'expérience hérétique,* il explique que la communication visuelle, qui est à la base du langage cinématographique, utilise des signes mimétiques et contrairement à la communication « extrêmement élaborée » du langage littéraire, communique une « réalité brute ». Ces signes visuels, qu'il appelle « im-segni », « signe-images », en opposition aux « lin-segni » de la langue de la littérature, ne sont régis par aucune grammaire : pour cette raison notamment, ils expriment, selon Pasolini, « le monde de la mémoire et des rêves », c'est-à-dire « des faits presque pré-humains, ou à la limité de l'humain, en tout cas pré-grammaticaux et même pré-morphologiques ». C'est pourquoi « la langue du cinéma devrait être fondamentalement une « langue de poésie » ».

Mais alors, se demande-t-il, « comment une langue de poésie est-elle possible au cinéma ? », question qu'il transforme en : « la technique du discours indirect libre est-elle possible au cinéma ? ». C'est ainsi qu'il invente « la subjective libre indirecte ».

Il distingue deux niveaux dans le langage cinématographique : le premier montre le monde tel qu'il est vu par un personnage (il s'agit, selon Deleuze, d'une image subjective), tandis que le second niveau, « n'est plus la perception subjective du personnage, mais la conscience critique de la caméra ». La « subjective indirecte libre » naît de la contamination des deux niveaux : « Pour Pasolini, le cinéma de poésie c'est ceci. Un personnage agit sur l'écran et est supposé voir le monde d'une certaine façon. Mais en même temps, la caméra le voit, et voit son monde, d'un autre point de vue, qui pense, réfléchit et transforme le point de vue du personnage ». Tandis que le cinéma de prose opère par image directe ou indirecte, le cinéma de poésie procède par cette double opération que permet la subjective indirecte libre.

Ainsi, le cinéma « libère les possibilités expressives comprimées par la convention narrative traditionnelle ». Alors que l'italien est devenu la langue de la production et de la consommation, le cinéma est « la langue de la réalité ». Le cinéma est la réponse, dans un premier temps, pour Pasolini, à l'industrialisation néo-capitaliste du nord du pays et à ses conséquences terribles sur la langue et sur la société. Et la réalité qu'il choisit de filmer, c'est la réalité de ces sous-prolétaires rencontrés dans les *borgate* romaines : ce sont eux qui vont peupler son « cinéma de poésie », un cinéma de la réalité, qui veut continuer de faire résonner les différences de culture, résistant ainsi à l'homologation néo-capitaliste.

Que ce soit avec la littérature ou avec le cinéma, Pasolini recherche ce langage de la réalité, qui s'oppose au langage artificiel de la bourgeoisie d'abord et à la langue homologatrice et aliénante de l'industrialisation néo-capitaliste ensuite. Dans les années 1950 et au début des années 1960, la réalité qu'il veut montrer, c'est celle de cette plèbe qui, étant exclue de toute catégorie sociale et culturelle, résiste à la domination de la majorité, telle que la définit Deleuze. « Ce qui définit la majorité », explique le philosophe français, « c'est un modèle auquel il faut être conforme : par exemple, l'Européen moyen adulte mâle habitant les villes ; tandis qu'une minorité », poursuit-il, « n'a pas de modèle ». La plèbe serait minoritaire en ce sens-là et le caractère fondamental d'exclus des personnages plébéiens en serait en fait la force : ne seraient-ils pas, du fait même de leur statut d'exclus, des figures de résistance à la société néo-capitaliste fasciste qui s'installe et tend de plus en plus à fixer les identités dans des cases rigides ?

Puisque cette plèbe est une minorité, au sens deleuzien du terme, il serait intéressant, en suivant la ligne que René Schérer a commencé de tracer dans son article « Langues et politiques mineures », d'essayer de comprendre si les oeuvres de Pasolini qui nous intéressent ici - celles de la période romaine - peuvent constituer un « art mineur » qui aurait les trois caractères qui définissent, pour Deleuze et Guattari, toute littérature mineure : 1. « une langue affectée d'un fort coefficient de déterritorialisation » ; 2. une littérature où « tout est politique », car « chaque affaire individuelle est immédiatement branchée sur la politique » ; 3. « l'agencement collectif d'énonciation : tout prend une valeur collective, il n'y a pas d'*énonciation individuée* de tel ou tel « maître » qui serait séparée de *l'énonciation collective* ». Deleuze et Guattari expliquent qu'il s'agit pour l'écrivain de « trouver son propre point de sous-développement, son propre patois, son tiers-monde à soi, son désert à soi » : n'est-ce pas ce qu'a fait Pasolini lorsqu'il a rencontré cette plèbe sous-prolétaire ? N'a-t-il pas exploré la « possibilité de faire de sa propre langue, à supposer qu'elle soit unique, qu'elle soit une langue majeure ou l'ait été, un usage mineur », étant alors *dans* sa propre langue comme un étranger ? Ne s'est-il pas « servi du polylinguisme dans sa propre langue », à travers les opérations évoquées plus haut - le discours indirect libre, la contamination de l'italien et du dialecte, et au cinéma, la subjective indirecte libre ? Le discours et la subjective indirects libres sont indéniablement deux opérations de l'auteur et du cinéaste qui lui permettent cet « agencement collectif d'énonciation ». Les différentes voix ne sont plus individuées et séparées mais elles se contaminent, se transforment les unes les autres, et l'énonciation est alors bien *collective,* d'une part, et d'autre part, le traitement pasolinien de la

langue est bien mineur, en ce qu'il ne tend pas à extraire de la langue majeure (la langue standardisée) des constantes, mais au contraire à « la mettre en état de variation continue ».
« La littérature est l'affaire du peuple », dit Kafka ; « rester fidèle à cette réalité qui appartient aux autres, aux peuples », dit Pasolini : sa langue se fait le reflet d'une réalité multiple et changeante, celle du peuple, des peuples, et plus précisément, celle de ce sous-prolétariat abandonné, à laquelle il choisit de rester « fidèle », contre une société qui voudrait l'écraser et l'oublier. La langue mineure qu'il utilise pour lui rester fidèle, devient un « agent potentiel pour faire entrer la langue majeure dans un devenir minoritaire de toutes ses dimensions ».
C'est là le caractère fortement politique du mineur : « bien sûr », écrit Deleuze, « les minorités sont des états définissables objectivement ; mais elles doivent être considérées aussi comme des germes, des cristaux de devenir, qui ne valent qu'en déclenchant des mouvements incontrôlables de la moyenne ou de la majorité ». « C'est dans ces tas de baraques que croît la graine de la révolution : on est loin d'un humanitarisme néoréaliste, loin d'une esthétique des haillons ! », écrit Pasolini en 1966. Les minorités sont des germes de devenir, nous dit Deleuze ; la pauvreté du monde arriéré est la graine de la révolution, nous dit Pasolini : le devenir révolutionnaire de la plèbe est sa capacité potentielle à faire sursauter la majorité du pouvoir et de la domination.
Nous distinguons le majoritaire - le système homogène et constant du néo-capitalisme, la minorité constituée par le sous-système de la plèbe et le minoritaire, c'est-à-dire le devenir potentiel et créatif de cette plèbe. La plèbe, comme minorité, devient puissance d'un devenir mineur et révolutionnaire. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre ces vers de Pasolini : « je fais cet éloge, parce que, la drogue, le dégoût, la rage, / le suicide / sont, avec la religion, la seule espérance qui est restée : / contestation pure et action / sur lesquelles l'on mesure l'immense tort du monde ».

La plèbe, dans l'œuvre de Pasolini, est le lieu et l'instrument de la dénonciation de la bonne conscience fascisante de la bourgeoisie et du système d'exploitation de la société néocapitaliste et ce, principalement pour deux raisons. Tout d'abord, parce que l'exclusion qu'elle subit révèle la violence de l'exploitation, l'inefficacité et l'hypocrisie des divers discours paternalistes moralisateurs et répressifs - parce qu'ils sont le dernier degré de l'exploitation et de l'exclusion. Ensuite, car la vitalité dont, dans les pires conditions, la plèbe fait preuve fait voir une forme d'humanité à l'état brut, qui déjoue et dénonce, déplace les

conventions, les contraintes, les conformismes moraux, sexuels, politiques de la bourgeoisie dominante. La plèbe secoue l'ordre social, en sape aux racines la bonne conscience : « j'ai, écrira-t-il plus tard, la nostalgie des pauvres et vrais gens qui se battaient pour abattre ce patron sans devenir ce patron ».

Que dirait-il aujourd'hui de ces femmes, de ces hommes, de ces enfants que l'Europe ne cesse de rejeter et d'exploiter selon les intérêts d'un neo-capitalisme de plus en plus féroce ? Reconnaîtrait-il dans les multiples mouvements de protestation qui soulèvent le pays cette plèbe dont il a tenté de rendre la vitalité, cette vitalité qu'essaie d'étouffer l'ordre dominant ?

Marie Morisset

Quelques indications bibliographiques

Pier Paolo Pasolini, *Oeuvres en prose et en vers*, publiées dans différents volumes chez l'éditeur milanais Mondadori, collection I Meridiani : *Romanzi e racconti vol. I et II ; Saggi sulla letteratura e sull'arte ; Saggi sulla politica e sulla società ; Per il cinema ; Teatro ; Tutte le poesie.*

Gilles Deleuze, *Kafka, Critique et clinique, Mille plateaux, L'Image-mouvement & L'Image-temps* ; tous publiés chez Les Éditions de Minuit, Collection Critique.

Giorgio Passerone et René Scherer, *Passages pasoliniens,* Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2006.

Jean-André Fieschi, réalisateur du documentaire *Pasolini l'enragé,* collection Cinéastes de notre temps, 1966

Marcher au Creusot, un 24 septembre 1899

Ensemble.

À nouveau tous ensemble.

Mes jambes sont lourdes et douloureuses mais j'avance, pas après pas, soutenue par Émilien. Petit Jean, régulièrement, vient m'observer, me demande si je veux m'arrêter, m'asseoir sur le côté. Il a le cœur d'or de sa mère, que j'aimais tant, poitrinaire morte il y a deux ans déjà. Il joue bien du tambour, son petit gars.

Les tambours nous soutiennent, beaucoup chantent. *Dansons la Carmagnole, vive le son, vive le son...* c'est ma préférée. On l'a aussi chantée en 1871, quand, gamine, les parents avaient tenté la commune du Creusot.

Émilien a l'une des plus belles voix du cortège, c'est comme s'il chantait à ma place. Lui c'est *l'Internationale* qu'il préfère, c'est plus fort qu'il me dit. Pour moi, il est difficile de marcher et de chanter. Mais je tiens à mon rameau. Ces fleurs, c'est mon cœur et mes espoirs. À chaque fois, j'en porte un ; je pense à Marie Blondeau et à son fiancé, à leurs vies fauchées dans le Nord, là-haut, à Fourmies, quand la troupe avait tiré, en 91 je crois. Jeanne, qui porte bien haut notre drapeau à l'avant du cortège, chante aussi

pour moi. Elle ressemble à ce que j'étais, il y a encore quinze ans. Mais ces longues journées de travail, l'augmentation des cadences et nos grèves depuis le printemps ont eu raison de ma pauvre carcasse cabossée.

Mes seules joies sont maintenant dans ces moments où nous sommes ensemble. Et lorsque je reçois une lettre de mon fils Guillaume. En Algérie, c'est dur aussi. Mais au moins il est loin du Creusot, loin de ces maudits puits Saint-Pierre et Saint-Paul. Il me dessine des paysages, des arbres, m'explique ce qu'il voit dans les montagnes. Des braves gens et un beau pays, qu'il me dit. Un peintre aussi est là, à ce qu'il paraît, aujourd'hui. Madeleine, c'est sûr, elle aurait défilé avec moi. Ma petite. Bras dessus bras dessous, j'aurais peut-être trouvé la force de chanter.

Je ne m'arrêterai pas. Pour nos morts. Pour le syndicat. C'est la troisième grève générale. Certains parlent de marche à Paris. La capitale, je ne pourrai pas. Alors je dois tenir celle-là, montrer à Eugène et à tous les Schneider qu'on est là et que sans nous, il n'est rien, absolument rien.

Joëlle Alazard



Le parcours d'une socialisation politique au théâtre : le signe d'une inimitié française

Depuis ma première tournée en Afrique centrale en 2002, mes créations en France et celles conçues hors de l'Hexagone ont essayé de donner un lieu, un endroit, un « sol » esthétique à ce qui me semble être le point de fixation imaginaire de l'étranger, quels qu'en soient la figure, le visage, le corps, convaincu que je suis fait moi-même de multiples emprunts. « Je suis vaste, je contiens des multiples », disait Walt Whitman[5]. La scène que je dévoile tente de rendre possible, dans une invention artistique, des perceptions multiples des récits d'origine. Né sur la frontière franco-allemande, littéralement, je travaille toujours avec des personnes elles aussi pénétrées par d'autres frontières. C'est une manière de penser par moi-même et d'inscrire la question de ma responsabilité de metteur en scène au sein de l'institution publique, même si je m'en éloigne de plus en plus. Prolonger mon expérience d'homme de théâtre dans la transmission, l'ouverture, la circulation, la traversée, l'hospitalité est un de mes marqueurs, un de mes fondements. Passer par un tiers (un texte, un acteur, un spectateur, un pays, une Histoire) définit mon esthétique basée sur une maïeutique platonicienne. Comment être, comment s'aider à devenir le « connaissant » de soi-même ? «

5 Walt Whitman, *Feuilles d'herbes,* Paris, Poésie/Gallimard, 2002.

L'âme aussi, si elle veut se connaître elle-même, doit regarder une âme »[6]. Être metteur en scène m'a enseigné comment mettre en œuvre la prise en compte de l'irremplaçabilité de l'autre. « En somme, il faut trouver cet autre qui assure une grande part de la fonction créatrice de nous-mêmes »[7]. Ce qui caractérise en profondeur ma pratique artistique s'illustre par ma volonté de ne pas établir des catégories de séparation. Conscient d'être parfois à contre-courant dans mon environnement professionnel immédiat, je n'ai jamais élaboré un quelconque dispositif entre un « ici » et un « ailleurs », ou opposé un « proche » à un « lointain », un « extérieur » à un « intérieur », qu'ils fussent géographiques, historiques, politiques, sociaux, culturels, intimes ou symboliques. Je ne sanctuarise pas l'exercice du théâtre, refuse de le situer hors de son contexte contemporain. C'est ainsi que je questionne sa nature « de service public ». Je ne privilégie pas son usage, son adresse, ou ses attendus de façon consanguine et par trop institutionnelle. Je tente non pas d'actualiser son héritage mais de le mettre en lumière dans les entremêlements du « Tout-Monde »[8], sans principe de démarcation, ou de juxtaposition des singularités. Très tôt, je fus convaincu qu'une amélioration du lien démocratique ne pouvait se produire que sur la base d'une nette distinction entre l'« universel » et l'« en-commun », l'universel impliquant « l'inclusion à quelque chose ou quelque entité déjà constitué »[9], l'en-commun présupposant « un rapport de coappartenance et de partage – l'idée d'un monde qui est le seul que nous ayons et qui, pour être durable, doit être partagé par l'ensemble de ses ayant droit (...) Afin que le ce partage devienne possible (...), l'exigence de justice et de réparation est incontournable »[10].

Plus encore depuis l'inscription de mon travail sur le territoire de la Seine Saint-Denis, j'ai travaillé précisément sur ce qui fait « butée ». Depuis mes lectures de la rédaction de l'article de Diderot (confié à un planteur des Antilles) pour son *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, (Nègre, dans la rubrique « Histoire naturelle » : « Si par hasard on rencontre d'honnêtes gens parmi les nègres de la Guinée (le plus grand nombre est toujours vicieux), ils sont pour la plupart enclins au libertinage, à la vengeance, au vol et au mensonge ») jusqu'à Voltaire qui ne voyait en eux que des

---

6 Platon, *Alcibiade*, Paris, Les Belles Lettres, 1998, 132b-133b

7 Cynthia Fleury, *Les Irremplaçables,* Paris, Gallimard, 2015, p. 121.

8 L'expression est d'Édouard Glissant.

9 Achille Mbembe, *Critique de la raison nègre,* Paris, La Découvert, p. 257-263.

10 *Ibidem.*

« animaux » (« Leurs yeux ronds, leur nez épaté, leurs lèvres grosses, leurs oreilles différemment figurées, la laine de leur tête, la mesure même de leur intelligence, mettent entre eux et les autres espèces d'hommes des différences prodigieuses »[11]), en passant par l'assertion de Hegel (« En Afrique, nous rencontrons ce qui a été appelé l'« état d'innocence », où l'homme est supposé vivre en accord avec Dieu et la nature. En cet état, l'homme n'est pas encore conscient de lui-même, cet état primitif est en fait un état d'animalité. Le paradis était un jardin zoologique où l'homme vivait dans un état animal d'innocence »[12]), je me suis interrogé sur l'humanisme et l'universalisme véhiculés en France. L'histoire de la genèse et de la constitution des idées républicaines (dont étaient issus les théâtres publics) traduit des logiques de constructions mythologiques. Celles-ci se légitiment et s'énoncent comme « nécessaires au fonctionnement et à la survie des démocraties modernes »[13]. J'ai découvert et pris conscience que la progéniture de la démocratie, le monde colonial français, n'avait pas été l'antithèse de l'ordre démocratique. « Il en a toujours été le double, ou encore la face nocturne. Il n'y a pas de démocratie sans son double, sa colonie, peu importe le nom et la structure. Celle-ci n'est pas extérieure à la démocratie. Elle n'est pas nécessairement située hors les murs. La démocratie porte la colonie en son sein, tout comme la colonie porte la démocratie, souvent sous les traits du masque »[14].

Si les représentations imaginaires de la race ont été, non pas l'unique mais la principale affaire de mon travail au cours de ces dernières années, j'ai craint de plus en plus que cela lui imprimât, pour ainsi dire, la prédestination et l'infortune, selon le vocable d'Achille Mbembe, d'un « devenir-nègre ».

Alexis de Tocqueville, lors de son voyage aux États-Unis en 1831-1832, avait eu pour objectif officiel de mener une étude et d'analyser le système pénitentiaire américain. « Dans presque tous les États où l'esclavage est aboli, notait-il en 1848, parmi d'autres commentaires déterminants en terme de philosophie politique et de sciences sociales, on a donné au Nègre des droits électoraux ; mais s'il se présente pour voter, il court le risque de sa vie. Opprimé, il peut se plaindre, mais il ne trouve que des Blancs parmi les

---

11 Voltaire, *Essai sur les moeurs*, cité par P, *Nègres et Juifs au XVIIIe siècle. Le racisme au siècle des Lumières*, Paris, Taillandier, 1984, p. 156.

12 Georg Wilhem Hegel, *La Philosophie de l'histoire*, Paris, Livre de Poche, 2009.

13 Achille Mbembe, *Politiques de l'inimitié,* Paris, La Découverte, 2016, p. 42.

14 *Ibid,* p.42.

juges. La loi cependant lui ouvre le banc des jurés, mais le préjugé l'en repousse. Son fils est exclu de l'école où vient s'instruire le descendant des Européens. Dans les théâtres, il ne saurait, au prix de l'or, acheter le droit de se placer à côté de celui qui fut son maître ; dans les hôpitaux, il gît à part. On permet au Noir d'implorer le même Dieu que les Blancs, mais non de le prier au même autel. Il a ses prêtres et ses temples. On ne lui ferme pas les portes du ciel : à peine cependant si l'inégalité s'arrête au bord de l'autre monde. Quand le Nègre n'est plus, on jette ses os à l'écart, et la différence des conditions se retrouve jusque dans l'égalité de la mort »[15]. L'Histoire enseigne que les treizième, quatorzième et quinzième amendements ont mis fin à l'esclavage mais qu'aucune mesure fédérale n'avait accompagné l'émancipation effective des Noirs. Après les marches pour les Droits civiques dans les années 60, les combats pour une égalité civique permirent plus tard l'élection du président Barack Obama[16] même si les récents travaux d'Angela Davis rappellent que « les fantômes de l'esclavage sont encore parmi nous. Il y a actuellement plus de Noirs dans les prisons et sous contrôle judiciaire qu'il n'y avait d'esclaves en 1850 »[17]. Par ailleurs, suite à l'acquittement le 13 juillet 2012 de George Zimmerman, meurtrier de Trayvon Martin et à la succession de violences policières à l'encontre d'afro-américains, les phénomènes d'émeutes urbaines et, en réaction, la naissance du mouvement « Black Lives Matter » ont fait entendre de manière de plus en plus insistante non seulement un cri de ralliement généralisé et une réorientation des luttes héritées pour les Droits civiques mais aussi la difficile mise en place d'une société américaine post-raciale.

Les points communs possibles avec l'histoire états-unienne m'aident à qualifier une force, une énergie, un désir miens. Cela correspond à l'endroit de ma « lutte ». Je peux requérir et déplier ce mouvement, cet élan qui traversent mon activité de metteur en scène pour me confronter – justement – au monde et à sa loi d'organisation générale des évènements. En définitive, faire droit à une certaine « altérabilité », ne pas me plier à ce qui s'affiche comme « la » nécessité alors même que mes capacités d'action ont été parfois incertaines - elles le sont de plus en plus aujourd'hui -, m'ont autorisé à ne pas abandonner ce qui a été la source de mes réalisations. J'ai pu ainsi, modestement, proposer et poser des actes de résistance à travers de

---

15 Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique, I,* Paris, GL Flammarion, 1981, p. 457

16 Barak Obama, *De la race en Amérique, le discours du 18 mars 2008 de Philadelphie*, Paris, Grasset, 2008.

17 Angela Davis, interview parue dans *Télérama*, n°3299, 3 avril 2013, au moment de la sortie en France du documentaire *Free Angela* de Shola Lynch (2012), et *Sur la liberté, petite anthologie de l'émancipation*, Bruxelles, Aden, 2016, p. 40-49 et p.125.

réels projets de créations. Dans le cadre d'une conférence donnée à la Fondation de la Femis, le 17 mai 1987, « Qu'est-ce que l'acte de création? », à partir de la constatation énoncée par Paul Klee (« le peuple manque ») au sujet de la difficulté du Bauhaus à inscrire l'œuvre d'art dans une modernité lorsque l'« avant-garde » artistique peinait à en trouver une réception, Gilles Deleuze avait conclu son intervention devant les étudiants en affirmant : « Il n'y a pas d'œuvre d'art qui ne fasse pas appel à un peuple qui n'existe pas encore »[18]. Ce qui m'anime est la mise en valeur précise de ce projet, c'est à dire son partage, son approbation, sa pleine reconnaissance par le plus grand nombre. Après 30 ans d'exercice, je me sens prêt à en dégager les fondements principiels pour sortir d'un état de minorité. Cela signifie être disposé, prêt, à diriger un lieu et d'en inventer ses prérogatives si l'occasion se présentait. Mais cela ne le sera jamais au sein de l'institution publique française. Non merci.

Néanmoins, de ma place de metteur en scène, la présence des spectateurs me rappelle toujours que l'art du théâtre est un puissant antidote aux affaires humaines mortifères et un moment fragile mais possible, d'espérances. Dès l'instant du lever du rideau, lorsque les salles se font plus obscures, le réel de mon travail se joue ; et l'intervalle qui précède le baisser du rideau propose un lieu ouvert aux interrogations. Dans ce laps de temps, j'ai toujours senti de la part des publics – les *miens,* ceux, nombreux, que j'ai touché : multiculturels, éduqués ou non, dans une relation existentielle, immédiate, poétique au « Tout-Monde » – une attente, insistante. Comment répondre à cet impératif ? L'essentiel de ma tâche est qu'il se produise quelque chose, un évènement, que cela puisse apparaître dans un espace, matériel et mental, que j'appelle la scène. Mon métier est précisément de préparer cette autre « attention », en tant qu'attention à l'Autre et d'en reproduire l'état nécessaire : répéter à chaque fois ce moment – être « là », m'y tenir. C'est le sens des innombrables heures de répétitions. En italien, *prova,* l'essai, désigne mieux cette tâche : essayer, expérimenter, interroger, chercher – c'est-à-dire penser et agir, être à l'opposé des impatiences et de leurs brutalités. J'ai mené ces combats pour rendre possible des aventures humaines et artistiques, animé par des convictions, mû par des intensités psychologiques et intellectuelles : celles des apprentissages, de l'étude, de la transmission, de la socialisation politique. C'est ainsi que je définis mon engagement artistique et

18 « Quel est ce rapport mystérieux entre une œuvre d'art et un acte de résistance ? alors que les hommes qui résistent n'ont ni le temps ni parfois la culture nécessaire pour avoir le moindre rapport avec l'art ? Je ne sais pas. (...) Exactement ce que Paul Klee voulait dire quand il disait « vous savez, le peuple manque ». Le peuple manque et en même temps, il ne manque pas. Le peuple manque, cela veut dire – il n'est pas clair, il ne sera jamais clair – cette affinité fondamentale entre l'œuvre d'art et un peuple qui n'existe pas encore ». (http://www.lepeuplequimanque.org/acte-de-creation-gilles-deleuze.html, consulté le 24 juillet 2016).

professionnel. Je reste convaincu que si l'art du théâtre n'abandonne pas son essence première et archaïque (un texte, un acteur, un espace, un public), il peut retrouver ses dimensions cathartiques et profondément humaines, et donc ainsi multiples, plurielles, critiques, dialectiques. Face à une dictature croissante de l'événementialisation d'une actualité médiatique, il m'a toujours paru souhaitable de reconvoquer cet art dans son appareil le plus strict afin de lutter contre un certain émiettement du regard. L'art du théâtre existe aussi pour révéler ce qui se cache derrière les crépitements des nouvelles techniques de l'immédiateté. Il peut être utile à divulguer des transformations plus silencieuses, des transitions sourdes et occultées, et est en mesure de rappeler, comme dans les travaux des historiens et des philosophes, les temporalités des longues durées dans lesquelles s'opèrent des changements invisibles mais déterminants. Par exemple, celui de la désagrégation de l'État dont j'ai été, en trois décennies, le témoin, déplaçant l'idéologie vers le tout économique. Ou encore celui de la relation distendue (de la rupture ?) entre le monde de la recherche, des intellectuels et des artistes avec le monde politique ; les premiers lisant des livres, les seconds des notes de synthèses. En d'autres termes, que l'art du théâtre avait la possibilité de se donner des armes pour entretenir son rôle de vigie, comme par exemple un Pasolini l'a été en Italie, ou un Genet ou un Koltès en France, un Sony Labou Tansi en Afrique ou une Suzan-Lori Parks, en Amérique du nord.

Mes derniers échanges avec les publics m'ont fait comprendre que tous les milieux sociaux sont touchés par une profonde inquiétude. Avant même que le théâtre puisse se projeter et s'inscrire chez chacun, encore faut-il que les spectateurs, par-delà leur délitement psychique et leur angoisse du lendemain, disposent d'une vie privée et sociale durables. Cette déploration collective n'est-elle pas le signe principal d'une mise en danger du lien à la communauté politique ?

L'urgence joyeuse à détecter ce qui, au théâtre, va naître de cette réalité reste pour moi vive. « Essayer encore, rater encore, rater mieux » me semble une bonne formule. La langue anglaise l'énonce de manière encore plus active et tranchante : « Ever tried? Ever failed? Try again. Fail again. Fail better »[19].

Philip Boulay

---

19 Samuel Beckett, *Cap au pire*, Paris, Éditions de Minuit, 1982. Beckett écrivit cette avant-dernière nouvelle d'abord en anglais: *Worstward Ho!*, Londres, John Calder, 1983.

Transe

Extrémités embourbées dans la fange,
marécages goudronnés, succion mouvante
geôle de pensées, matière qui démange,
furie vorace, obscurité démente.

Silence ! Je cris ton nom, je le martèle
pour qu'affleure la Présence en mon sang,
que ce corps s'extirpe de ses ficelles
et se gonfle d'un souffle ruisselant.

Secousse fractale de la cellule,
les barbelés se brisent, le vide prend place
entre les poussières, expansion du nul
Big-bang vibrant d'ondes, miroir de l'espace.

Reprogrammation orbitale, je vois.
Clochettes et bourdonnements, j'entends.
Aspiration terrestre, le Tout renvoie
au jeu théâtral de cet espace-temps.

Mantra susurré en bande-sonore :
″recule, respire, ressens le nombre d'Or″,
bouclier sacré contre la Raison,
ivresse du berceau de l'illusion.

Pauline Billiald

II.

N’oublions pas Bartleby

Peut-on parler de grève sans adresser un salut amical plein d’admiration, d’étonnement et de tendresse à la figure de Bartleby,, le fameux héros de la nouvelle de Melville ? Certes, si la grève est avant tout une aventure collective, celle de Bartleby se vit dans la plus extrême solitude mais n’est-ce pas lui qui mène la grève, le refus du travail, jusqu’à ses plus extrêmes conséquences et qui en révèle, avec une si douce fermeté, la force radicale ?

Bien que le mot grève ne soit jamais prononcé tout au long du récit, on peut dire que Bartleby en conjugue toutes les formes : il commence par une grève partielle, une grève catégorielle puisqu’il refuse seulement de collationner les documents de ses collègues, une vraie grève surprise, qui se fait tournante ou perlée, puis devient générale, s’étendant à la moindre demande, le plus petit service avant de s’achever en grève de la faim. Sa grève se fait sur le tas, avec occupation du lieu de travail. Son obstination à rester accroché à son bureau, voire à la rampe où il reste assis, fait penser à une grève du zèle et sa haute silhouette, immobile et silencieuse entre le sombre mur et le vert paravent n’est-elle pas le piquet de grève le plus troublant, celui qui rappelle qu’à tout moment autre chose est possible, un autre monde, une autre vie ?

C’est en croisant les bras, en refusant de faire, faire ce qu’on lui demande, faire ce qu’on lui commande, que le gréviste montre non seulement à quel point il est indispensable mais aussi tout simplement qu’il existe et qu’il a une volonté propre. C’est en prononçant sa fameuse formule « je préférerais ne pas… » par laquelle il refuse de faire ce qu’on attend de lui que Bartleby montre qu’il a des désirs qui lui sont propres. Cette

formule dont Deleuze souligne qu'« elle exclut toute alternative » car ″elle désamorce tout acte de parole″ affole son employeur, les collègues de son employeur comme les collègues de Bartleby. On n'imagine pas qu'un employé puisse avoir des préférences. La préférence est un privilège de l'employeur : c'est lui qui décide de ce qui est préférable et l'employé n'a qu'à dire oui, et si possible en vitesse car, comme le dit un personnage de Corneille, « ce n'est pas obéir qu'obéir lentement ». En même temps qu'il dit « je » en osant exprimer un désir singulier, (une préférence!), qu'il dit non, et son employeur met du temps à comprendre que cette formule si polie (ah, l'élégance du conditionnel!) est un refus qui n'admet pas de réplique, il suspend le temps et frappe d'étrangeté le lieu, entre briques et paravent, qui lui avait été assigné.
Son attitude, (sa formule, ses gestes, sa conduite), déstabilise le petit monde de Wall Street dont elle dénonce la brutalité, une brutalité qui ne choque personne, la brutalité de l'ordre établi. Ainsi ses deux collègues, les deux larrons, semblent rencontrer plus de difficultés que lui dans l'exercice de leur tâche. Ils s'en prennent à leurs instruments de travail. Dindon renverse son sablier, jette ses plumes par terre, envoie voltiger ses papiers. Pincettes en veut à sa table et donne même l'impression de vouloir « être entièrement débarrassé d'une table de scribe ». Mais leur désordre reste dans l'ordre. Ils font toujours, ils sont toujours ce qu'on attend d'eux. Les gros pâtés de l'un, les mauvaises fréquentations de l'autre rentrent dans le jeu et ces perturbations, rythmées, complémentaires et inoffensives ne font que justifier leur place et leur fonction. Du reste, face à Bartleby, ils ont la même attitude que leur employeur. Ils permettent à l'avoué de jouer le rôle du bon patron, qui n'aime pas les conflits, comprend les faiblesses de ses subordonnés. En réalité, l'employeur ne les ménage que dans la mesure où ils lui sont utiles et s'il veut soigner leurs tenues, c'est pour gagner en respectabilité. Ce qui s'appelle une générosité bien ordonnée. Il ne peut comprendre que Bartleby soit absolument insensible à ses offres d'aides financières qu'il trouve si flatteuses pour lui-même et, désarmé par la douceur de Bartleby, il se sent émasculé car il « considère comme temporairement privé de sa virilité un homme qui laisse sans mot dire son employé à gages lui dicter ses volontés ». Ainsi ce que la grève de Bartleby met en lumière et en déroute, c'est cet ordre fondé sur l'argent, la division du travail, la virilité.

Parce qu'il refuse cet ordre, Bartleby échappe à toute identification et l'avoué cherche en vain le nom qui pourrait le caractériser : c'est tantôt une « apparition » tantôt un « intolérable incube » tantôt « un fantôme », ailleurs « un vagabond », « un chemineau », « un vulgaire intrus ». Échappant au duo de

l'employeur-employé, et en empêchant ainsi leur duel, Bartleby devient une énigme insupportable, inassimilable. « Je brûlais de voir Bartleby se rebeller contre moi » dit l'avoué car le rebelle peut être combattu à visage découvert mais les velléités de colère patronale se heurtent à l'implacable douceur de l'employé. Implacable, la douceur de Bartleby car il n'est pas de ceux qui savent arrêter une grève. Sa formule lui permet d'écarter toute négociation, tout arrangement. ″Pour l'instant, dit-il, je préférerais ne pas être un peu raisonnable.″ La grève a fait surgir un désir qui ne peut se déployer que dans une grève sans fin. D'où l'impossibilité de lui trouver une place, une fonction, un lieu. La situation devient insoluble à partir du moment où le gréviste ne veut ni reprendre le travail ni déloger et ceci sans ″donner une apparence de justification″. C'est qu'on ne lui accordait un lieu que dans la mesure où il se rendait utile. Le gréviste, même lorsqu'il se contente de rester assis sur la rampe de l'escalier, est celui qui dérange tout le monde, car il n'a pas de place dans ce monde et, comme dans la fable de La Fontaine, ″on le lui fit bien voir″ : on l'envoya aux Tombes, la prison bien nommée où Bartleby ira rejoindre ″les rois et les grands de la terre″.

Mais n'est-ce pas le renvoyer d'où il vient ? Dès le début du récit, le narrateur annonce ″une rumeur qui sera rapportée plus loin″ et qui sera en fait reportée à la toute fin du récit, ce qui ne manque pas d'en accentuer la portée. Bartleby vient du service des lettres au rebut, le ″Dead Letter Office″. Ces lettres jetées à la voirie auraient pu apporter aide, soutien, réconfort, amour, espoir, bonheur et le narrateur de s'exclamer : « Des lettres au rebut ! Ne croit-on pas entendre *des hommes au rebut ?* » C'est de cette humanité sacrifiée, rejetée de tout espace, exclue de toute relation que surgit la « silhouette livide et soignée, pitoyablement respectable, incurablement abandonnée », celle de Bartleby. Dressant sa formule contre toute mise au rebut, osant refuser ce qu'il ne préfère pas, cherchant sa place et non celle qu'on veut lui imposer, ne devient-il pas, selon le mot de Deleuze, « notre frère à tous » ? Du rebut au refus. Il n'est pas difficile, dit-il, mais il préférerait ne pas s'insérer dans ce monde, le monde de Wall Street. Il y a loin du « je préfèrerais ne pas » au cri de guerre récent « C'est terminé. On se lève. On se casse ». Si loin que cela ? N'est-ce pas le même coup d'arrêt, le même refus du rebut, le même mouvement : celui qui déclenche la grève ?

Christian Morisset

Une guerre, et rien d'autre

« Dans *l'American way of war*, écrit Peter Sloterdijk, le combat contre l'ennemi implique sa punition parce que seuls des criminels manifestes peuvent encore être présentés comme les vecteurs d'initimités armées contre les Etats-Unis »[20]. Tout Etat qui s'oppose frontalement aux Etats-Unis, sur quelque sujet que ce soit, est un « Etat voyou », a fortiori toute puissance ou entité qui entre en conflit avec eux est criminelle et, par un biais ou un autre, terroriste.

Ce qui caractérise l'époque dans sa constitution historique et l'actualité (le présent) dans sa singularité politique, c'est que cette *way états-unienne* - façon de voir les choses et manières de faire qui en découlent - loin de faire exception au régime dominant de l'exercice de la puissance et du gouvernement des populations dans les démocraties policières et de marché, en forme *la ligne d'horizon.* Elle s'en dévoilera probablement comme la matrice commune, en acte, dans un avenir proche.

Ce qui caractérise aussi cette actualité, c'est, comme dans les configurations totalitaires, la disparition asymptotique de la distinction entre formes de conflictualité intra- et extra-étatique – l'ennemi entendu comme substantiellement criminel est partout ; c'est désormais une notion qui saute par dessus tous les seuils traditionnels et qui transversalise à mort. Il n'est pas nécessaire que cet ennemi soit armé pour être

20 Peter Sloterdijk : *Ecumes, Sphères III*, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, Pluriel Hachette, p. 133.

criminalisé, désigné comme terroriste ou assimilé à la figure du terrorisme. Pour Trump, les migrants illégaux qui tentent de forcer la frontière au Sud des Etats-Unis sont de la graine de terroriste. Comme ceux qui franchissent la Méditerranée sont, pour Salvini et ses émules, non seulement de l'humanité jetable mais aussi et surtout un ferment de dégénérescence de la belle race latine – des criminels, à ce titre. Aussi bien, les Gilets jaunes, sont constamment *criminalisables* pour Macron et Castaner – la preuve étant qu'ils font disperser leurs rassemblements par des policiers équipés d'armes de guerre civile et qui tuent, éborgnent, mutilent sans relâche.

Il existe désormais, dans la vision que se font les gouvernants du Nord global de la défense de leurs positions, une grande fluidité, une grande porosité entre les figures du conflit et de l'inimitié dans le domaine intérieur et dans le domaine extérieur. En Europe occidentale, la construction de la figure du djihadisme, référée au théâtre syrien et irakien, a accéléré ce basculement vers l'indifférenciation du domaine intérieur et du domaine extérieur quand il s'agit de faire face aux menaces vitales et immédiates – le djihadiste, c'est le même hyperennemi (on ne fait pas de prisonniers), qu'il s'active à Idlidb, Tombouctou ou dans les faubourgs de Lille et Bruxelles.

En d'autres termes : nous sommes entrés dans un temps de *dés-institutionnalisation des formes et figures du conflit*, au plan des relations internationales comme sur celui des luttes de classes intra-nationales et étatiques. Trump achève de démolir ce qui restait du droit international, tout comme nos gouvernants entendent faire passer au bulldozer leurs dites « réformes » à la Thatcher, c'est-à-dire en traitant les organisations syndicales insoumises non pas en « partenaires sociaux » mais en obstacles à écarter. Ce qui remplace désormais la discussion, la négociation telle qu'elle avait cours dans une configuration classique de conflictualité complémentaire (dans laquelle chaque protagoniste de la lutte s'arc-boute sur son adversaire et où cet adversaire est aussi, par quelque biais, un partenaire), *c'est la com'*. En France, le gouvernement « communique » sur les retraites sans dévier d'un pouce de son objectif ni se soucier de ses interlocuteurs (qui, à ses yeux, ne sont que des fossiles du vieux monde – d'un XXème siècle placé encore sous le signe de la lutte des classes) ; les médias à sa botte ne négligent aucun effort pour portraiturer Martinez en figure patibulaire et *rogue,* reliquat encombrant et pathétique du vieux monde. C'est sous le même régime du fait accompli, aux variations de style près, que Trump présente à coups de trompes son « plan » pour le Moyen-Orient par lequel il offre, tel un empereur romain récompensant un proconsul

méritant, la Cisjordanie à son obligé, Netanyahou. On ne discute plus, on remplace la négociation par le rideau de fumée des éléments de langage ; ceci pour la bonne raison qu'on ne doute pas un instant que « l'autre » celui qui se dresse devant vos projets glorieux comme un obstacle, a perdu toute espèce de légitimité, qu'il n'est rien qu'un embarras, *nothing but a nuisance*, qu'il soit syndicaliste, palestinien, Gilet jaune ou « dictateur nord-coréen ». Et de *nuisance* à nuisible, il n'y a qu'un pas, ce qui ouvre la voie à la criminalisation de cet empêcheur de « réformer » ou de régner sur le monde. La *souveraineté grotesque* reformée dans le présent, c'est celle qui consiste à écarter d'un revers de main ce nuisible, ce moustique qui se mêle d'empêcher les nouveaux despotes de reconfigurer le monde à la mesure de leurs obsessions et leurs mantras.

Nous sommes entrés dans un temps de fuite en avant des gouvernants, sur tous les fronts. Dans ces conditions nouvelles, les jeux de reconnaissance mutuelle qui sont la condition pour que les acteurs d'un conflit, quels qu'ils soient, aient « quelque chose à se dire » et qu'un espace de la négociation apparaisse, ces jeux se trouvent profondément affectés, dégradés, voire rendus totalement obsolètes par la politique du fait accompli qui préside désormais à l'action des gouvernants dans les démocraties dites libérales. Ce qui remplace l'activation productive du conflit, c'est-à-dire la production d'une scène de la discussion (de la négociation) - que ce soit là où est en question la rivalité commerciale entre les Etats-Unis et la Chine ou bien, en France, le régime des retraites - c'est une politique de coups de force destinés à tordre le bras de l'adversaire et, si possible, le lui casser. C'est la destruction systématique de tout appareillage de la conflictualité par l'institutionnalisation d'un dispositif en forme de champ/contrechamp. Ceci pour la bonne raison que le contrechamp n'est plus jamais pris en considération, les « raisons » de l'autre, dans le champ agonistique, étant devenues tout sauf des raisons. Or, quand, aux yeux d'un gouvernant, d'un maître, l' « autre », que ce soit comme gouverné ou comme opposant, ne se voit plus reconnaître l'ombre d'une « raison »[21], est inéluctablement engagé le processus au fil duquel cet autre va être traité en ennemi.

En d'autres termes : ce qui se substitue à la politique entendue comme pratique du conflit (sur fond de division immémoriale – lutte des classes, lutte des espèces sociales) dans des formes plus ou moins instituées, c'est une perpétuelle bouffonnerie décisionniste faite d'un mélange de passages à l'acte, de coups de menton, de campagnes-éclairs plus ou moins approximatives, de rodomontades, de mensonges

21 Au sens, ici, de la formule : « tout le monde a ses raisons ».

effrontés, de diversions – une succession de gestes dont le seul trait commun est au fond le penchant autoritaire et policier qui les inspire – le mépris le plus souverain pour tout ce qui devrait être, envers et contre tout, pris en considération comme *l'autre partie*.

Ce qui entraîne, pour nous qui, précisément, nous situons de l'autre côté de la barricade, une conséquence distincte : il nous faut tenter de tirer jusqu'au bout les conclusions de cette prémisse : *ces gens-là* ne discutent plus, les espaces, toujours précaires, dans lesquels pouvait prendre corps une interlocution entre groupes, « mondes » en lutte ont été liquidés. Ce qui a pour conséquence que toute une série de gestes, de tactiques, de façons de faire profondément ancrés dans les représentations que ceux d'en-bas se font de la lutte, de la résistance, de la revendication, de la mobilisation, de la pression exercée sur l'adversaire, de la négociation, du rapport de forces, du compromis (etc.) doivent être radicalement remis en question, *repensés*. C'est une fatale erreur que de continuer à penser l'affrontement dans des termes associés à un régime *politique* traditionnel de la conflictualité, alors que vous avez en face de vous des gens qui le pensent, eux (l'affrontement) en termes de *guerre*.

Quand on emploie contre des gens ordinaires qui, poussés à bout, descendent dans la rue, occupent des ronds-points, défilent dans les beaux quartiers, des armes de guerre civile – c'est bien que l'on pense l'affrontement en termes de guerre. Ce qui peut se dire simplement : *ces gens-là sont en guerre contre nous*.

Quand on conçoit la négociation comme un pur et simple *show*, de la frime, de la *com'* – pour la bonne et simple raison que l'on exclut d'emblée ce qui, logiquement, devrait découler d'une telle procédure, l'élaboration d'un *compromis* – c'est bien que l'on a effectué le pas de côté décisif par lequel on s'extrait d'un espace proprement politique (placé sous le signe de l'interlocution). Ceci pour entrer dans un autre champ placé, lui, sous le signe de la décision et du fait accompli, *une matrice guerrière plutôt que politique*.

C'est au fond le même geste, à une autre échelle et toutes choses égales par ailleurs que lorsque Trump se retire de l'accord sur le climat, récuse l'arrangement avec l'Iran sur le nucléaire, bouscule la Chine sur les accords commerciaux, etc. On ne discute pas, on file droit devant soi, en automate, en proie à la présomption de l'autocrate désormais établi dans un exercice du pouvoir par delà toute condition de pluralité ou de réciprocité.

Que faire, comment se défendre, comment riposter, composer une force face à une force qui avance en somnambule et est animée, plus ou moins distinctement, par une pulsion de mort, une compulsion de destruction (liquider les conditions de la vie digne et vivable pour la masse des retraités, s'acharner sur tout ce qui rappelle l'esprit de l'Etat social – mais aussi bien piétiner le droit international (la Palestine) ou encore, comme le clamaient Hollande et Le Drian, conduire la lutte contre le djihadisme comme une opération d'éradication radicale (pas de prisonniers, pas de rapatriements) ?

Dans une telle configuration, tout modèle d'action ou de stratégie fondée, d'une manière ou d'une autre, sur des paradigmes communicationnels, est vouée à l'échec – *en retard d'une « guerre », précisément*. C'est très précisément ce que montrent les dernières vagues de mobilisation dont la France a été le théâtre – les Gilets jaunes et la mobilisation sur les retraites. Quand les gouvernants d'aujourd'hui assistent à la composition d'une force, ont affaire à des mouvements qui s'établissent dans la durée, qui font preuve d'une combativité et d'une endurance remarquable, des mouvements qui « ne lâchent rien », des rassemblements et des manifestations qui se reforment de semaine en semaine, sans relâche, malgré la fatigue, les violences policières, médiatiques et autres, en dépit de la pression économique (il faut bien faire bouillir la marmite), quand des gouvernants de ce type enfermés dans leurs certitudes, leur morgue et leur dogmes doivent faire face à ce type d'adversité, *les seules conclusions qu'ils sont aptes à en tirer* sont d'*espèce policière* – serrer la vis, cogner à en perdre haleine, relancer la com' et continuer à tracer sa route sans dévier d'un pouce.

Ce qui veut bien dire que cette engeance-là *a un problème avec le réel* : elle ne se soucie pas de ce qui, dans la configuration du présent, bouge, se déplace, des signaux qui lui sont envoyés, des messages d'alerte, elle ne sait pas ou plus *prendre acte* de ce que la situation a changé ; elle ne voit pas qu'un *peuple du refus* s'est formé (tout autre chose qu'un agrégats de râleurs, jamais contents...). Elle ne voit que le « désordre » dans la rue, les « archaïsmes » à l'œuvre et la cinquième colonne à la manœuvre...

Comme ces gouvernants-là n'ont aucun sens de l'intérêt général, cela ne les perturbe en rien que les grèves s'éternisent, que les gens galèrent pour se rendre au travail, que les tribunaux soient à l'arrêt, que le service hospitalier soit grippé, etc. Tout au contraire, plus le régime ordinaire de l'existence publique et collective est perturbé, plus la vie des gens est contrariée, et plus ils tirent des traites sur le discours sécuritaire, surfent sur l'exaspération et attendent tout du « pourrissement » du mouvement. Au moment opportun, il sera toujours temps de sortir de la manche de l'exécutif l'expédient du 49/3 pour donner forme de loi à

l'idée fixe du moment – arracher aux salariés quelques années supplémentaires de labeur et de cotisations. Ce qui caractérise les gouvernants d'aujourd'hui, dans les démocraties libérales, c'est ce blindage qui les protège et les immunise contre les intrusions du réel, cette condition de forteresse autiste qui leur est propre. Ce qui a pour effet que la levée, contre eux, contre leur police gouvernementale, d'un peuple du non, d'une allergie populaire de masse à leur conduite gouvernementale, ne les affecte que pour autant qu'elle prend la forme de l'obstacle à éliminer.

Les stratégies et formes d'action traditionnelles ne sont pas en mesure d'ébranler ce type de forteresse plus ou moins vide, ou d'y ouvrir des brèches : les mobilisations, les mouvements, les grèves, les clameurs, l'impopularité, la combativité populaire (même de longue durée, impétueux, répétés...) - rien de tout ceci ne l'affecte, car la clameur du peuple n'est, pour elle, qu'une nuisance sonore (le régime du « cause toujours... » de la logocratie démocratique contemporaine). Il faut donc se mettre en quête d'autres manières d' « affecter » les gouvernants et la machine de pouvoir. Pour ce faire, il faudrait commencer par congédier totalement toute perception de l'autorité (« les gouvernants », au sens extensif du terme) comme mauvais père, gestionnaire négligent, incompétent ou abusif de nos existences (ce qui demeure, envers et contre tout, le registre d'images de l'autorité auquel fait référence le geste revendicatif) pour revitaliser *la pensée de l'ennemi* et, dans son sillage, une pratique collective de l'inimitié active.

Le tournant qui s'impose ici est radical. On ne « demande » rien à l'autorité, à la forteresse, on s'active à lui nuire, à l'affaiblir, à l'isoler, à l'affamer. Si l'on n'a pas la force de l'assiéger en bonne et due forme (en tant *qu'ennemi déclaré* se lançant dans la bataille), alors que l'on s'exerce à explorer les mille voies obliques et subreptices par lesquelles rendre pratique activement l'inimitié dans nos rapports à « ces gens-là » (ou cette machine-là) et ce qui, avec eux, vise à gouverner nos existences, c'est-à-dire, dans les circonstances présentes, à les rabougrir, les démolir. On se débarrasse des derniers oripeaux de la mentalité de *Nanny State* (Etat-nounou), entendu comme mode de subjectivation par le quelconque de sa relation avec l'Etat dit social : on ne revendique pas qu'on nous accorde quelque chose, ce qui est supposé nous être dû, on n'a rien à demander à l'ennemi, on va plutôt se mettre en quête de ce qui l'affaiblit, de ce qui lui nuit, de ce qui lui « fait mal ». On ne demande rien, quand on peut faire une petite percée, une brèche, rapporter un petit butin, on le fait. Il faut refaçonner entièrement la subjectivité collective de la lutte.

Il faut développer toute une pensée et une pragmatique du repérage des maillons faibles de l'ennemi, de ses

points de faiblesse, une imagination de la multiplication des empêchements, des inconduites, des formes de défection... - un ensemble de gestes et de conduites placés sous le signe de la *nuisance* : de la même façon que, selon Deleuze, la tâche de la philosophie est de nuire à la bêtise, de la même façon, le renouveau d'une pensée plébéienne de l'ennemi et donc, de la guerre passe par la mise en acte de ce mot d'ordre : nuire au gouvernement des vivants pratiqué par ces somnambules que sont devenues les élites gouvernementales. C'est que, sous le régime pratiqué par les Trump, Macron et compagnie, la notion de gouvernements des vivants a subi une décisive inflexion – de plus en plus visiblement, la vie des gens y est prise en otage non pour être rendue productive en tant que « vivable », mais bien abîmée voire détruite autant que faire se peut, si tel est l'intérêt des firmes et des marchés – les formes classiques de la biopolitique ont pris, sous ce nouveau régime, la forme toujours plus visible d'une *thanato (nécro) -politique tantôt rampante, tantôt ouverte* – le désastre sanitaire produit aux Etats-Unis par la diffusion massive des *painkillers* par une industrie pharmaceutique rogue et longtemps couverte par l'autorité politique (ou bien, en France, l'affaire Servier) ont ici valeur de paradigme.

La guerre est ici avant tout une disposition d'esprit plutôt que tout ce qui s'associe habituellement à la prise d'armes, dans toutes ses conséquences. Les mobilisations de ces dernières années, en France, montre que les compositions de forces léguées par la tradition, aussi vigoureuses et vaillantes soient-elles, échouent désormais régulièrement à enfoncer les portes de la forteresse. Les défaites ou semi-défaites s'accumulent, le néo-Léviathan automate trace sa route, indifférent aux accidents climatiques du moment (les mobilisations populaires, le retour en force du peuple politique). Et ces mobilisations échouent parce que l'intelligence collective populaire continue à penser sa relation au pouvoir, aux gouvernants, à l'Etat sur un mode communicationnel – politique, donc - au sens où la politique, dans la civilisation démocratique, est toute entière indexée sur la communication (tout autre chose que ce que je nommais plus haut *com'*). La politique populaire, dans cette mesure, c'est encore et toujours ce qui va consister à tenter de faire entendre raison à ceux d'en haut, en créant des rapports de force et en faisant entendre nos arguments, nos raisons, jusqu'à ce qu'ils reculent et passent des compromis. Quand les gens continuent à voter, c'est qu'ils pensent encore, qu'en dépit de tout, on peut « faire passer des messages » à ceux d'en haut – par le moyen du dispositif électoral, donc. Or, nous sommes depuis quelque temps déjà établis dans une topographie où ce « modèle » a perdu toute prise sur le réel. Ceci à cause, notamment, de la façon dont se sont durcis, épaissis et figés les isolats dans lesquels sont retranchés ceux qui se voient en maîtres de nos existences. L'isolisme,

une forme d'autisme – c'est cela la maladie du pouvoir aujourd'hui, un monde de sphères, de bulles, avec toutes les présomptions immunitaires qui vont avec. C'est cela même qui rend ces gens si dangereux : tout ce qui est susceptible d'affecter l'immunité de leur sphère d'une façon ou d'une autre, de faire crever la bulle, ne peut être vu que comme un danger mortel dont l'élimination est une urgence absolue. C'est sur cette pente que va prospérer, chez les gens de l'Etat et des pouvoirs, une pensée de l'ennemi (tout ce qui est susceptible de mettre en danger leur condition immunitaire) et de la guerre nécessaire contre ceux qui incarnent ce danger – toute espèce de politique populaire en forme de résistance, de contestation, de mobilisation contre la maltraitance de l'existence collective par la démocratie policière et de marché.

C'est une vérité de toujours : quand une puissance qui vous fait face vous voit et vous traite en ennemi, vous n'avez d'autre choix que de l'identifier comme l'ennemi et d'agir en conséquence. Ce qui ne veut pas du tout dire que vous êtes voués à adopter ses propres usages de l'inimitié et à vous lancer dans la bataille en chien fou. Si vous voulez vous donner une chance de vaincre, il vous faut inventer vos propres pratiques de l'inimitié, plus intelligentes, plus endurantes que les siennes. Et qui, surtout, ne se laissent pas emporter par la pulsion de mort qui le dévore. On peut inventer des pratiques joyeuses de l'inimitié, tournées vers l'intensification des puissances vitales plutôt que des flux mortifères. On peut affronter l'ennemi en sauvegardant les chances de la joie, ceci aussi longtemps que la terreur n'a pas étendu son empire sur le présent et éteint toutes les lumières. Le mouvement qui, aujourd'hui, se situe au plus près de ce que je tente d'approcher ici, c'est le *hirak* algérien. Les multitudes dont il est fait savent bien qu'il n'y a rien à discuter, à négocier, à partager avec la partitocratie au pouvoir et ses succursales. Ce sont des mondes qui se font face et le gouffre qui s'est creusé entre eux au fil du temps est devenu infranchissable. Il n'y a plus d'espace proprement politique qui leur soit commun, il y a plutôt comme une guerre lente, dont l'éclatement serait indéfiniment différé, sans qu'à aucun moment les positions des uns et des autres se rapprochent. Cette guerre civile que les uns et les autres savent impossible – tous ont en mémoire la décennie noire, si proche encore. Mais ce traumatisme ne suffit pas, loin s'en faut, à créer les conditions de la recomposition d'une scène politique sur laquelle la division trouverait une forme d'institution.

Alain Brossat

L'Énigme de la révolte*

La révolte est un gigantesque casse-tête politique et existentiel. Peut-être personne comme Michel Foucault n'a été capable d'identifier la puissance de cette tension politique, difficile à définir et à saisir en employant des systèmes exclusivement conceptuels. Foucault y parvient peut-être au moment où, précisément entre septembre et novembre 1978, il se rend deux fois en Iran pour préparer des reportages, en collaboration avec le *Corriere della Sera*, consacrés à la révolte qui réussit à renverser le régime du Shah de Perse. Ce projet, il est utile de le rappeler, est presque contemporain de certaines conférences que Foucault a données au Collège de France (elles sont incluses dans le cours « Sécurité, territoire, population », qui se termine en avril 1978), dans lesquelles il s'est, entre autres, intéressé au décryptage des modèles de contre-conduites anti-pastorales (généralement de matrice religieuse : mysticisme, ascèse, etc.), hostiles, au début de la modernité, aux techniques gouvernementales de discipline de la vie par une prise en charge systématique de l'indocilité des corps.

Les articles de Foucault – une douzaine en tout, publiés par le *Corriere*, *Le nouvel Observateur*, *Le Monde* – montrent un grand enthousiasme pour la rébellion iranienne en identifiant – je le dis ici en extrême synthèse – dans sa matrice spirituelle, la charge spéciale et la détermination politique qui l'animent. En particulier,

---

* Ce texte est une version partiellement différente du Post-scriptum du volume de Pierandrea Amato, *La rivolta*, Cronopio, Napoli 2019 (avec une post-face de G. Didi-Huberman) : un essai dans lequel est élaborée une vision de la révolte capable de précéder et de dépasser la logique de la révolution en livrant à l'existence de chacun une formidable charge politique. Traduction en français par Fanny Eouzan.

entre ses mains, l'insurrection se révèle être un mouvement marqué par des facteurs totalement étrangers à la logique politique occidentale, car elle n'était pas motivée par des exigences matérielles exquises : dans la révolte contre le Shah, une tension presque incorporelle prendrait une densité capable de submerger un pouvoir absolutiste, violent et apparemment invincible. L'angle sous lequel Foucault observe le soulèvement iranien, il faut le dire, plutôt que de confirmer certaines de ses intuitions et acquisitions du milieu des années 70, lorsqu'il, tout d'abord dans *La Volonté de savoir* (1976), explore les limites politiques et analytiques des notions de souveraineté et de répression, représente, au contraire, un élément propice pour nourrir un chantier qui a probablement commencé juste entre les plis du parcours sur « La Sécurité, le territoire, la population ». Une entreprise qui a pour objectif d'identifier des formes de résistance au pouvoir, qui ne considèrent pas le problème du pouvoir comme point de référence exclusif de sa propre existence. L'enquête sur les formes de vie capables de se placer non pas contre le pouvoir, mais à distance de celui-ci, occupe Foucault jusqu'à sa mort (1984), pour tenter de concevoir, à travers l'exploration de certaines articulations de la culture antique (souci de soi, *parrhèsia*, etc.), la constitution d'une subjectivité capable d'échapper aux pratiques de sujétion modernes, afin de décourager l'usage de la liberté comme facteur nouveau, inédit et extrême de contrôle de la vie en Occident.

Ainsi, Foucault s'envole pour l'Iran, dans un territoire politique, culturel, religieux, presque inconnu de lui, car il voit dans le soulèvement contre le Shah l'occasion de sentir de première main la validité de certaines hypothèses théorico-politiques destinées rien moins qu'à repenser, en dépassant leur dissociation moderne, le rapport entre éthique et politique. Cependant, il n'est pas dans mon intention d'examiner maintenant dans son intégralité la position de Foucault à l'égard du soulèvement iranien, qui a suscité tant de controverses, à qui on a reproché, probablement avant tout, une incompréhension du terrain, sur lequel a germé sa passion pour une insurrection capable de transgresser le principe de souveraineté, à travers une spiritualisation sans précédent de l'action politique. Je voudrais plutôt considérer une seule intervention, parmi celles éditées par Foucault entre 1978 et 1979 sur les événements de la révolution khomeyiste, « Inutile de se soulever ? » (parue en deux fois, les 11-12 mai 1979 dans *Le Monde*). La nature de cet article est particulière car il examine la situation post-révolutionnaire la plus classique et la plus amère : les attentes trahies. Foucault, en substance, montre qu'il prend acte du fait que le soulèvement iranien a déjà pris le visage d'un nouveau pouvoir qui risque de supprimer le motif de son propre soulèvement. « Inutile de se

soulever ? » s'interroge, ainsi, sur les dérives de la révolte et ses scènes de terreur : la prise de pouvoir, le triomphe de la révolution, trois mois seulement après son déclenchement (février 1979), révèlent un nouveau système occupé à étouffer le même esprit qui a présidé à son émergence. Dérives sanglantes contre lesquelles, d'ailleurs, Foucault prend publiquement position, en envoyant une lettre au chef du gouvernement provisoire dénonçant les exécutions sommaires des opposants au nouveau régime (« Lettre ouverte à Mehdi Bazargan »). Comment Foucault réagit-il à ces processus soudains qui provoquent de la désillusion ? Sa réponse est apparemment une non-réponse : les soulèvements, dit-il, sont une énigme (« Énigme du soulèvement ! »). Leur nature, en d'autres termes, ne peut être comprise en utilisant des catégories analytiques établies et des systèmes herméneutiques prédéfinis. En bref, ce n'est pas quelque chose qui peut être pris dans les mailles de la philosophie politique.

Pourquoi l'énigme de la révolte ? Tout d'abord parce que « les soulèvements appartiennent à l'histoire. Mais, d'une manière ou d'une autre, ils y échappent ». Ils sont à la fois extérieurs et intérieurs à l'histoire : ils la suspendent, ils la salissent, ils la laissent dérailler. On ne peut donc pas juger une révolte à son issue, c'est-à-dire en adoptant un critère qui a son point d'ancrage dans l'histoire. Mais ce n'est pas tout. La question essentielle est de comprendre pourquoi il y a un moment où la révolte explose, aussi soudainement, et que ceux qui ont toujours obéi, ceux qui se sont toujours trouvés dans une position subordonnée, cessent, sans aucune conscience particulière, de tolérer l'intolérable que, pourtant, jusqu'à présent, ils avaient toléré. C'est ce saut, cette rupture avec ce que l'on est (était), le caractère impénétrable de toute révolte. Se révolter, c'est d'abord refuser d'obéir ; ce refus, s'il s'exprime sous la forme d'une insurrection, n'est ni stérile ni marginal ; au contraire, il permet d'altérer le déroulement de l'histoire. Mais se lever, cesser de faire ce que l'on a toujours fait, prendre congé de ce que l'on a toujours été, n'est pas une promenade. Pour être clair : le refus d'obéir, auquel Foucault fait référence, prend une consistance politique, c'est-à-dire qu'il ne se limite pas à une affaire purement personnelle, lorsqu'il est catapulté face à la mort. Si la rébellion ne va pas jusqu'à risquer sa vie, si elle représente donc une protestation civile, alors, selon la logique de Foucault, nous ne serions pas en présence d'une affaire grave, mais seulement d'une représentation, avec toutes les équivoques, même brutales, que cela peut entraîner (la plus terrible des équivoques serait que l'intolérable resterait toujours tolérable alors que le contraire est déclaré). Un indice politique d'insubordination n'apparaîtrait que lorsque l'on est prêt à aller jusqu'au bout, au seuil où il y a un

réel danger de perdre (sa) vie. Ainsi, ceux qui, il y a quarante ans, se sont soulevés à Téhéran contre le pouvoir du Shah montrent qu'ils connaissent une loi qui est à la base de toute rébellion : soit ils combattent, soit ils meurent. La particularité de l'insurrection iranienne, cependant, est que la nécessité qui pousse la lutte pour la conquête de la liberté ne s'épuise pas, comme on l'a dit, dans le spectre des motivations exclusivement matérielles, donc, attribuables à une tradition révolutionnaire de matrice marxiste, mais aux yeux de Foucault, à une dimension politico-spirituelle plus complexe qui ne se laisserait pas classer selon des catégories économiques.

Mettre sa vie en danger est la seule chance pour les exclus de l'histoire de percer dans l'histoire. Ce n'est donc que lors du soulèvement que le sujet écarté et abandonné par l'histoire peut y pénétrer et en bouleverser le cours. Au moment de la révolte, à ce moment différent de celui que l'on connaît généralement, des sujets auparavant inconnus apparaissent. Ou plutôt : les singularités dispersées deviennent des subjectivités (politiques) lorsqu'elles commencent à concevoir et à réaliser une autre histoire dans l'histoire. Les exclus de l'histoire, ceux qui doivent normalement obéir à ses règles, à ses hiérarchies, en se révoltant, en transgressant ainsi leur propre marginalité, se dressent contre l'histoire et de cette façon commencent à connaître leur propre histoire ; l'histoire de ceux qui n'ont pas d'histoire. Foucault, lors de ses voyages en Iran en 1978, voit s'ouvrir une brèche dans l'histoire de ceux qui commandent l'histoire ; il observe la matérialisation d'un événement capable de transformer l'histoire et la politique mondiales. Ainsi, malgré tout, malgré le fait qu'elle est peut-être vouée à l'échec, malgré, bien sûr, certaines erreurs commises par Foucault lui-même (ce qui est inévitable, si l'on pense à la « prise directe » de ses reportages), il n'est pas nécessaire, selon Foucault, de renoncer à la révolte car sa manifestation montre que l'impossible est toujours possible après tout, en fournissant à ceux qui sont appelés à se révolter un exemple, une mémoire sur laquelle s'appuyer. Mais surtout, l'espace de révolte pousse toute singularité à changer et à devenir un vecteur potentiel et inattendu de transformation de la réalité. Malgré le fait que le destin de toute révolte est, apparemment, de ne pas provoquer d'effets tangibles et immédiats, facilement calculables et politiquement valorisables. L'énigme de la révolte se cache peut-être alors dans ce qui sépare toute révolte de son issue, de ses résultats qui, en réalité, se situent infailliblement dans un territoire étranger à sa logique. « Inutile de se soulever ? », en ce sens, rappelle que dans les soulèvements, bien qu'après une révolte tout puisse arriver, même un démenti de la révolte, malgré cela, reste l'idée qu'il est

légitime de désobéir et que, sans possibilité de négocier la force de ce droit, se révolter sans élaborer de calculs particuliers reste valable. La révolte, en effet, est un événement politique, mais une politique de l'événement, c'est-à-dire à la hauteur de son événement, n'est pas ce que la révolte peut décider.

Pierandrea Amato

Quelques indications bibliographiques

Michel Foucault e la rivoluzione iraniana, «La Rose de Personne/La Rosa di Nessuno», 1, 2005.

Alain Brossat – Alain Naze, *Interroger l'actualité avec Michel Foucault. Téhéran 1978/Paris 2015*, Eterotopia, Paris 2018.

Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France. 1977-1978*, Gallimard-Seuil, Paris 2004.

Michel Foucault, *Inutile de se soulever?, in Dits et Écrits 1954-1988, Gallimard,* Paris 1994, III – 1976-1979, pp. 790-797.

Faire de la vie une grève

1. Dans quel monde vivons-nous ? Dans son essai *Politik und Metaphysik*, publié à Berlin en 1921, Erich Unger exprime une perception amère qui, à bien des égards, pourrait être transposée telle quelle à notre époque :

> Un changement complet d'air au sein du monde politique est nécessaire. Un monde dans lequel il n'y a aujourd'hui aucune possibilité et dans lequel se cristallisent les variantes les plus misérables du passé ou le renversement plat de l'existant (qui ne représentent finalement rien de différent, mais seulement le négatif de l'existant, identique à lui pour l'essentiel). La conscience de cette stérilité effrayante et étouffante qui caractérise la sphère sociologique ne peut être atteinte que par ceux qui ont expérimenté la sphère des autres constellations.

Ce diagnostic est correct, évidemment pas d'un point de vue logique ou formel, mais pour une de ces fulgurances qui atteignent au plus profond ceux qui en comprennent l'authenticité. Seul un malentendu grossier pourrait en faire une plainte générique ou une récrimination sur son propre temps. Dans sa radicalité, par exemple, elle n'a rien à voir avec le conformisme pour lequel « l'étonnement que les choses que nous vivons au XX^e^ siècle soient ″encore″ possibles ». Cet étonnement de gens bien comme il faut, que Walter Benjamin – ami et admirateur de Unger, à qui l'on doit la diffusion, même limitée, de son nom et de

sa pensée – écrit dans ses notes sur le *concept d'histoire*, n'a rien de philosophique. Il ressemble plutôt à l'étonnement de ceux qui observent comment le ″progrès″ – quel qu'il soit et quelle que soit la façon dont on veut le définir –n'a pas éliminé la probabilité que quelque chose se passe de travers aux yeux du conformisme dominant. Dans le discours d'Unger, les choses sont diamétralement opposées : les possibilités ont été épuisées, une véritable vie politique fait peut-être partie de nos exigences, mais nulle part nous ne voyons le moyen de la réaliser. Tout ici est une répétition. Les mêmes élans révolutionnaires semblent se contenter de répéter l'existant, sous la forme de son ″renversement″. Unger comprend comment dans ce contexte la révolution, aussi nécessaire soit-elle, risque d'être avec les meilleures intentions la répétition, ce qui signifie la restauration. Qu'ils trouvent dans leur activisme stérile leur propre justification, cela ne les rend pas plus incisifs pour autant envers la réalité ou plus capables d'échapper à la dimension du calcul et de l'intérêt à court terme. Dans un monde où tout est identique à tout, la différence n'a pas lieu d'être. Dans une époque similaire, non seulement rien de nouveau ne peut naître, mais il arrive que les sujets eux-mêmes (se) produisent de manière identique, les uns par rapport aux autres, au-delà des différences présumées, dont chacun d'entre eux serait porteur. Les ″individus″ assument certainement la différence comme une valeur, au moins théoriquement, puisqu'elle les rend plus précieux. Pourtant, ils restent exclus de fait de cette même différence.

On peut se demander à cet égard si cette différence de l'individu – forme de vie d'une certaine époque et donc, en un certain sens, son destin – n'est pas une conséquence de l'″équivalence universelle″, qui régule l'échangeabilité des biens grâce à la forme abstraite de la monnaie, dans laquelle tout est traduit. Au-delà de cette hypothèse, qui peut certainement être développée, il y a une autre voie que je voudrais suivre ici. Il y a deux notes sur la page de Unger sur lesquelles attirer notre attention. La première est présente dans le passage déjà mentionné : « La conscience de cette stérilité effrayante et étouffante qui caractérise la sphère sociologique ne peut être atteinte que par *ceux qui ont expérimenté la sphère des autres constellations* » (c'est moi qui souligne). Un peu plus loin, Unger ajoute : « L'infécondité n'appartient pas à la réalité effective ». L'indication qui nous vient est que la réalité en tant que telle – la ″réalité effective″ – ne souffre pas de ″l'infécondité″ – manque de créativité, stérilité poétique et politique – qui semble au contraire être une responsabilité plus proprement humaine. À cela s'ajoute l'annotation que je fais maintenant sous forme affirmative : il faut faire l'expérience d'″autres constellations″ pour essayer

d'avancer. Sinon, les mêmes phénomènes qui se produisent sur nous seront réduits au silence dans leur illisibilité.

Ces deux précisions sont précieuses. Elles ont trait, d'une part, à une politique capable d'engendrer un futur ; d'autre part, elles semblent exclure l'homme – du moins l'homme occidental – de cette expérience. D'autres sujets se trouvent au seuil de ce qui est visible à notre époque : ils font peut-être partie d'″autres constellations″, ce sont peut-être des femmes, des sauvages, des nègres, des enfants, des marées ou des bactéries, des formes de vie qui nous sont inconnues ou qui sont reléguées aux marges du monde, mais ce sont précisément ces autres formes – cet ″autre″ dont Unger nous parle du fond de son texte d'il y a un siècle – qui pourraient peut-être inaugurer une différence effective et peut-être pour nous un nouveau rapport avec le monde et avec le vivant, pour lequel ″le monde politique″, tel que nous le connaissons et tel que nous l'avons produit malgré nous, n'offre aucune possibilité. Peut-être qu'une possibilité en ce sens n'est même pas donnée. S'il faut la produire, seuls d'autres sujets, d'autres formes de subjectivité, que notre réflexion commence seulement à reconnaître aujourd'hui, pourront le faire. À son tour, une réflexion sur la grève ne fonctionnera que si elle parvient à indiquer le point où son enjeu n'est plus l'apanage d'une conception volontariste et anthropocentrique de la politique.

2. En prison, dans l'attente du procès qui allait le condamner à la déportation en Sibérie, Lénine commence à écrire un article intitulé *Sur les grèves*.

Quelle est la raison des grèves, se demande Lénine ? Pourquoi fait-on usage de cet outil pour contester et combattre la forme de domination qui se réalise dans la production industrielle ? Le capitalisme des usines entraîne nécessairement l'opposition des ouvriers aux patrons, dont la lutte se fait précisément par le biais de la grèves. La grève est donc, en un certain sens, immanente au capitalisme, auquel elle entend s'opposer, et à ses contradictions. Celles-ci ne sont dépassables que par une révolution. Le travailleur est obligé de recourir à la grève parce que tout seul il est ″*absolument impuissant* face au capitalisme″. La grève est – on pourrait traduire – l'évasion de sa solitude. Ou au moins une première tentative. Elle montre, au fond, que les destins ne sont jamais individuels, mais toujours communs, quoi que puisse dire une *vulgate* qui fait autorité cent ans après Lénine. De plus, si une impuissance relative serait peut-être supportable, une impuissance absolue est en contradiction avec l'instinct qui maintient tout le monde en vie. Elle est l'ennemie de la vie. Ce n'est donc pas tant un sentiment de puissance qui pousse à la grève, que cette

absence absolue de force d'action nécessaire pour changer tout seul les conditions en vigueur. C'est précisément l'absence de possibilité ou de force – ce que nous pourrions également appeler l'impossible – qui détermine la nécessité de cette lutte. Qu'il s'agisse d'une question fondamentale – une question de vie ou de mort – Lénine le montre lorsqu'il écrit qu'au départ, les travailleurs ne savent même pas « ce qu'ils veulent obtenir ». C'est comme si le ″quoi″ n'était pas la question centrale, mais comme si la grève était déterminée avant tout comme un acte désespéré, extrême, mais vital, au point de ne pas avoir conscience de la raison qui pousse à commencer la grève. Ils veulent juste – écrit Lénine – « faire sentir leur indignation aux fabricants, ils mettent leurs forces unies à l'épreuve ». Ils ne savent rien d'autre. Ils ne savent même pas pourquoi la situation est si désespérée, comment ils la ressentent et la vivent et comment elle est objectivement. Au lieu de cela, ils s'engagent – peut-être même seulement par manque de possibilité, dans un monde qui a fait de la possibilité son point d'accès à la réalité, volontaire et anthropocentrique – dans la zone d'ombre de ce qu'ils ne savent pas : de ce qu'on ne sait pas. Là où, en effet, le savoir est comme annulé précisément par l'émergence d'un geste autre, qui est le leur et qui, en même temps, les dépasse.

Au-delà même de ce que la grève est en mesure de faire obtenir ou de sa capacité réelle à améliorer les conditions de travail et de vie des ouvriers, l'article de Lénine insiste sur le fait que seule la grève est en mesure de constituer pour les travailleurs l'accès même à leurs vies. Par exemple, en leur apprenant « à *comprendre* où se trouve la force des patrons et où se trouve celle des ouvriers » ou « à *penser* non seulement à leur patron et non seulement à leurs camarades les plus proches, mais à tous les patrons, à toute la classe des capitalistes et à toute la classe des ouvriers » (c'est moi qui souligne). Aux ouvriers qui ne connaissent pas les lois, la grève montre pour la première fois les lois qui régulent la domination invisible à laquelle ils sont soumis, les éduquant à « détruire toujours d'un même coup toutes ces impostures ». Elle exerce cette fonction de révélation, la grève, uniquement parce qu'elle combine une fonction impersonnelle intellectuelle (analytique, critique) avec une transformation profonde des individus. Elle montre la face cachée de la réalité, car elle implique une pratique de la transformation de soi. Si elle est instructive, c'est précisément dans ce sens : non pas dans un sens pédagogique, mais dans la mesure où elle modifie les conditions de vie. Les grèves sont une école et, plus précisément, « une école de guerre ». Mais une école de guerre, dit Lénine, n'est pas la guerre elle-même. Cette dernière a une autre forme par rapport à laquelle les grèves sont nécessaires, mais encore insuffisantes.

3. En laissant pour l'instant cette nécessité de la guerre en marge de la réflexion, on remarquera surtout que dans l'horizon de réflexion de l'article de Lénine, la grève ne représente pas tant un refus objectal de quelque chose de concret, qu'une réévaluation des conditions mêmes de la vie, que le travail en usine, la domination des patrons, l'oppression capitaliste, ne permettent pas. La vie dont, en d'autres termes, ils enlèvent la possibilité. Nous dirons que même dans ce cas, les possibilités – de l'action, de la créativité, de la transformation – ne sont pas données, mais sont ce qu'à la limite il faut créer ou, plus exactement, ce en l'absence de quoi il faut créer quand même ou commencer à vivre. D'autre part, l'action de la grève place l'objet contre lequel elle proteste non pas à l'extérieur de ceux qui font une grève, mais à l'intérieur de leur être vivant. Ils font grève contre leur vie ou, plus précisément, avec une formule sur laquelle je voudrais revenir plus tard : *ils font de la vie une grève.*

Une telle grève n'a pas de fin hors de soi, mais procède de l'émergence de la vie – avec tout ce que cela peut signifier – de la coquille du droit, c'est-à-dire de la coquille du devoir-être-de-la-sorte-et-pas-autrement imposé à la vie et garanti par les formes mythiques du monde dans lequel nous vivons parce que nous les respirons en même temps que l'air, au point de ne pas les remarquer. Interrompre cette dynamique, c'est mobiliser un geste vivant, qui est irreprésentable, mais qui a la mesure en lui-même. Cette mobilisation est-elle une première formule de la grève ?

Ce n'est pas un outil qui sert simplement à atteindre quelque chose d'autre qui lui est extérieur (meilleures conditions de travail, reconnaissance des droits, formation d'une entité politique, etc.), mais la destruction de ce qui empêche que quelque chose fasse irruption dans nos vies, *nous rendant le présent*. Plus encore, on pourrait dire que la première idée traditionnelle de la grève concerne une configuration de notre temps, mais elle n'est pas exclusive. En ce sens, c'est la grève elle-même qui doit être libérée de son lien exclusif avec le monde du travail, dans la perspective duquel nous avons toujours examiné son phénomène. Son échec est l'échec même de notre monde, de nos modèles de production, de la forme autodestructrice avec laquelle l'homme a dévasté l'habitat dans lequel il vit, mais aussi celui duquel il vit. La grève ne peut être la formule d'auto-absolution de cet échec dont elle participe également. Il s'agit alors de commencer à penser la grève, non pas sur la base d'un renoncement ou d'une idée du droit, mais de quelque chose qui dans la vie ne cesse de se manifester au-delà de la connaissance et du pouvoir.

C'est dans cette perspective qu'il faut envisager la question de la grève. Qu'est-ce que cela signifie, en fin de compte, *se mettre* en grève ? *Que met-on* en grève dans la grève ? Qu'est-ce qu'on libère en faisant grève ?

Qu'est-ce qui advient dans la grève ? Si étymologiquement, la grève [*sciopero* en italien] se réfère à une cessation de l'*opera*, de l'ouvrage ou du travail, qu'est-ce qui se destitue dans la grève ?

4. Dans les notes qu'il rassemble sous le titre *Der destruktive Charakter*, *Le caractère destructeur*, Walter Benjamin a condensé quelques indications qui, au-delà de leurs références explicites, nous permettent de penser le trait originaire de la grève. En reconnaissant que « tous les liens les plus profonds » de la vie d'une personne sont en quelque sorte liés à des personnes ayant un « caractère destructeur », Benjamin se demande comment un tel caractère peut être lié à une capacité si rare de relier le *shock* et la *chance*. Destructeur est ce personnage qui parvient à ″créer de l'espace″ et à ″faire le ménage″. Qu'on ne lie pas, cependant, son caractère destructeur à la haine ou à la colère, car en elle s'exprime ″son besoin d'air frais et d'espace libre″.

Cependant, c'est à un autre aspect que Benjamin relie la raison décisive de ce caractère – et c'est précisément ce qui nous intéresse pour penser en termes radicaux la grève : « *le caractère destructeur ne voit rien de durable. Mais c'est précisément pour cette raison qu'il voit des chemins partout* » (c'est moi qui souligne). Ce qui apparaît à d'autres comme la fragilité d'une construction ou le caractère temporaire, révocable à tout moment, d'un phénomène, apparaît au caractère destructeur comme un carrefour de parcours imprévisibles, mais qui s'ouvrent à chaque tournant inattendu du temps : « Comme partout il voit des chemins, il est lui-même toujours à un carrefour. Aucun moment ne peut savoir ce que le prochain apporte avec lui. L'existant, il le met en ruine non pas par amour des ruines, mais pour la voie qui les traverse ». Un tel caractère ne participe d'aucun culte romantique de la ruine ni de la passion nihiliste pour la destruction. Ce ne sont pas les décombres qui le fascinent, mais la possibilité de deviner en leur sein la route cachée qui les traverse.

Dans quel sens peut-on lire ce passage comme une contribution à une théorie de la grève en tant qu'abandon qui rend inopérant le vivant ?

Dans la formulation de Benjamin, le caractère destructeur va « au-dessus de toute vie au nom du vivant » – au-dessus de toute abstraction : la grève déconnecte les ganglions sur la concaténation desquels s'appuie l'aliénation de la singularité du vivant au nom de l'universel de la vie. Le caractère destructeur ne se soucie pas de la vie de façon abstraite. Il parle au contraire d'une responsabilité qui, pour beaucoup, pourra être une chimère, mais qui est la seule façon de créer ce monde dont on a besoin.

Qu'est-ce qui se joue alors dans la grève ? Justement, non seulement notre rapport au travail – ou notre rapport au monde, pour cette grande partie de lui qui passe par le travail – mais aussi notre lien avec les formes que le vivant a prises jusqu'à présent. Son geste – visant à désarticuler l'œuvre d'une vie – ne peut être accompli par un seul individu ou par plusieurs, mais peut-être seulement par ce que Simondon aurait appelé être non identifié ou collectif trans-individuel.

Si, toutefois, l'affirmation de Lénine selon laquelle il s'agit d'une *préparation* est vraie, la grève ne réalise toujours pas cette nature inopérante ou sans œuvre vers laquelle, par définition, elle tend. Le coup d'arrêt qu'elle marque est toujours valable en tant que signe de quelque chose qui n'a pas encore été accomplie, pour laquelle des signes ne seront plus nécessaires. L'endroit où les signes que nous avons utilisés jusqu'à présent sont écartés et déposés, comme des instruments inutiles et dénués de sens, des formes de conventions dotées tout au plus d'une valeur d'utilité, mais pour cette même raison contraignantes et étouffantes.

Cela signifie évidemment faire valoir une idée radicalement différente qui ne fait pas de la grève l'émancipation du travail ou par le travail. Du reste, l'abstention du travail ne suffit pas : elle reste, malgré elle, une forme-travail. N'est-il pas nécessaire de cesser de reconnaître la domination uniquement dans les formes de travail, de la chercher dans tous les coins où elle se cache ? Par exemple, dans notre langue ou dans nos visions du monde ? Ne faudra-t-il pas faire grève contre les mots et les lieux communs qui se cachent même dans le langage critique, militant et analytique avec lequel on dit stop à l'oppression ?

L'anarchie de la grève concerne nécessairement d'autres domaines aussi, où elle libère le réel pour accéder à des modes de vie inouïs, en désintégrant la coquille mythique qui les retenait captifs et en désengageant leurs gestes pour un usage vraiment libre de soi. Cela signifie destituer ce qui les tourmentait et les outrageait, ce qui leur assignait un caractère déterminé et fini.

5. Si les décombres sont pour nous les ruines du capitalisme, le désastre environnemental, l'extinction des espèces vivantes et le réchauffement de la planète – pour n'évoquer que quelques aspects liés entre eux d'un seul et même crime durable – ce qu'il nous faut réussir à faire, c'est de penser dans quelle mesure la grève qui nous attend est celle qui consistera à déserter les formes fixes et raidies auxquelles l'être humain vivant a fini par se soumettre, ainsi qu'à soumettre d'autres êtres vivants, jusqu'à leur destruction.

Elle consiste à ouvrir de nouvelles voies pour traverser l'espace que nous habitons. Que son objet ne lui soit

pas extérieur, découle du fait que la grève dessine plutôt une relation d'inertie ou d'immanence, plutôt que d'exclusion. Cet extérieur, ce dehors dans lequel j'habite, est – par un paradoxe même pas trop voyant – ce qui me constitue : c'est là où je suis et où je devrais aussi réussir à me voir. Pour ce faire, il est nécessaire de démanteler quelque chose dans ces structures avec lesquelles nous avons cru nous préserver de la rencontre avec l'autre vivant (quelle que soit la manière dont nous l'envisageons : homme, animal, végétal), mais au sein desquelles nous sommes restés emprisonnés et l'autre nous a été obstinément refusé. Tout au plus l'avons-nous remplacé par une image de lui – sympathique ou haineuse, ça ne change pas grand chose. Si les décombres sont pour nous les ruines du capitalisme, le désastre environnemental, l'extinction des espèces vivantes et le réchauffement de la planète – pour n'évoquer que quelques aspects liés entre eux d'un seul et même crime durable – ce qu'il nous faut réussir à faire, c'est de penser dans quelle mesure la grève qui nous attend est celle qui consistera à déserter les formes fixes et raidies auxquelles l'être humain vivant a fini par se soumettre, ainsi qu'à soumettre d'autres êtres vivants, jusqu'à leur destruction. Elle consiste à ouvrir de nouvelles voies pour traverser l'espace que nous habitons. Que son objet ne lui soit pas extérieur, découle du fait que la grève dessine plutôt une relation d'inertie ou d'immanence, plutôt que d'exclusion. Cet extérieur, ce dehors – dans lequel j'habite, est – par un paradoxe même pas trop voyant – ce qui me constitue : c'est là où je suis et où je devrais aussi réussir à me voir. Pour ce faire, il est nécessaire de démanteler quelque chose dans ces structures avec lesquelles nous avons cru nous préserver de la rencontre avec l'autre vivant (quelle que soit la manière dont nous l'envisageons : homme, animal, végétal), mais au sein desquelles nous sommes restés emprisonnés et l'autre nous a été obstinément refusé. Tout au plus l'avons-nous remplacé par une image de lui – sympathique ou de haine, cela ne fait pas grande différence.

Ces décombres ne sont pas, en d'autres termes, le paysage auquel nous sommes confrontés lorsque nous les regardons – admirés ou désespérés, enchantés ou terrifiés – mais l'urgence même du moment que nous vivons.

Dans la grève le code auquel le vivant se remet dans son rapport à la vie est mal appliqué. Il s'agit d'accéder au geste par lequel la vie se mobilise par rapport à des relations préétablies. Faire grève de la vie voudra dire la *désarticuler* chaque fois qu'elle semble avoir trouvé sa juste connotation et être devenue ″œuvre vivante″. Cela signifie démettre l'œuvre dans la mesure où elle étouffe la vie, qui est soumise afin d'être réalisée. Il s'agit de déserter les lieux pour prétendre à un autre usage possible. Destituer la dimension proprement opérationnelle signifie destituer ce qui lie la vie à sa propre servitude, même si elle avait cru pouvoir se

légitimer aux fins de la participation au luxe et à la consommation. Ouvrir une brèche : telle aura été la vocation de la grève depuis sa première apparition. Que dans cette ouverture nous puissions lire non pas un renoncement, mais l'urgence d'une affirmation, tel est le défi à venir qui nous attend. Ce n'est que dans l'arrêt, dont la grève indique la nécessité, qu'il trouve place. Nous commençons à entrevoir des voies le long desquelles rencontrer le monde, car tout au long de cet espace que notre arrêt permet, au-delà de toutes nos projections (qu'elles soient d'enthousiasme ou d'angoisse, d'idéalisation ou de peur, aspects complémentaires les uns des autres) et de toutes les luttes de domination, le monde ne cesse de venir à notre rencontre.

Gianluca Solla

*Traduit de l'italien par Fanny Eouzan

Quelques indications bibliographiques

Walter Benjamin, *Zur Kritik der Gewalt*, in id., *Gesammelte Schriften*, vol. II, 1, Suhrkamp, Frankfurt a. M. 1991, pp. 179-203.

Walter Benjamin, *Der destruktive Charakter,* in id., *Gesammelte Schriften*, vol. IV, 1, Suhrkamp, Frankfurt a. M. 1991, pp. 396-401.

Lenin (Vladimir Il'ič Ul'janov), *A propos des grèves* (1899), publié pour la première fois en 1924 dans le n° 8-9 de la revue "Prolétarskaïa Révoloutsia".

Erich Unger, Politik und Metaphysik, David, Berlin 1921.

* Ce texte est une version partiellement différente du Post-scriptum du volume de Pierandrea Amato, *La rivolta*, Cronopio, Napoli 2019 (avec une post-face de G. Didi-Huberman) : un essai dans lequel est élaborée une vision de la révolte capable de précéder et de dépasser la logique de la révolution en livrant à l'existence de chacun une formidable charge politique. Traduction en français par Fanny Eouzan.

Une radicalité qui essaime

Apparemment, l'écart entre le mouvement des Gilets Jaunes et les diverses manifestations et actions liées à l'opposition à la « réforme » des retraites en cours est évident. Dans un cas, nous aurions un mouvement ayant refusé toute forme de représentation ou de relai joué par les partis ou les syndicats ; dans l'autre, nous aurions à faire à des formes de résistance plus classiques, permettant notamment aux syndicats de reprendre du service, et ainsi de retrouver leur rôle d'encadrement. Cependant, et quoi qu'ils aient pu placer derrière cette dénomination, nombre de commentateurs des événements d'opposition à la politique gouvernementale à l'égard des retraites, les ont envisagés comme témoignant d'une forme de « gilet-jaunisation » du mouvement social. Peu importe ce qu'ils désignaient à travers cette dénomination (radicalité du mouvement social, débordement des états-majors syndicaux), ce qui est plus intéressant, c'est qu'à travers ce néologisme, ils touchaient peut-être juste, mais pour des raisons beaucoup plus profondes. Essayons de voir ce qu'on pourrait envisager réellement derrière cette dénomination, et qui dessinerait un paysage, restant certes à cartographier de manière plus précise qu'on ne le fera ici, mais dont on pourrait dire qu'il indique que, par ces temps de contestation radicale, le fond de l'air est résolument jaune.

Dans le rapport entre ces deux formes de mouvement social fort différentes en leurs manifestations, comme en leurs justifications les plus visibles, il est évident que les manières d'opérer propres aux Gilets Jaunes ont joué un rôle séminal. Chronologiquement, déjà, le mouvement initialement baptisé des « ronds-points », a constitué l'acte premier d'un séisme politique et social ayant fait vaciller le pouvoir macroniste. Qui ne se

souvient de cette image d'un Président, venu rendre visite aux employés de la préfecture du Puy-enVelay, incendiée peu avant, et regagnant précipitamment sa voiture, comme pour éviter des violences à son encontre ? On n'a pas oublié non plus ces jours où Emmanuel Macron resta, suite à cet incident, terré à l'Elysée, comme tétanisé, du moins peut-on le penser. Il venait de faire la rencontre de la colère insurrectionnelle à laquelle, de par sa position institutionnelle prééminente, mais aussi du fait de sa politique économique, mais encore du fait de sa façon désinvolte de s'adresser aux gens, il s'était exposé, déchaînant contre lui et ce qu'il représente toute une partie de la population du pays. L'édifice du pouvoir politique venait de se trouver confronté à ce qu'il avait oublié depuis belle lurette : le fait qu'il y a un *peuple*, bien réel, subissant de plein fouet les décisions ultra-libérales prises par nombre de gouvernements, de droite ou de centre-gauche s'étant succédé dans le pays. A travers ce mouvement des Gilets Jaunes, une voix parvenait enfin à rompre le silence dans lequel, jusqu'ici, assommés par les efforts quotidiens à fournir pour simplement *survivre*, se tenaient ceux que, si élégamment, notre Président appela « ceux qui ne sont rien ».

Ce qui est important, ce qui est essentiel avec le mouvement des Gilets Jaunes, c'est qu'on s'est trouvé alors en face d'une parole trouant la bienséance et les usages, une parole non policée qui, rien qu'à oser s'exprimer, redonnait à ceux qui en était les porteurs et/ou les soutiens (tout le monde n'osait pas prendre la parole en public) le sentiment de leur dignité. Et il ne s'agissait d'ailleurs pas que d'une parole, mais aussi d'actions inédites dans le champ du mouvement social, comme cette occupation des ronds-points, avec l'organisation souvent conviviale qui s'y déployait. Il y avait bien de la *joie* dans ces actions, au sens même de Spinoza, c'est-à-dire l'expérimentation d'un surcroît d'être.

Au sens strict du terme, on a assisté alors au surgissement de la *plèbe* dans l'espace social et politique. C'est en cela que les analyses de ce mouvement en termes sociologiques sont toujours insuffisantes, qui parlent de la colère des « classes moyennes inférieures ». C'est de bien autre chose qu'il s'agit. Un peuple non réductible à une substance, un peuple non objectivable faisait alors irruption dans notre actualité, un peuple se constituant dans une action commune, dans une rage et un désespoir communs – désespoir que, cependant, la dimension insurrectionnelle de leurs actions parvenait à déchirer. Il y avait des larmes dans les cris de haine, et des rires au milieu des larmes. Oui, ils osaient !

Sans titres pour s'exprimer dans l'espace social, les Gilets Jaunes ont vite été baptisés de « factieux » par nos gouvernants ; on eut tôt fait d'identifier ce mouvement comme « homophobe », « fasciste » (ou « populiste », dans une acception journalistique, péjorative du terme), ou que sais-je encore. Les syndicats, au début du

mouvement, n'étaient d'ailleurs pas en reste, CGT comprise, qui considéraient ce mouvement comme réactionnaire. C'est bien là qu'il y a évidence d'une présence de la plèbe, avec des discours et des actes non identifiables dans le registre classique des mouvements dits « de gauche ». Non, ils n'en avaient rien à faire des classifications politiques – si ce mouvement était intrinsèquement politique, ce n'était certes pas aux conditions d'une politique édulcorée, institutionnelle. Leurs paroles débordaient le cadre de l'acceptable, du raisonnable, et les commentateurs répétaient à l'envi que ce mouvement était voué à l'échec, par manque de projet clairement identifié (Que veulent-ils ? Quand considèreront-ils que le gouvernement a répondu à leurs demandes ?), par manque de « représentants », etc. En cela, ces journalistes faisaient la preuve de leur incapacité à se décentrer, à sortir des cadres de la revendication sociale et politique ordinaire. On demandait aux Gilets Jaunes d'entrer dans ce que le très libéral Alain Minc, naguère, nommait « le cercle de la raison ».

Dans ce surgissement de ce que Jacques Rancière nomme les « incomptés », il y va d'une sorte d'*infra-politique*, d'une politique des corps si l'on veut, dans le sens où celles et ceux qui se manifestaient ainsi étaient les invisibles, celles et ceux que négligent les logiques comptables des politiques néo-libérales, les abstentionnistes, ayant cessé de croire aux simulacres de la politique instituée. Dans ce peuple des ronds-points, il en va d'existences précaires, parfois fracassées, et qui n'ont pas le temps ni la volonté de prendre la pause pour se faire entendre, dont la violence parfois des actions relève de la légitime défense, et comme d'un débordement de trop-plein de désespérance – avec, à l'horizon, non formalisés, d'autres possibles, fraternels. Ce peuple n'est pas celui des calculs, ni des calculs macro-économiques, bien sûr, mais pas non plus de ceux de la stratégie – qu'importe que l'Arc de Triomphe ait été quelque peu malmené, un certain samedi de manifestation ! « Les Gilets Jaunes triompheront » tagué sur l'Arc témoigne même d'un humour dévastateur, à l'occasion iconoclaste.

La réponse du pouvoir (je ne parle pas du « Grand débat », qui ne fut que le monologue soporifique et narcissique d'un monarque républicain cherchant à reprendre la main) fut à la hauteur de sa haine et de sa crainte de la plèbe. Des forces de l'ordre shootées au LBD n'ont cessé d'agir à leur égard comme les Versaillais à l'encontre des Communards – certes, la police n'a pas tiré à balles réelles sur les manifestants, mais le nombre d'yeux crevés et de mains arrachées en est bien l'équivalent, dans le cadre d'une démocratie « apaisée ». Ces mutilations constituent un ferment pour bien des combats à venir. Il ne s'agit pas, en cela, d'une logique du martyr, visant à faire fructifier son crédit sur le dos des victimes, mais plutôt de cette « faiblesse messianique » dont parle Walter Benjamin, dans ses « Thèses sur l'histoire », pesant sur les

générations à venir, et les conduisant à demander des comptes aux vainqueurs / gouvernants. Non, nous n'oublierons pas !

Au regard du mouvement des Gilets Jaunes, on pourrait considérer, a priori, que les grèves et manifestations consécutives au projet de loi gouvernemental concernant les retraites constitue un retour à des luttes sociales et politiques plus traditionnelles. Les syndicats semblent, apparemment, avoir repris l'initiative, et le peuple des manifestations paraît renouer avec celui qui n'est pas en rupture radicale avec l'idée même de *représentation*. Cela est-il pourtant si certain ?

Nous avons tout de même à considérer la durée pour le moins inhabituelle de ce mouvement social, qui témoigne d'une radicalité évidente, tant nombre de grévistes se sont engagés dans cette lutte en sachant qu'ils pourraient perdre plusieurs mois de salaire, au point de mettre en péril leurs conditions actuelles d'existence, souvent déjà précaires. On est loin des grèves rituelles d'un jour, pour marquer un simple mécontentement, un désaccord, mais qui ne sont pas le signe de grèves *vitales*. Bien sûr, dans ce mouvement, on retrouve les services d'ordre des syndicats, bien sûr il y a des représentants du mouvement, mais, comme c'est le cas si souvent aujourd'hui dans des conflits sociaux de fond, il semble bien que ce soit « la base » qui impose aux états-majors leur agenda (la direction de l'UNSA, désavouée par les travailleurs syndiqués de la RATP par exemple).

Au-delà des formes, d'évidence plus classiques, de ce mouvement, c'est sans doute sur l'enjeu du combat qu'il faut s'arrêter. Lorsque le gouvernement cherche à repousser l'âge de la retraite, au moyen d'un « âge pivot », ou « âge d'équilibre », ou par d'autres inventions technocratiques, c'est sur l'*existence* même des travailleurs qu'il veut influer, à partir de données macro-économiques, éventuellement redéfinies de façon opportune (le rapport du COR sur un hypothétique déficit à venir du système des retraites). La radicalité de ce mouvement semble résider dans l'objet même des revendications. Non, le travail n'est pas l'essentiel dans nos existences ! La retraite est ce moment où chacun espère pouvoir profiter un peu de la vie, se reposer, faire ce qu'il a toujours dû ajourner, et le refus porte sur l'idée d'un horizon de retraite reculant sans cesse. L'important est alors de n'arriver pas trop cassé dans ce temps pour soi et pour les siens. Et c'est bien là qu'on retrouve ce mépris des existences de travailleurs soumis à des conditions d'exercice très pénibles – l'actuel gouvernement ayant supprimé nombre de critères de pénibilité, comme le port de charges lourdes, ou encore les vibrations liées à l'emploi du marteau piqueur, l'âge du départ à la retraite, avec l'actuel projet

recule encore les chances de ces travailleurs, notamment du bâtiment, de parvenir en bonne santé à l'âge de la retraite.

Là encore, et c'est sans doute le lien le plus profond qu'on peut établir avec le mouvement des Gilets Jaunes, on est face à un refus d'une situation où l'on se voit imposer des conditions d'existence *insupportables*. Il aura fallu, en effet, dans les deux cas, un événement jugé inacceptable (l'augmentation de taxes sur les carburants pour les Gilets Jaunes, le recul effectif de l'âge de départ à la retraite pour le mouvement social actuel), événement contingent, pour que trouve à s'exprimer une colère, une rage, jusqu'ici inexprimées, contre une situation jusqu'ici acceptée, fût-ce en serrant les dents. Ce qu'il ne faut en effet pas oublier, c'est que l'étonnant, en fin de compte, c'est le fait que la situation faite aux précaires, ou encore aux travailleurs de force, souvent pour un salaire de misère, ait pu être si longtemps acceptée, au moins de façon négative. Salutaires sont ces mouvements, qui nous reconduisent à l'essentiel : mis à part celles et ceux, rares, qui exercent une profession *de préférence* comme aurait dit Aragon, il y a l'immense majorité de celles et de ceux qui n'exercent leur profession que par nécessité. Cette acceptation de conditions d'existence difficiles ne pouvait, à la limite, tenir, qu'à travers l'idée, l'espoir (parfois illusoire – combien décèdent peu de temps après être arrivés à la retraite, ou se trouvent trop usés pour réaliser tout ce à quoi ils aspiraient en enviant ce temps de la retraite ?) d'une vie heureuse, de loisir et de temps consacré aux gens qu'on aime. Qu'on leur enlève cet espoir, ou qu'on le rende plus qu'hypothétique, c'est cela l'insupportable, dans le cas présent.

Sur la nature du travail, Nietzsche a peut-être tout dit, dans le paragraphe 173 du livre III d'*Aurore* :

« Dans la glorification du "travail", dans les infatigables discours sur la "bénédiction du travail", je vois la même arrière-pensée que dans les louanges adressées aux actes impersonnels et utiles à tous : à savoir la peur de tout ce qui est individuel. Au fond, ce qu'on sent aujourd'hui, à la vue du travail – on vise toujours sous ce nom le dur labeur du matin au soir -, qu'un tel travail constitue la meilleure des polices, qu'il tient chacun en bride et s'entend à entraver puissamment le développement de la raison, des désirs, du goût de l'indépendance. Car il consume une extraordinaire quantité de force nerveuse et la soustrait à la réflexion, à la méditation, à la rêverie, aux soucis, à l'amour et à la haine, il présente constamment à la vue un but mesquin et assure des satisfactions faciles et régulières. Ainsi une société où l'on travaille dur en permanence aura davantage de sécurité : et l'on adore aujourd'hui la sécurité comme la divinité suprême. »

Perdre sa vie en la gagnant, la formule est connue, mais n'a rien perdu de sa vigueur. Cette réaction virulente et durable contre l'allongement du temps de travail constitue par conséquent un signe

encourageant. Si le travail était reconnu, en tant que tel, comme le lieu où l'on se réalise, on comprendrait mal le mouvement actuel contre le projet concernant les retraites. Là aussi réside une semence dont on ne peut qu'espérer qu'elle prospère : « La vraie vie est ailleurs » (Rimbaud).

Au-delà des différences, évidentes, entre les deux mouvements actuels, et radicaux, que nous venons d'évoquer, tous deux semblent dessiner un horizon de revendications ni réformiste, ni corporatiste, mais bien révolutionnaire. Réclamer (et agir en ce sens) que nos existences soient reconnues et non plus ignorées, que nos conditions de vie soient décentes, que le travail soit une nécessité à laquelle il ne faut consacrer que ce qui est utile à l'existence commune, voilà, me semble-t-il, ce qui va jusqu'à arracher ces deux mouvements ayant eu lieu en France à leur ancrage géographique et politique : il y a dans ces deux mouvements un ferment internationaliste, dont on ne peut qu'espérer que les générations à venir se saisissent. La nôtre pourra bien faire ce qu'elle peut, un tel renversement des valeurs (pour parler comme Nietzsche), demandera bien du temps, déjà celui de *ruminer*. Commençons donc par ruminer ces événements en cours.

Alain Naze

III.

La pluie ruisselle vers le haut

Toutes les mesures, fiscales et autres, prises depuis des années en faveur de l'« entreprise », qui bénéficient très majoritairement aux grands groupes et se traduisent de fait par l'enrichissement grandissant des déjà énormément riches, nous sont chaque fois vendues au nom de l'intérêt collectif, de la lutte contre le chômage, de la dynamisation de l'économie censée profiter à toutes et à tous, et bla bla bla, dans un retournement éhonté de l'évidence visible, imposture permanente dont nous sommes parfois dupes, qu'au mieux nous sommes le plus souvent résignés à laisser faire.

Le martellement incessant des slogans de « la seule politique possible », la sempiternelle injonction à voir « le monde tel qu'il est », l'endoctrinement constant qu'orchestre la classe dirigeante-dominante avec l'appui des grands médias dépendants (dépendants des puissances d'argent), tout cela finit par susciter une adhésion massive, ne serait-ce que tacite, ne serait-ce que par inertie, sur les principes qui règlent la marche des affaires. Le plus libre des esprits n'est jamais à l'abri de se surprendre à penser ou à dire, à propos de telle ou telle mesure de justice sociale qu'il serait prêt à soutenir du point de vue éthique : « oui, mais ce n'est pas réaliste économiquement ».

La réforme des retraites, c'est encore un marché de dupes. C'est une privatisation de plus, qui ne dit pas son nom, et dont les effets incontestables (documentés par l'exemple des pays où un système à points a été

adopté, comme en Suède, et confirmés par un simple calcul arithmétique) seront un appauvrissement général des retraités, notamment des retraité-e-s déjà pauvres, les femmes en première ligne. C'est un hold up sur un système solidaire qui, malgré ses défauts, valait mieux que celui qui s'annonce. C'est une nouvelle porte ouverte aux puissances financières des fonds de pension privés. Donc encore de l'argent, *notre* argent, qui part dans la poche des déjà énormément riches. Les riches et leurs valets politiques qui volent aux pauvres en leur expliquant qu'on n'a pas le choix, et que c'est de toute façon pour leur bien.

Le moment vient de dire collectivement, massivement : *ça suffit !, ya basta !, genug !, dosta ! enough !* Le moment vient de cesser de regarder passivement ce monde partir en morceaux, en le déplorant peut-être en silence, en signant au mieux de consolantes mais inefficaces pétitions, tout en continuant diligemment à faire notre devoir de bons citoyens, de bons travailleurs, de bons petits soldats de l'ordre néocapitaliste.

Quel monde voulons-nous, pour nous, nos enfants, les générations prochaines ?

Nous ne pouvons avoir la naïveté de croire que tout cela s'arrêtera tout seul. Que nos gouvernants veillent ou veilleront tôt ou tard à l'intérêt général. Que la machine à broyer le code du travail, les statuts, l'emploi, les pensions, la sécurité sociale, l'hôpital, l'école, l'université, les transports, les solidarités cessera d'elle-même son œuvre. Qu'un principe vertueux sous-tend ces changements qui, pour douteux qu'ils puissent d'abord paraître, se révéleront bénéfiques, un jour, car ceux qui en décident sont éclairés par la Sagesse, la Clairvoyance, le Souci de leurs administrés.

Jusqu'où nous laisserons-nous complaisamment prendre pour des imbéciles heureux ?

La machine à broyer les droits avance inexorablement, élection après élection, tant qu'on ne l'arrête pas dans la rue, par la grève, par la lutte.

Christophe Mileschi

Thawra[22]

(Liban, 17 octobre 2019)
Chronique d'une révolution à la dérive*

Mars 2020.

Faisons donc un retour sur les faits. Le 17 octobre 2019, le ministre libanais de la communication Mohammed Choukeïr propose d'instituer une taxe de 20 centimes de dollar sur les appels whatsapp. Cette disposition servait tout à fait les intérêts de la classe politique, car ce service de messagerie "online" est l'un des plus utilisés dans le pays, ce qui fait escompter de faire rentrer d'un seul coup une poignée de millions dans les caisses. Nécessité se fait sentir en effet de trouver des solutions face à une dette publique de 86 milliards de dollars, soit plus de 150% du PIB. La manœuvre est cependant totalement insensée et révélatrice du véritable problème libanais, le manque de de communication entre la classe dirigeante et le peuple ainsi que la prétention que ce soit toujours les couches les plus pauvres qui doivent payer les erreurs

22 Traduit de l'italien par Frank La Brasca. La transcription correcte du mot arabe en français s'effectue par un «th-» qui correspond à la consonne arabe ث (tha). Pour les noms propres nous avons modifié la transcription italienne traditionnelle des mots arabes en utilisant les règles de la trascription française: ex. «Gebran» devient «Djebran» (car la lettre arabe est le ج (djim). De même « Hassane » devient « Hassan », « Sawra » devient «Thawra » (note du traducteur).

* N.B. Cet article ne prétend pas être une analyse politique ni même économique de la crise financière et sociale qui s'est abattue sur le Liban au mois d'octobre dernier mais le témoignage vécu d'une expatriée à Beyrouth qui a vécu en première ligne les événements.

des couches privilégiées. Il faut en effet souligner que, contrairement à ce qui se passe en Europe où désormais les abonnements à internet sont très modiques, au Liban ce genre de services coûtent cher pour des prestations qui se révèlent médiocres : pas de fibre, streaming très lent, connexion qui disparaît dès qu'il y a du vent ou un orage, bref un pays où il est encore préférable de visionner un film sur DVD plutôt qu'en ligne, si on ne veut pas passer son temps à fixer une mire tournant à vide en essayant de charger une page whatsapp et donc par voie de conséquence où internet est loin d'être un service gratuit.

Cette proposition de loi s'est très vite transformée en une véritable mèche explosive. Le soir même, une centaine de manifestants est descendue dans la rue ; Il y avait d'ailleurs des mois que se succédaient les manifestations, mais elles étaient demeurées jusque-là silencieuses et n'étaient pas parvenues à rassembler de grandes foules. Les problèmes qui étaient dénoncés était les mêmes depuis trente ans : manque d'infrastructures de base, électricité, eau potable, gratuité des soins, état des transports.

Pour un étranger, débarquer au Liban équivaut à venir vivre dans une république bananière, où tout fonctionne de manière bancale. L'électricité d'état ne fonctionne qu'avec des coupures une semaine sur l'autre de trois heures par jour. La durée de ces coupures augmente au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la capitale et dans certains villages, elle peut être de douze heures par jour. Durant ces coupures, la plupart des appartements sont dotés de générateurs qui fonctionnent selon le nombre de watts que l'on peut acheter en début de mois. Le minimum est de 600 watts, pour un coût de 35 dollars mensuels. Avec 600 watts, pendant la période où l'électricité publique ne fonctionne plus, on peut faire fonctionner un réfrigérateur, recharger son portable et son ordinateur et, si on a de la chance, faire démarrer l'air conditionné dans l'une des pièces du logement. Cependant dans la plupart des cas les plombs sautent et il est impossible d'utiliser les appareils électroménagers tels qu'un aspirateur, un fer à repasser ou encore un four à micro-ondes. A mon arrivée à Beyrouth, il y a un an et demi, je faisais sauter à chaque fois le générateur car je n'arrivais pas à savoir quand il y avait ou pas du courant. Il me fallait donc à chaque fois descendre au rez-de-chaussée de l'immeuble pour le remettre en marche. J'ai installé une application sur mon téléphone qui m'indiquait la succession quotidienne des heures de coupure, en général réparties entre 6 et 9 heures du matin, 9 et 12 heures, 12 et 15 heures et 15 et 18 heures. Après le coucher du soleil, on doit supposer qu'il y a du courant. Malgré le fait que je me sois équipée d'un tel dispositif, l'électricité continuait à sauter et il me

fallait à chaque fois descendre au rez-de-chaussée. Cela m'a permis de réaliser que depuis quelques années, il n'y a plus aucune règle parce qu'il n'y a de moins en moins d'argent pour payer le pétrole et que l'électricité publique n'est pas en mesure de subvenir aux besoins minimaux de la ville, provoquant ainsi une succession de coupures qui sont désormais de plus en plus fréquentes. J'ai donc ajouté 600 watts supplémentaires et je dois donc dépenser à présent 75$ par mois pour le générateur, en plus du coût de l'électricité publique dont j'ignore le montant car la facture n'est adressée qu'une fois par an sans qu'on sache bien à quelle date précise elle est envoyée.

Voilà la manière dont fonctionne en gros le Liban. Il n'y a pas de transports publics, ni métro ni trains, mais uniquement des taxis individuels ou collectifs. Le taxi individuel coûte entre 5 et 10 dollars en ville, le taxi collectif un dollar et demi, on peut le héler dans la rue, lui indiquer la direction dans laquelle on veut aller, si celle-ci correspond à celle du chauffeur, on peut monter à bord. Ce genre de taxis circule aussi sur ce qu'on appelle ici des autoroutes (mais qui en réalité n'en sont pas), c'est-à-dire des routes à deux voies, en majorité dépourvues de toute signalisation et d'éclairage, où les automobilistes n'ont aucun scrupule à rouler en marche arrière, ni les scooters à rouler à contre-sens, ni encore les piétons à traverser en des endroits où il n'y a ni passages piétons ni feux rouges.

Avoir de l'eau chaude 24 heures sur 24 constitue un luxe, il faut allumer le chauffe-eau une heure avant usage et l'éteindre dès qu'on a pris sa douche. Il en va de même pour l'eau potable, qui est inexistante. Il est donc nécessaire de se procurer des bombonnes d'eau en plastique pour cuisiner et laver les légumes, on n'utilise l'eau du robinet que pour faire la vaisselle.
D'après les statistiques, le pays est le plus pollué de tout le Moyen Orient. L'explosion de cas de tumeurs dues au manque de mesures sanitaires est en train de mettre en péril une société dans laquelle n'existe aucun système de santé publique. Mais en attendant continuent à circuler des camions qui ont des moteurs datant des années soixante-dix, ce qui fait que nous respirons un air rempli de particules toxiques provenant des nombreuses décharges sauvages qui jonchent la plage.

Last but not least, la singularité du Liban est de se déployer d'un côté sur une magnifique côte maritime qui part de la Syrie et arrive jusqu'en Israël, et de l'autre de se prolonger derrière les montagnes jusqu'aux

plaines de la Bekka. C'est un paysage plein de surprises, qui pendant des années a été vanté par un slogan proclamant qu'on pouvait aller skier le matin et se baigner dans la mer le soir, tant les distances sont réduites et le pays petit. Malheureusement et encore une fois en raison du manque d'une politique écologique adaptée, tout le littoral côtier est à présent dramatiquement pollué ce qui fait qu'il est déconseillé de se baigner dans les eaux qui baignent les plages si bien que quand on va à la mer, on préfère nager dans les piscines construites à quelques mètres de la côte, non sans s'être au préalable assuré qu'elle ne soit pas remplie d'eau de mer, mais d'eau qui a été filtrée et traitée au chlore, afin d'éviter de s'exposer à des éruptions cutanées et autres allergies.

Pourtant, pendant trente ans, depuis la fin de la guerre civile jusqu'à aujourd'hui, c'est ainsi que le pays a fonctionné et il semblait même qu'il ne marchait pas si mal. A mon arrivée au Liban, en 2017, un sentiment de liberté et de *dolce vita* régnait dans les rues. La vie culturelle était en pleine ébullition. La plupart des gens est bi- ou trilingue et mélange l'arabe, l'anglais et le français. Beyrouth possède un charme unique, de nuit comme de jour, et malgré le fait que la vie quotidienne soit sous tant d'aspects acrobatique en raison des innombrables obstacles qu'il faut affronter, je me suis moi aussi vite habituée et j'ai commencé à apprécier cette anarchie légalisée, le fait de n'être soumis à aucune loi et de n'avoir à en imposer aucune, à ne pas à avoir à faire face aux angoisses causées par la bureaucratie, les contrôles, les impôts, les échéances, paperasses, documents, contrats à signer. Tout était simplifié. Il suffisait d'appeler une personne du quartier et une demi-heure après il était là, installait internet, mettait le gaz, ajoutait 600 watts au générateur. Je n'ai jamais eu à remplir de formulaires, je n'ai jamais reçu de factures. J'ai tout géré oralement et quand j'ai un problème domestique, j'appelle le factotum de mon quartier à son numéro privé, sans devoir passer par aucun « call center » ni aucun interlocuteur anonyme, et je peux raisonnablement espérer le voir rappliquer dans mon immeuble quelques minutes plus tard.

Mais plus tard le choc s'est produit, violent et sans préavis. L'effondrement si prévisible mais à chaque fois renvoyé à plus tard, est devenu réalité. Le 18 octobre, le ministre de la communication a retiré son projet de loi sur la taxe whatsapp, mais désormais le mécanisme était enclenché. A Beyrouth, régnait ce jour-là une atmosphère apocalyptique. Les magasins étaient fermés, les universités également ainsi que les banques. Les manifestants ont bloqué la plupart des grands carrefours de la ville et brûlé des pneus dans les rues,

rendant ainsi l'air encore plus irrespirable, tandis que l'odeur du caoutchouc montait jusqu'au ciel toujours plus sombre. A compter de ce jour et pendant plus de deux semaines, les manifestations sont devenues quotidiennes. Impossible de se déplacer dans la ville, difficile de se rendre à l'aéroport. Dans l'université où j'enseigne, nous avons pris quatre semaines de retard et renvoyé d'un mois la fin du premier semestre.

Le même slogan était répété en chœur : « Quand on dit tous, c'est tous ! », pour signifier la volonté du peuple de voir toute la classe politique, sans aucune exception, démissionner, étant donné qu'au lieu d'œuvrer dans l'intérêt du pays et de consacrer des fonds à la reconstruction d'une société dotée d'un minimum de services sociaux, elle n'a fait que démanteler tout ce qu'elle pouvait et s'est rempli les poches jusqu'à vider les caisses de l'état. Pour la première fois, toutes les communautés religieuses, chiites, maronites et sunnites, sans aucune distinction, se sont rangées ensemble derrière le drapeau libanais autour d'un seul slogan « un seul peuple, une seule nation ». On aurait pu penser qu'il s'agissait d'une révolution populaire, mais ce n'était pas le cas. Sur les places, on a vu se rassembler indistinctement toutes les classes sociales. Quelle importance peuvent avoir les millions que l'on accumule en banque, si l'eau que l'on boit est malsaine, l'air qu'on respire insalubre, les rues dans lesquelles on marche jonchées d'ordures. Tous les soirs, la place des martyres à Beyrouth était traversée par des foules venues danser, chanter, organiser des concerts, des expositions, des marches pour la paix et qui, balais et palettes à la main, nettoyaient les rues du centre-ville après les manifestations. Tous les matins à huit heures, une collecte différenciée des ordures ménagères était organisée par une ONG avec la participation active de nombre de femmes issues des familles les plus riches du pays. Durant cette période, Beyrouth n'a jamais été aussi propre.

La révolte s'est révélée universelle, elle a concerné tous les quartiers, toutes les villes, de Tyr à Tripoli, créant un élan qui en quelques semaines a réussi à obtenir la démission du premier ministre, Saad Hariri. On aurait pu penser qu'il s'agissait d'une victoire, mais ce n'était pas le cas.

C'est alors que la *thawra* (la révolution en arabe) a connu sa première et à la fois décisive défaite. Différents facteurs se sont conjugués pour imposer la fin, ou du moins l'essoufflement de la révolution. Le premier de tous, a été l'aggravation de la crise économique. Depuis le début de la révolution, les banques ont profité de la situation pour rester fermées pendant plus de deux semaines. Une fois qu'elles ont réouvert, elles ont

imposé de nouvelles règles auxquelles nous avons dû nous plier. Il n'a plus été possible d'effectuer des virements à l'étranger, de fermer son compte, de retirer plus de 300$ par semaine, de régler des achats à l'étranger par carte de crédit. Les liquidités du pays tout entier ont été de fait prises en otage, sauf pour les quelques et inévitables *happy few,* c'est-à-dire ces politiciens et ces banquiers qui ont bénéficié d'un statut particulier et transféré, précisément au cours de cette période, leurs capitaux dans l'eldorado suisse. Une commission est en train d'enquêter sur la question, mais nous sommes dans le *far west* et pas dans un état démocratique, si bien que la justice, comme tout le reste, est soumise aux lois d'airain du cartel au pouvoir, pas aux besoins du peuple.

La pénurie en dollars a été le facteur déclenchant de la crise économique, en venant s'ajouter évidemment à la dette publique dans laquelle a sombré l'état. Pendant les années le Liban a été un état qui dépendait de l'étranger pour les liquidités et les marchandises. Après la fin de la guerre civile, Hariri père, en accord avec le président de la banque centrale Riad Salamé, a échafaudé un plan de restructuration exclusivement centré sur le système bancaire, sans investir ni dans ls entreprises ni dans la production. Telles ont été les mesures essentielles qui ont été prises à la fin de la guerre. A long terme elles se sont révélées déstabilisantes et concourent aujourd'hui à la banqueroute du pays. La monnaie libanaise a été stabilisée sur la base du dollar : au Liban on peut payer dans ces deux devises, 1$ équivalant à 1500 LBP. Mais le Liban n'imprime pas de dollars, mais seulement des livres libanaises, il a donc dû instaurer une dépendance monétaire vis-à-vis de l'étranger, en premier lieu des États-Unis. Pour attirer les capitaux étrangers et les liquidités de la diaspora libanaise, on a mis en place des taux d'intérêt bancaires qui atteignaient les 8% pour les comptes en dollars et les 12-13% pour les comptes en livres libanaises. Cela a permis l'afflux de devises, mais a également découragé les investissements dans les autres secteurs productifs : on a ainsi créé un état de rentiers, dépendant de leur taux d'intérêt bancaire et qui, au lieu d'investir dans le secteur alimentaire ou dans celui des services, ont commencé à tout importer de l'étranger, en payant les taxes et les marchandises en dollars, étant donné que la livre libanaise n'est pas acceptée à l'extérieur du pays.

Depuis quelques années, ce système a commencé à vaciller. Les désaccords avec l'Arabie Saoudite ont causé la volatilisation d'une partie du capital bancaire, la crise migratoire engendrée par le conflit syrien a déstabilisé la situation économique, la participation du Hezbollah, considéré par beaucoup comme un parti

terroriste, au gouvernement a discrédité le Liban aux yeux des puissances étrangères, tandis que l'Iran, qui finançait les armes et l'armée de cette faction (ce qui a eu pour effet de créer un état dans l'état avec des zones entières du pays qui sont désormais sous sa coupe) subit les contrecoups de la crise économique et a cessé d'envoyer les dollars nécessaires pour garantir la fidélité des fidèles à ce parti.

La situation est devenue explosive En raison de la pénurie de dollars, la livre a été dévaluée et la valeur du dollar est passée de 1500 à 2000- voire 2500 LBP. Ceci a entraîné une augmentation vertigineuse des marchandises importées, dont le Liban dépend à 90%. Les supermarchés ont aussitôt augmenté leurs prix, beaucoup de restaurants et d'entreprises ont dû fermer. Le taux de chômage est monté à plus de 35%.
Pourtant, cette situation ne semble pas avoir déstabilisé la classe politique. A part la démission symbolique de Saad Hariri, le reste du *cartel* est resté en place. C'est d'ailleurs ce qu'avaient annoncé ses membres dès le début de la révolution « C'est nous ou la guerre ; Si vous n'êtes pas contents, vous êtes libres d'émigrer ». Aujourd'hui, après presque cinq mois de manifestations et de crise économique, c'est l'impasse et rien de bon ne semble s'annoncer à l'horizon. On parle de dix années au moins de crise économique et le gouvernement, dans une des dernières déclarations faites à la télévision par le nouveau premier ministre, Hassan Diab, choisi d'ailleurs par le Hezbollah, a déclaré qu'il n'était plus en mesure désormais de protéger les citoyens. Il a jeté l'éponge, mais pas les rênes du pays.

Je pense que le moment le plus emblématique de cette révolution, qui de pacifique au départ est devenue violente, au point qu'aujourd'hui on ne manifeste presque plus dans la rue mais on organise des actes de vandalisme collectif contre les banques, a été celui qui s'est déroulé au cours du Forum de Davos en janvier dernier. Le peuple libanais avait demandé à plusieurs reprises l'annulation de la participation au Forum de Djebran Bassil, ancien ministre des Affaires Étrangères, car il ne se sentait pas représenté par un personnage que beaucoup ne considèrent pas comme un homme politique au sens noble du terme, mais comme un membre d'une famille mafieuse qui tient le pays sous son joug. Les mises en garde et les pétitions n'ont servi à rien. Djebran Bassil s'est présenté au Forum où il est arrivé en jet privé. En guise de réponse à l'avalanche d'accusations dont il a été l'objet sur son gaspillage de l'argent public étant donné le mode de transport qu'il avait choisi, Bassil a déclaré qu'il n'avait pas puisé dans le trésor public, mais qu'il avait financé son vol sur ses propres deniers. La journaliste Hadley Gamble ainsi que la ministre hollandaise du

commerce extérieur Sigrid Kaad, toutes deux présentes lors des débats ont manifesté une certaine surprise devant cette déclaration de Bassil : il est en effet difficile de croire qu'un fonctionnaire politique rémunéré par les seules contributions des citoyens puisse se permettre le luxe de disposer d'un jet privé. Djebran Bassil a dû ainsi revenir sur sa propre déclaration, en affirmant qu'il s'agissait là d'une faveur qui lui avait été accordée par un ami. Quand on lui a ensuite demandé s'il était venu en tant que représentant légitime de l'État, Basil a répondu que c'était le Président, c'est-à-dire son beau-père Michel Aoun, qui lui avait demandé de le représenter. Ce qui avait débuté comme une révolution semble s'être transformé en une tragédie grecque et laisser désormais transparaître la véritable nature shakespearienne de la caste au pouvoir, où ce ne sont pas des hommes libres qui gouvernent, mais les enfants des seigneurs de la guerre d'il y a trente ans. Ce sont eux qui ont fait la guerre, eux qui ont trouvé un compromis pour en sortir en instaurant le système confessionnel d'aujourd'hui, eux encore qui se sont partagé le butin durant toute cette période, eux enfin qui, à présent, en rejetant la faute sur le système confessionnel lui-même, ne veulent cependant ni l'abandonner, ni démissionner de leurs fonctions.

Cette révolution a dévoilé la véritable nature mafieuse du pouvoir. Elle a cependant soulevé également un immense espoir, non pas dans la politique, mais dans la société civile, la seule instance qui a fait preuve de courage et d'humilité et qui s'est engagée à gérer le bien public de manière autonome et autogérée, en organisant des débats sur la démocratie, en stimulant une prise de conscience écologiste, en créant une assistance sanitaire, en organisant la collecte de médicaments, en offrant des visites médicales gratuites, en gérant la centralisation et la distribution de colis alimentaires destinés aux quartiers les plus pauvres, en distribuant des bourses d'étude pour les familles les plus nécessiteuses. La révolution n'a pas abouti au renversement de la classe au pouvoir, cela prendra encore une ou deux générations, mais elle a mis en évidence les deux faces opposées de ce pays, celle politicienne de la corruption et de l'individualisme et celle humaniste de la société civile, inspirée par les valeurs de la solidarité collective.

Paulina Mikol Spiechowicz

La crise des Gilets Jaunes et l'horizon des possibles. De chacun selon ses privilèges à chacun selon ses besoins

« On vient te chercher chez toi »

Le mouvement des GJ est éminemment politique. Ses actions et ses revendications l'indiquent de façon indisputable[23]. Et ce quoique beaucoup parmi les GJ le définissait comme un mouvement apolitique ou impolitique, voire carrément antipolitique. « Ici on ne fait pas de la politique » ; « la politique, ce sont les gens corrompus » ; « la politique est partisane, nous on est pour le bien commun, pour le bien de tous les français » : autant de phrases que l'on pouvait écouter sur les ronds-points occupés, lors des manifestations du samedi, dans les échanges sur les pages Facebook et dans les groupes Telegram ou au sein des assemblées populaires. *La sphère du politique* est ici réduite au règne du privilège et de l'opacité. Les institutions étatiques sont identifiées à un comité d'affaires voué à satisfaire les besoins des riches. Le caractère instrumental et de classe du politique est ainsi devenu une des cibles principales des GJ.

23 Les remarques suivantes doivent beaucoup à l'élaboration produite au sein de la Plateforme d'Enquêtes Militantes (www.platenqmil.com). Ce texte est la version abrégée d'un article rédigé en novembre 2019 pour la revue brésilienne *Lugar Comum*.

Or, les crises de la démocratie libérale, du parlementarisme et de la représentation ne constituent certes pas des nouveautés, mais sont mises sous les projecteurs par le mouvement des GJ. Il s'agit de phénomènes sociopolitiques bien plus profonds, qui trouvent leur ancrage matériel dans les transformations d'ensemble du processus d'accumulation capitaliste, dans les mutations de la composition subjective des classes sociales et dans la reconfiguration de la forme-État résultant de l'écroulement du régime keynésien et fordiste. Et pourtant, bien que la désaffection, voire la haine et la colère vis-à-vis des gouvernants, soient des faits sociaux qui datent de plusieurs décennies désormais, *la crise de 2008* a impliqué un saut qualitatif sans précédents. Elle *a joué un rôle constituant* non seulement pour ce qui est de la radicalisation des processus de financiarisation et de transnationalisation de la production, mais aussi en ce qui concerne l'imperméabilité toujours plus grande des classes dominantes aux demandes de justice sociale et d'auto-détermination politique des couches inférieures. C'est en effet avec le déclenchement de la crise de 2008 que le pseudo-clivage droite/gauche a été dépassé non seulement de fait, mais aussi d'un point de vue formel : la socialisation publique des dettes privées des institutions bancaires et financières et la sclérose autoritaire des politiques d'austérité ayant été les deux seules réponses que les gouvernements ont été à même de mettre en place. De plus, le fait que dans plusieurs pays les partis soi-disant modérés de droite et de gauche se sont retrouvés très souvent au gouvernement ensemble a révélée définitivement les cartes en jeu : peu ou prou, ils sont tous au service des mêmes groupes d'intérêt. Entre-temps, aucune voie de sortie de la crise économique se montre à l'horizon, alors que la montée des autoritarismes et des extrêmes droites se fait de plus en plus inquiétante aux quatre coins de la planète.

À cet égard, s'il est vrai que le néolibéralisme s'est construit comme une forme de gouvernement technocratique, il faut bien souligner comme c'est au sein de l'Union Européenne que les processus de « dé-démocratisation » ont été poussés le plus loin. Bruxelles – avec ses règles d'or et ses traités de fer – est de plus en plus devenue synonyme de l'auto-référentialité anti-sociale et post-démocratique des oligarchies dominantes, lesquelles gouvernent en faisant abstraction de la volonté des populations auxquelles elles administrent leurs purges. La froide rigueur des managers bruxellois et l'inflexible sévérité de leurs diktats austéritaires, élaborés dans l'obscurité des palais du pouvoir, contrastent assez fortement avec la pratique de la démocratie directe telle qu'on la voit à l'œuvre sur les ronds-points et dans les assemblées populaires, où la prise en charge réciproque, le respect mutuel, la libre circulation de la parole et la consolidation du lien social se fondent sur la recherche de transparence et d'horizontalité. Un des traits communs du cycle de

mobilisations de 2011 avait déjà été le désir de se réapproprier la politique et de s'investir en première personne pour redresser les destins collectifs. Les occupations des places ont ainsi représenté des foyers de subjectivation où le social et le politique se mélangeaient, jusqu'à fusionner l'un dans l'autre – l'auto-organisation de la mobilisation et l'auto-gouvernement des espaces occupés faisant corps avec les tentatives de résistance aux offensives menées par les forces de l'ordre et par les armées. Cette co-imbrication entre question sociale et question démocratique, qui est l'une des marques de fabrique des mouvements qui ont émergé tout au long des années Dix, s'érige dans plusieurs contextes nationaux contre la gestion autoritaire de la crise que les gouvernants orchestrent un peu partout dans le monde.

Le cas français non seulement ne déroge pas à cette règle, mais il l'illustre de façon paradigmatique. Si pour les GJ les problématiques matérielles de la production et de la reproduction de la vie sociale doivent être assumées collectivement, et si la pratique de la démocratie directe ne se limite pas à la simple libération de la parole, mais elle s'enracine localement dans la prise en charge des aspects matériels de la vie de tous les jours, il est alors clair que les assises de la constitution en vigueur se placent aux antipodes par rapport à une telle sensibilité politique. *GJ et Vème République* : l'opposition est nette et tranchante. La verticalité du présidentialisme à la française, le rôle réduit du législatif et sa progressive dépossession au profit de l'exécutif, la centralisation parisienne du pouvoir : autant d'éléments qui emblématisent à la perfection les vestiges du vieux monde dont les GJ veulent se libérer.

À ce propos, la figure jupitérienne d'Emmanuel Macron et la mesquinerie de son entourage ont fait monter d'un cran l'hostilité vis-à-vis de l'État et de ses représentants. Incarnation présomptueuse du *self made man*, le chantre de la *start-up nation* a mis le feu aux poudres : l'arrogance et le mépris de classe affichés tout au long de la première année et demie de présidence, de pair avec son plan audacieux et profondément inégalitaire de restructuration sociale, ont donné corps à l'attaque et à l'humiliation subies par les strates de société paupérisées ou en voie de paupérisation qui composent les GJ. Rien d'étonnant, alors, si les « Macron démission » et les « Macron dégage » ont rythmé la mobilisation, dès ses débuts jusqu'à présent. Les sollicitations hautaines et dédaigneuses qu'il a exprimé à maintes reprises – « ceux qui ne valent rien », « les petites gens », « ceux qui ne réussissent pas leur vie », « ceux qui coûtent un pognon de dingue », « les fainéants », « les gaulois réfractaires au changement », « les illettrés » – ont reçu, pour toute réponse, l'interpellation directe du monarque et le foutage de gueule de son orgueil odieux. « Qu'ils viennent me chercher », affirma, fier et pompeux, « le Président des riches » en plein milieu de l'affaire Benalla. Les GJ

n'ont pas tardé à réagir, en convoquant le souverain même sur la place publique afin de le destituer. L'irrévérence du propos n'a eu d'égal que la virulence du passage à l'acte. La promesse a bel et bien été maintenue et s'est transformée en une menace réelle : « Emmanuel Macron, ô tête de con, on vient te chercher chez toi » !

« Pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur »

Ce n'est pas un hasard, donc, si le premier vrai rendez-vous public du mouvement a eu lieu sur l'Avenue des Champs Élysées, symbole par antonomase du pouvoir et de la richesse. C'est ici que, samedi 17 novembre 2018, les GJ se sont invités eux-mêmes, sans demander l'intercession d'aucun organisme partidaire, associatif ou syndical. Ensuite, ils et elles y ont pris goût, et on dénombre désormais plus de 50 Actes, éparpillés sur l'ensemble du territoire français... Macron étant un des architectes principal du plan d'élimination de toute forme de médiation sociale, l'irruption brusque et puissante des GJ, en dehors des cadres institutionnels classiques, peut être lue comme une *némésis* inattendue ; une sorte de retour du réel ou de compensation des méfaits perpétrés par la noblesse d'État française, dans sa tentative de se servir de la crise comme d'un dispositif pour réformer la société et gouverner la « populace ». Au renforcement de la contre-révolution néolibérale, les GJ ont opposé l'intensification du conflit social et politique. C'est ainsi que la dureté de la crise a trouvé son pendant dans la radicalité des actions : blocages de la circulation des flux de marchandises et de personnes, émeutes dans les quartiers riches des métropoles, affrontements directs avec les forces de l'ordre, saccages des magasins et des boutiques de luxe, occupations de lieux, pratique assidue de la démocratie directe, élaboration collective de revendications sociales, écologiques et politiques issues d'auto-enquêtes, etc.

À cet égard, la trajectoire du soulèvement des GJ ne doit pas être lue comme la tentative de compenser un « manque » afin de rétablir les équilibres sociaux minimaux désormais perdus. Au contraire : elle constitue à plein titre une affirmation positive en soi et pour soi, riche d'éléments originaux. À la différence de ce que soutiennent certaines hypothèses forgées lors des premières semaines de mobilisation, l'entrée des GJ sur la scène du conflit n'est pas le pur reflet de l'effritement des médiations ; elle ne correspond pas plus au besoin d'instituer un nouvel régime de négociations dont l'objectif consisterait à moraliser la société, en la rendant plus juste et équitable. Les GJ n'ont jamais cherché à revitaliser les formes de représentation

existantes ni à en inventer des nouvelles. Le mouvement a en revanche toujours pratiqué la voie de l'auto-organisation et du contre-pouvoir, en refusant de façon résolue toute tentative de récupération.

C'est pourquoi les thèses développées par l'historien et politologue Samuel Hayat[24] nous paraissent discutables – et ce notamment à cause des évolutions du mouvement dans les phases successives à leur rédaction. Dans les textes en question, qui ont eu le mérite de fournir une grille de lecture importante à un moment de perte générale de repères théorico-politiques, Hayat interprète les GJ comme un mouvement « citoyenniste » et conservateur, visant à restaurer un pacte social brisé par quarante ans de restructurations néolibérales. Il s'agirait donc non seulement d'un mouvement à la recherche d'un nouveau contrat social, mais aussi d'un mouvement communautaire qui veut revenir aux « normes intemporelles » propres à « l'économie morale ». De plus, le « démocratisme » des GJ, comme cela émerge clairement de la centralité du RIC, éviterait toute forme de conflit intérieur, en se révélant en ceci un allié parfait du néolibéralisme, par sa tendance à réduire les problèmes politiques à des questions techniques résolvables à l'aide d'experts. Or, si ces arguments pouvaient faire l'objet de remarques critiques déjà lors de leur écriture, ils sont à relativiser encore plus depuis plusieurs mois.

Les demandes de réintroduction de l'ISF et d'abolition du CICE – « que les GROS payent GROS et que les PETITS payent PETIT » – ou plus généralement les demandes de revalorisation du salaire minimum et des retraites, de renforcement du système de sécurité sociale, de soutien aux malades, aux SDF, aux personnes handicapées, aux chômeur.seu.s, etc., tout comme la nécessité de requalifier et relancer les services publics, notamment dans les territoires délaissés, interpellent certes « la main gauche de l'État » dans ses fonctions de redistribution et de régulation, sans pour cela aspirer à se mettre sous son égide bienveillante. En aucun moment l'État a été visé par le mouvement comme un père protecteur auquel on déléguerait l'honneur et le devoir de défendre la communauté nationale s'insurgeant contre les ravages de la mondialisation. Le gilet jaune – marque visible et superficie d'inscription de slogans, mots d'ordre, effigies, etc. – est bien plus qu'un simple signal d'alarme à destination des bons gouvernants. Il est le symbole par antonomase d'une réactivation politique qui exprime la colère pour toute variable réformiste. L'élaboration initiale de ces revendications – dont une certaine partie a fini par constituer le cœur stratégique des GJ, alors que d'autres sont tout bonnement disparues des radars – a plutôt représenté un passage crucial dans la construction des

24 Cf. https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/05/les-gilets-jaunes-leconomie-morale-et-le-pouvoir/ et https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/24/les-gilets-jaunes-et-la-question-democratique/.

perspectives du mouvement. Mouvement qui s'est caractérisé par des demandes de justice inédites – la justice fiscale notamment – et par des demandes plus reconnaissables par les habitué.es de la critique – justice sociale, environnementale et démocratique. Mais dont le véritable intérêt consiste 1. en leur unité indissociable et 2. en les formes de subjectivation auxquelles elles ont contribué à donner lieu[25].

Il nous semble donc nécessaire d'esquisser quelques remarques. Tout d'abord, il faut revenir sur la prétendue dyscrasie qui subsisterait entre la radicalité des pratiques des GJ et les traits relativement modérés des revendications, qui touchent pourtant l'ensemble des rapports sociaux existants. Ensuite, il convient d'insister sur la nature structurellement irrecevable de (toutes) ces revendications, leur impossible application de nos jours. Pour ce qui est du premier point, il peut apparaître à première vue paradoxal de demander de consolider le pouvoir d'achat, d'introduire le RIC ou de contester l'augmentation de quelques centimes du prix de l'essence en mettant à feu et sang un tiers de la capitale et de vastes zones d'autres métropoles françaises. Ce serait toutefois accorder trop d'importance à la dimension discursive au détriment de celle pratique et cela notamment à un moment où la construction du mouvement était entièrement *in fieri*. Au mois de décembre 2018, le caractère spontané et extraordinaire de ce soulèvement populaire a surpris tout le monde, en brouillant les cartes en table. Et tout le monde s'est ainsi jeté au bras le corps sur la liste des revendications comme si on avait enfin trouvé des puissantes lentilles à même de déchiffrer l'ADN de cet OVNI sociopolitique. Les chemins de la subjectivation GJ, pourtant, nous ont mené très loin, bien au-delà de l'économie morale et populaire.

À cet égard, la prise en compte des comportements d'insubordination de masse de la période et des formes d'auto-organisation aurait été non seulement beaucoup plus passionnante, mais aussi plus pertinente[26]. Sans vouloir nier un seul instant l'importance de la prise de parole des GJ et de la critique de l'idéologie (du mouvement), cet angle d'attaque nous paraît plus probant. C'est en effet dans les pratiques, que la quête d'auto-détermination et le discrédit total de l'État et de sa classe dirigeante ont d'emblée émergé de façon cristalline. Les actions des GJ étaient au moins autant parlantes que la liste des revendications : taguer l'Arc

---

25 À ce propos, nous pouvons mentionner un des slogans principaux du mouvement – « fin du monde, fin du mois, même système même combat » – ou considérer la torsion imprimée à l'hymne national : si lors des premiers Actes on entendait entonner plusieurs couplets de la Marseillaise, autour du printemps 2019 le chant a ensuite été réduit à ses verses fondamentaux (« Aux armes citoyens ! ») pour être enfin complètement détourné : « Aux armes gilets jaunes ! ».

26 Ce que Hayat d'ailleurs n'a pas manqué de souligner avec acuité – le premier de ses deux textes se concluant déjà par le signalement de la proposition de Commercy de se réunir dans les semaines à venir en « Assemblée des Assemblées »

du Triomphe, défoncer la Marianne, piller le cœur doré des villes, attaquer les préfectures, s'affronter aux forces de l'ordre, bloquer les nœuds stratégiques de la circulation, refuser d'élire des porte-paroles, s'organiser en complète horizontalité, pratiquer l'auto-enquête etc. Tout cela a été extrêmement révélateur et a fourni dès le début une excellente boussole pour s'orienter dans ce magma incandescent.

En ce qui concerne l'inacceptabilité *de facto* (de l'ensemble) des revendications sociales et politiques des GJ, il faut mettre en avant l'état très avancé de la crise en cours. Aujourd'hui le système capitaliste est tellement crispé que les moindres propositions de distribution de revenu ou les demandes d'ouverture démocratique les plus timides sont perçues comme des menaces à la stabilité économique et politique. L'écrasement du premier gouvernement Syriza en Grèce et les réponses mises en place pour contrer les mouvements post-crise en sont l'épreuve la plus limpide. Aucun doute, alors, que des revendications concernant *à la fois et de façon indissociable* une transition socio-écologique, une fiscalité beaucoup plus progressive de celle à l'œuvre actuellement, un renouvellement profond des droits sociaux et des institutions du *welfare* (instruction, santé, transport, salaire direct et indirect), une prise en considération sérieuse de la volonté populaire, etc. ne pouvaient pas être admises. Et ce d'autant plus qu'Emmanuel Macron aspirait à défier le leadership européen d'Angela Merkel… En plein milieu d'une crise systémique et structurelle comme celle enclenchée en 2008, prétendre se battre « pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur » ne pouvait que déterminer une intensification du niveau de l'affrontement social.

« On est là »

Pour comprendre et illustrer la force du mouvement, il faut passer en revue la pluralité de ses formes d'action[27]. Les GJ ont effet renouvelé en profondeur les pratiques du blocage, de l'assemblée et de la manifestation, tout en pratiquant l'auto-enquête d'une façon extrêmement intéressante. Par-delà les occupations des maisons du peuple et les actions de péage-gratuit, ce qui a caractérisé le mouvement ce sont ces quatre formes d'actions : 1. des blocages de la circulation, et notamment des ronds-points stratégiques pour ce qui est des flux des marchandises ou des flux des personnes – l'enjeu n'étant pas

27 Ce dernier paragraphe est largement inspiré par les réflexions que nous avons exposé avec François-Xavier Hutteau au colloque *Historical Materialism* de novembre 2019, et dont le texte a été co-publié en anglais par les sites en libre accès de *Notes from Below* et de *Viewpoint Magazine*, avec le titre *Back to the Future: The Yellow Vests Movement and the Riddle of Organization.*

seulement le blocage économique, mais aussi la visibilité et l'échange avec la citoyenneté ; 2. la transformation de ces blocages en des occupations et la prolifération d'espaces assembléaires, qui sont tout de suite devenus les foyers de l'auto-organisation du mouvement et des lieux de sociabilité et d'entraide, de solidarité et de fraternité ; 3. c'est au sein des ronds-points occupées et des assemblées locales que les GJ ont discuté sans cesse entre eux, élaboré des questionnaires, mis à points des cahiers de doléances, avancé des revendications : bref qu'ils ont fait de l'enquête militante sur eux-mêmes en perfectionnant les perspectives politiques d'ensemble et en organisant sans cesse des actions, dont le spectre va du sabotage et des pratiques offensives aux initiatives pacifiques et symboliques ; 4. la transformation de la manifestation classique, avec son cortège établi en accord avec la préfecture pour déambuler d'un point A vers un point B, en un rendez-vous émeutier hebdomadaire dans les quartiers riches des métropoles françaises,. Et bien évidemment, cette pluralité de formes d'action doit toujours être considérée à l'intérieur de précises coordonnées spatio-temporelles – le mouvement étant présent sur toute la France, et ce depuis douze mois.

À cet égard, on doit aussi considérer la longévité exceptionnelle du mouvement, qui dure désormais depuis un an, et qui est un autre symptôme de sa force. Par-delà la complexe hétérogénéité de sa composition sociale et géographique, tout au long de cette période le mouvement a muté sans cesse et il a traversé différentes phases, en fonction de l'évolution propre à son processus organisationnel, mais aussi en fonction des tactiques mises en place par le pouvoir pour le contenir, le détourner, le réprimer, etc. Et à chaque moment les GJ ont su exprimer des dynamiques significatives. Le mouvement a ainsi connu des pics d'intensité (les premières quatre semaines, le 16 mars, le 14 juillet), des périodes de reflux (pendant la campagne électorale pour les européennes, au mois d'août, au mois d'octobre), d'autres de forte contamination (le 5 février et le 1er mai avec les bases syndicales, les marches anti-racistes et en banlieue de février et de juillet, à de nombreuses reprises avec les composantes féministes ou avec les instances propres aux luttes des femmes, en septembre avec les mouvements écologistes), tout en étant toujours très important pour le soutien aux luttes en cours, qu'elles soient locales et liées aux territoires ou sectorielles et liées au monde du travail.

De plus, le mois de novembre a connu deux dates importantes, qui ont relancé le mouvement après la stase d'octobre : la IVème Assemblée des Assemblées et le premier anniversaire. Ces deux moments forts ont constitué un passage crucial dans la préparation du mouvement de grève contre la réforme sur les retraites qui démarre début décembre, et qui est lancé sous le signe de l'« effet jaune ». La subjectivation politique

des GJ et les formes de contre-pouvoir que le mouvement a su développer jusqu'à présent nous paraissent donc porteuses d'un grand potentiel politique – au point de soutenir la thèse selon laquelle les pratiques et les imaginaires du conflit à l'œuvre aujourd'hui en France sont fondamentalement redevables au mouvement des GJ. Et ceci fait partie aussi d'un des legs parmi les plus précieux de cette année extraordinaire de luttes, toujours en cours : la gilet-jaunisation des dynamiques de lutte sociales et politiques[28].

Davide Gallo Lassere

28 Cet article a été rédigé juste avant le déclenchement du mouvement contre la réforme des retraites. Sur le concept de « gilet-jaunisation » cf. http://www.platenqmil.com/blog/2019/12/02/5-6-7-8—apres-les-ronds-points-le-grand-pont, http://www.platenqmil.com/blog/2019/12/29/grevolution--1er-round-dune-greve-generalisee et https://acta.zone/pour-une-gilet-jaunisation-du-mouvement-social/.

Grève à l'Opéra de Paris 2019-2020

Comment arriver à faire comprendre et connaitre au grand public les raisons de notre attachement à notre régime « spécial » ?

Qui dit régime spécial ...dit spécificités... ; et à l'Opéra de Paris, qui est une fourmilière de métiers et talents différents, elles sont bien présentes. La caisse de retraite a été instaurée par Louis XIV pour préserver les artistes. On entend beaucoup dire ... « mais les artistes des autres maisons, alors ? »

On entend aussi dire ... « les artistes peuvent donner des cours » ou encore « les techniciens n'ont pas un métier plus difficile qu'un maçon » ... « La caisse coûte trop cher à l'état », etc...

Essayons de mettre de l'ordre dans ces informations ou « désinformations ».

Les danseurs qui sont dans le ballet commencent l'école de danse pour la plupart dès l'âge de 7 ans, c'est-à-dire préparation intense, sacrifices, blessures, participation aux spectacles. Beaucoup entrent dans le ballet où le rythme est soutenu ... cours, répétitions, spectacles, avec une exigence de qualité très forte. À 42 ans, ils sont « usés » La petite pension qu'ils reçoivent leur permet alors de « rebondir » et de compléter par une autre activité éventuelle mais est très faible (de l'ordre de 1200 euros). Tous les danseurs ne peuvent pas donner des cours. Le « marché » n'est pas assez important et aléatoire. Quant à la filière de professeur, elle est spécifique et différente de la filière artistique dans toutes les catégories.

Les artistes du chœur ont un parcours bien différent. Une voix est « mûre » assez tardivement et la plupart entrent dans le chœur APRÈS 30 ans. Le rythme et la fréquence des opéras est très intense également et varie en fonction de la programmation et donc des directeurs, qui, parfois oublient qu'il y a 2 orchestres, 2 ballets, mais UN SEUL CHOEUR ... L'alternance d'ouvrages très lourds vocalement devient donc problématique. Les voix peuvent s'user et le corps aussi. Les mises en scène parfois compliquées physiquement, sur des plans inclinés, avec des costumes très lourds et des représentations qui ont lieu le jour même d'une répétition d'une mise en scène d'un opéra différent. Comment la voix pourrait-elle garder la même qualité jusqu'à 64 ans ?

Dans la presse, il a été dit que les artistes partaient à 50 ans ! Cela est faux, l'ouverture des droits au départ (avec une toute petite retraite) se faisait à cet âge, et elle recule chaque année. Les artistes partent donc avec des décotes (et non une pension à taux plein) car leur nombre d'années en dépend, comme dans tout système. Par le passé, ils pouvaient partir à 55 ans (en étant licenciés) et bénéficiaient des assedics jusqu'au versement de leur pension. Depuis 2008 et la première réforme, cet avantage a disparu... et maintenant il faudrait aller jusqu'à 64 ans ... Un artiste des chœurs fait une moyenne de 100 soirs par an sur la totalité de sa carrière (avec des répétitions en journée). Sans compter les dimanches et jours fériés et le manque de jours de congés successifs.

Les artistes musiciens ont également un rythme très soutenu entre les ouvrages lourds à travailler et les concerts à jouer. Tendinites, problème de souffle, de lèvres pour certains instruments et bien d'autres problèmes physiques : aller jusqu'à 64 ans fera obligatoirement perdre en qualité.

Dans le nouveau système qui mettra donc TOUS LES ARTISTES dans le même système, les inégalités seront donc plus fortes puisque le rythme de l'opéra n'est pas très envié des collègues des autres maisons d'opéras. Alors qui viendra passer les concours ? le recrutement va donc devenir compliqué.

Voilà pourquoi nous nous battons pour la pérennité de notre régime, pour garder l'excellence artistique reconnue dans le monde entier. La spécificité de l'Opéra de Paris, c'est aussi la fréquence des spectacles. Nous nous battons pour cette reconnaissance et pas seulement pour nos « acquis sociaux » comme certains disent. Ces acquis sont justifiés et doivent être entendus. Le gouvernement actuel « travaille » avec les partenaires sociaux sur des aménagements de la réforme mais rien de concret ni d'écrit n'est à ce jour acté. Voilà pourquoi nous continuons à nous battre, n'en déplaise à « certain public » privilégié ; qui, lui, ne perd

même pas l'argent de sa place achetée mais se permet de huer ou d'injurier les grévistes car il n'a pas pu voir un spectacle de qualité.

Et ce gouvernement fait croire à tout le monde que nous sommes des « ultras privilégiés »et que notre caisse coûte cher. Les chiffres parus dans la presse sont présentés de telle façon qu'elle présente la caisse de retraite « déficitaire ». Or, la subvention de l'état couvre la moitié de ces dépenses mais il y a à peu près autant de pensionnés que d'actifs. Dans le nouveau régime la subvention disparaitra mais la caisse universelle récupérera les fonds restants. Mais en attendant. Et pour encore de nombreuses années avant que le système ne puisse « basculer » dans le nouveau, ces nouvelles règles coûteront beaucoup plus cher à l'état et donc ... au contribuable !

Un expert a été nommé au sein de l'opéra pour analyser le coût de cette réforme et le résultat est surprenant. Mais le ministre répond : « nous le savons mais le président de la république et le premier ministre ont décidé de mener cette réforme jusqu'au bout ».

Force est de constater que le travail en amont n'a pas été fait et qu'aucune concertation n'a eu lieu en ce qui concerne l'Opéra de Paris quoiqu'il ait pu être dit et que le gouvernement demande maintenant aux partenaires sociaux de trouver des solutions pour compenser les problèmes des artistes et leur départ anticipé. Mais ce gouvernement ne propose pas grand-chose.

Béatrice Malleret

La médiatisation des mouvements sociaux européens en Amérique latine

Après avoir rencontré Pierre Joseph Proudhon à Paris, l'anarchiste grec Plotinus Rhodakanaty s'installe au Mexique où, influencé par les idées du théoricien mais également par Fourier, il publie en 1861 *Las Cartillas Socialistas*. Peu de temps après, il va encourager la création du Groupe d'Étudiants Socialistes, se réclamant du bakounisme. Parmi ses disciples enthousiastes, on trouve Francisco Zalacosta, qui mènera diverses luttes paysannes, Santiago Villanueva, organisateur du mouvement ouvrier mexicain, et « Alberto Santa Fe, qui en 1878 a fondé l'éphémère Parti Communiste Mexicain, qui peut être considéré comme la première organisation bakouniste du Mexique »[29]. Dans la première décennie du XXe siècle, Ricardo Flores Magón rencontre Emma Goldman, qui, comme lui, est en exil aux États-Unis. Une rencontre fortuite qui sera décisive pour l'émergence d'un deuxième courant d'anarchisme mexicain, indispensable au développement de la Révolution mexicaine. Outre le Mexique, dans d'autres pays d'Amérique Latine tels que le Chili, l'Uruguay, le Brésil et le Pérou, l'anarchisme commencera à se renforcer à partir de la fin du XIXe siècle, mais c'est en Argentine que ce mouvement aura une influence remarquable sur la vie politique du pays, grâce précisément à la forte migration des Italiens, beaucoup de travailleurs conscients, mais

29 Según Carlos Rama, cité parr Angel Cappelleti, en Prehistoria del Anarquismo, Araucaira, Buenos Aires, 2006, p. 123.

surtout avec l'arrivée d'exilés comme Ettore Mattei, qui, après un passage par Marseille, est arrivé en Argentine, où il s'est rapidement associé à des groupes anarchistes italiens et a distribué librement les journaux *La Questione Sociale* (italien) et *La Révolte* (français) ; ou Enrico Malatesta, l'un des théoriciens anarchistes ayant acquis le plus de notoriété, qui, pendant son exil de trois ans dans ce pays, a organisé, en 1887, la première Union des Boulangers (la Société Cosmopolite de Résistance et de Placement des Boulangers), une union qui allait mener à une grève importante en 1888. Selon l'historien Jacob Oved, « la grève a duré 10 jours et s'est terminée par des réalisations considérables de la part des travailleurs. Son importance résidait dans le fait qu'elle a déclenché une vague relative de grandes grèves, qui a duré presque jusqu'en 1890 »[30].

Ces exemples montrent que, tout comme la presse écrite (souvent clandestine), l'exil et la migration ont joué un rôle déterminant non seulement dans la transmission d'informations sur les bouleversements qui se produisent dans d'autres parties du monde, en particulier en Amérique Latine, mais aussi dans la diffusion de nouvelles idées. Cependant, pour la seconde moitié du XXe siècle, ces formes de transmission de l'information vont changer radicalement.

Mai 1968, en plus d'être l'un des mouvements sociaux les plus importants de la seconde moitié du XXe siècle, a également été l'une des révoltes aux stratégies de communication les plus ingénieuses et les plus efficaces, et la diffusion d'affiches et de tableaux aux slogans mémorables tels que « L'imagination au pouvoir ! » ou « La volonté générale contre la volonté du général ! » Cependant, malgré la forte influence française dans les milieux intellectuels latino-américains et le fait que plusieurs médias traditionnels ont rendu compte plus ou moins à temps de ce qui se passait en France, l'impact de mai 68 sur la société en général et sur les étudiants universitaires en particulier en Amérique Latine n'a pas été décisif, peut-être en raison de l'effervescence des mouvements et des processus que la gauche latino-américaine elle-même encourageait déjà dans toute la région – surtout après le triomphe de la Révolution cubaine malgré toutes ses contradictions –, comme ce fut le cas avec la Théologie de la Libération, la Théorie de la Dépendance, qui a commencé à prendre forme à la fin des années 60, ou les différentes guérillas rurales et urbaines[31], qui

---

30 Iaacov Oved, *El Anarquismo y el movimiento obrero en Argentina*, Siglo XXI, Mexico, 1978, p. 38.

31 Certains de ces guérilleros utilisaient comme stratégie le ″foquismo″, la théorie développée par le Che Guevara dans son texte Guérilla Warfare et encensée par le philosophe français Régis Debray.

vont proliférer dans toute la région et auxquelles les étudiants universitaires participeront activement.
Des années plus tard, les nouvelles technologies vont occuper une place importante au sein des différents mouvements sociaux dans le monde. En 1989, lors des grandes manifestations qui se sont déroulées sur la place Tiananmen à Pékin et qui se sont soldées plus tard par un massacre, de nombreux participants ont été encouragés à occuper la place au moyen de fax ou d'enregistrements vidéo qui ont circulé clandestinement. Bien que ces outils technologiques n'aient pas servi uniquement de moyen d'information, ils ont joué un rôle important dans la convocation et l'organisation des mouvements. Plus tard, Internet sera l'outil le plus efficace pour transmettre des informations et s'organiser en contournant les éventuelles barrières de censure gouvernementales. En 2007, pratiquement partout dans le monde, il a été possible de suivre les différentes mobilisations qui se déroulaient dans différentes régions de Birmanie pour protester contre la junte militaire, grâce aux photos et aux vidéos que les étudiants et les moines bouddhistes prenaient avec leurs téléphones portables et leurs appareils photo numériques et qui étaient diffusées sur Internet, malgré le contrôle des médias que le régime militaire avait imposé.
Dix ans après le massacre de Tiananmen, divers médias indépendants ont commencé à voir le jour au milieu des diverses manifestations qui ont eu lieu dans la ville de Seattle contre le sommet de l'OMC, grâce à l'accès relativement facile à Internet, comme alternative aux médias de masse traditionnels ; l'un des plus importants et des plus influents au niveau international était l'Independent Media Center (IMC), mieux connu sous le nom d'Indymedia, dont le nombre de sites web dans le monde est passé de 142 en 2004 à 175 en 2010[32]. Ces médias de contre-information ont non seulement réussi à briser le schéma traditionnel de communication à sens unique émetteur-récepteur, mais ont également rompu les liens avec les partis politiques, les entreprises et les institutions gouvernementales, et ont commencé à rechercher des formes alternatives de financement – comme l'autogestion –, qui leur permettaient de se passer de la rentabilité commerciale qui conduirait à faire de l'information une simple marchandise. D'autres, plus extrêmes, ont ouvertement exprimé leur volonté de servir certains mouvements sociaux, ainsi que leurs revendications subversives et anti-systémiques qui ont contribué, comme beaucoup d'entre elles continuent à le prétendre, à la dispersion du pouvoir capitaliste. Le problème était qu'au bombardement des médias traditionnels venait s'ajouter le bombardement de ces médias de contre-information, une sur-information qui entraînait

---

32 Eva Hiraud, *Has radical participatory online media really 'failed'? Indymedia and its legacies* (https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/1354856514541352).

également une recrudescence de la propagande politique car, tout comme les médias traditionnels, les médias de contre-information commençaient à présenter une « vérité » qui ne parvenait pas à être dépourvue de charge idéologique. Ainsi, une fois que les valeurs qui les ont fait naître ont été inversées, de nombreux médias de contre-information ont fini par transmettre des informations totalement biaisées et prosélytes, comme l'a fait en son temps Indymedia Venezuela en soutenant à plusieurs reprises la révolution bolivarienne, promue par le président de l'époque Hugo Chavez[33], ou Rebelión.org, un autre média de contre-information qui continue à diffuser des articles d'excuse sur les régimes autoritaires de Daniel Ortega et Nicolas Maduro.

Avec l'émergence des réseaux sociaux, il a suffi de disposer d'un appareil électronique pour que tout utilisateur décide de diffuser certaines informations et que des millions de personnes y aient accès. La facilité d'accès à ces plateformes a fait que les grandes entreprises ont commencé à perdre le contrôle de l'information et, apparemment, leur influence également, et que les médias de contre-information n'étaient plus les seuls à faire contrepoids à ces grandes entreprises de presse. Cependant, les réseaux sociaux ne sont pas seulement devenus un moyen de communication « alternatif », mais plutôt un outil fondamental dans l'organisation de nombreux mouvements sociaux dans le monde ; cela ne signifie pas pour autant que les réseaux sociaux aient été à l'origine d'un quelconque mouvement ou soulèvement social dans le monde, puisque, comme le souligne Manuel Castells, « ni Internet ni aucune autre technologie, d'ailleurs, ne peut être à l'origine d'une causalité sociale »[34].

Mais malgré ce pouvoir que les réseaux sociaux ont acquis, ce n'est pas par leur biais que des mouvements comme Nuit debout (mars 2016), Les Gilets Jaunes (octobre 2018) ou le Printemps arabe (décembre 2010), ont été connus en Amérique Latine, car paradoxalement et malgré leur hyper-connexion, sans les médias traditionnels, ces mouvements auraient été très peu diffusés en Amérique Latine. Leur médiatisation a en effet été assurée par les grandes chaînes de communication, qui ont su s'adapter aux réseaux sociaux en créant leurs propres portails ou en utilisant les comptes de leurs employés-journalistes. Elles continuent ainsi d'une certaine manière à avoir un contrôle décisif sur l'information, comme elles

---

33 Outre celui du Venezuela, d'autres nœuds internationaux d'Indymedia se sont joints avec enthousiasme au soutien de la soi-disant révolution bolivarienne promue par ce président vénézuélien, soutien qui a pu être perçu plus clairement dans le contexte du Forum social mondial qui s'est tenu en 2006.

34 Manuel Castells, *Redes de indignación y esperanza: los movimientos sociales en la era de Internet*, Alianza Editorial, Madrid, 2012, p. 218.

l'avaient déjà fait avec le traitement des informations sur les Mobilisations en Grèce (mai 2011) et les Indignés (2011).

Contrairement au mouvement des Indignés en Espagne, les mobilisations en Grèce ont commencé par une journée intense d'émeutes de rue qui a duré 48 heures, générant une forte tension que le pays n'avait pas connue depuis au moins un quart de siècle. Et bien que la goutte ayant fait déborder le vase ait été l'assassinat du jeune libertaire Alexandros Grigorópulos par un policier, une partie de la société civile et des groupes organisés (certains syndicats avaient auparavant appelé à une grève générale de 24 heures) avaient déjà commencé à se mobiliser pour protester contre la grave situation économique, la corruption, le système politique déplorable, ainsi que les plans d'austérité agressifs que le gouvernement de l'ancien président Karolos Papouilas présentait au congrès et qu'il allait finalement ratifier.

Tant sur le fond que sur la forme, les exigences initiales des mobilisations en Grèce et celles des Indignés espagnols ne sont pas très différentes, même si la manière explosive dont les premières sont apparues et ont été projetées au niveau international, en plus de la participation active des anarchistes, ont constitué des caractéristiques suffisantes que la majorité des médias commencent à les diaboliser et, par conséquent, à les disqualifier, les minimiser ou simplement les ignorer. Quant au mouvement des Indignés de la Puerta del Sol à Madrid, il a été traité de manière très différente par de nombreux médias internationaux ; en fait, c'est grâce à ces derniers que le mouvement a acquis une telle importance, voire une influence sur le plan international.

Réunissant différents secteurs de la société et avec une relative stabilité organisationnelle et participative, les révoltes des 6 et 7 décembre 2008 en Grève se sont progressivement transformées en un mouvement social qui, malgré son hétérogénéité, s'est renforcé au cours d'un peu plus de trois ans de mobilisation. Il faut tout de même pointer que nombre des actes qui ont eu lieu dans ce contexte peuvent être considérés, ou non, comme faisant partie des mouvements, car plusieurs d'entre eux étaient historiquement typiques de l'anarchisme européen, comme c'est le cas du squat et des activités antifascistes. Quant à ces dernières actions, elles ont pris une dimension et une importance accrue en Grèce face au repositionnement qu'a connu le fascisme avec la présence croissante de partis d'extrême droite, comme dans le cas de l'ultra-nationaliste Aube Dorée, qui a remporté 21 sièges à l'époque.

Des manifestations massives ; des actions contre les défilés nationaux et les élections municipales et régionales, comme celles qui ont eu lieu le 7 novembre 2010 ; des grèves générales de 24 et 48 heures ; des

squats comme ceux qui ont eu lieu dans différentes facultés d'Athènes les 1er et 2 septembre 2011 ou ceux qui ont été menés par un groupe d'anarchistes le 27 septembre 2010 au siège de l'Association internationale de la presse pour dénoncer les médias montrent que des agences internationales telles que Reuter, Associated Press et EFE ont mis en scène, « reproduisant le comportement des autorités et des médias grecs, des accusations de terrorisme portées contre les anarchistes » ; des événements, tels que le Festival de la démocratie directe à Athènes, qui s'est tenu le 11 septembre 2010 ; diverses attaques, comme celle du 5 avril 2009 à Trikala contre le siège du parti d'extrême droite People's Orthodox Alert (LAOS) ou celle du 9 septembre 2010, qui a visé un bureau des impôts situé dans la ville d'Exarcheia ; le pillage de supermarchés, dont les produits étaient ensuite distribués dans les quartiers de villes comme Athènes ; etc., ne sont que quelques-unes des activités intenses qui ont été présentées en Grèce pendant ces années et qui n'ont pas été rapportées par les médias internationaux. En fait, et malgré le fait que ces mouvements sociaux grecs étaient bien antérieurs aux Indignés, naïvement, certains médias n'ont pas hésité à qualifier les manifestations comme celle qui s'est tenue le 5 juin sur la place Syntagma à Athènes de rassemblement organisé par les « Grecs indignés ».

Pour sa part, le mouvement #YoSoy132 (mai 2012) est un autre exemple de la manière dont les médias latino-américains, et non les réseaux sociaux, sont capables d'annuler ou de catapulter un mouvement social, selon le sujet. Né après une petite manifestation des étudiants du campus de l'Universidad Iberoamericana Santa Fe à Mexico contre le candidat présidentiel du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) de l'époque, Enrique Peña Nieto, qui le 12 mai 2012 était en visite dans cette université pour présenter ses propositions politiques, le mouvement #YoSoy132 sera rapidement connu au niveau national et international grâce à la couverture donnée à ses manifestations par divers médias, notamment les programmes d'information les plus influents des plus puissantes sociétés de télévision du Mexique et des plus puissantes d'Amérique Latine (Televisa et TV Azteca). Peu de temps après sa création, #YoSoy132 a clairement exprimé, par le biais des réseaux sociaux, sa répudiation du duopole télévisuel Televisa/TV Azteca. Mais ils ont rapidement montré que cette position de non-conformité n'était qu'une imposture, puisque dès que ces télévisions « antidémocratiques » et « exclusives » leur ont ouvert leurs espaces, les jeunes représentants de ce mouvement sont venus sans hésiter mettre en scène ce qui allait devenir leur propre délégitimation.

Il est indéniable qu'avec Internet et plus particulièrement avec les réseaux sociaux, l'information est devenue plus accessible et plus fluide, mais en même temps, cette fluidité et cette accessibilité ont rendu l'information plus évanescente, confuse et dangereuse, car elle peut facilement être partagée avec des informations déformées ou des « nouvelles » qui, à des fins idéologiques, mentent délibérément (*fake news*). Il est vrai aussi que leur utilisation politique a montré des avantages précieux, comme l'extraordinaire pouvoir de mobilisation dans les mouvements sociaux ; mais cette utilisation politique a aussi engendré une sorte de cyber-militantisme ou de *slaktivisme*, qui semble ne se satisfaire que de la recherche d'une reconnaissance virtuelle et non de l'objectif d'avoir un réel impact social : au fond, ce qui anime le *slaktivisme*, c'est le désir de devenir un *Trending Topic* ou un *Hashtag*.

Certes, il est tout à fait plausible de voir que grâce aux réseaux sociaux, la performance chilienne du collectif Lastesis « El violador eres tú » (le violeur c'est toi) est rapidement devenue un hymne de protestation féministe international et que même certaines femmes parlementaires turques l'ont chanté à leur place pour protester contre la répression des féministes dans ce pays. Ce qui est déconcertant, c'est que d'une part, malgré les actions féministes vigoureuses dans presque tous les pays du monde, il n'y a aucune visibilité dans les médias sur la participation exceptionnelle des femmes au sein du mouvement kurde. D'autre part, et cela explique sans doute la faible influence en Amérique Latine des manifestations contre la fin des droits sociaux historiques en France, c'est que dans une certaine mesure, la multiplication et la force des mouvements latino-américains contre les féminicides, la violence mais aussi la hausse des prix de bien de consommation basiques (essence, transports) dépassent largement de par leur ampleur les mouvements de l'hexagone et dans certains cas se transforment même en un modèle, notamment concernant le féminisme[35], inversant ainsi le rapport d'influence entre l'Europe et l'Amérique Latine.

Quoi qu'il en soit, c'est surtout grâce aux journaux télévisés des grandes chaînes et des journaux européens, et non grâce aux réseaux sociaux, que les mobilisations en Tunisie, en Égypte, les Indignés et #YoSoy132, et les récentes manifestations en Équateur et au Chili ont été connues en France ; et c'est encore et toujours grâce aux journaux télévisés des grandes chaînes latino-américaines que les mobilisations en Tunisie, en Égypte, les Indignés, Nuit debout et le mouvement des Gilets jaunes ont été connus en Amérique Latine.

Ainsi, loin de ce que l'on pense habituellement, les grandes chaînes de télévision ont malheureusement su se repositionner pour continuer à exercer une grande influence, et tout comme elles sont sélectives dans la

35 Aurore Koechlin, *La révolution féministe*, ed. Amsterdam, Paris 2019.

diffusion des actions de certains mouvements sociaux, elles en affaiblissent d'autres par la déformation de leurs revendications et de leurs actions ou tout simplement par la négation de leurs espaces. Le syllogisme est simple : si vous ne passez pas à la télévision, personne ne vous connaît et, par conséquent, vous n'existez pas. C'est la raison pour laquelle, malgré les réseaux sociaux, on sait très peu de choses sur l'existence, la durée et la résistance des mouvements sociaux en Grèce, et inversement, des mouvements comme #YoSoy132 sont devenus célèbres mondialement du jour au lendemain. Or, les grèves françaises disparaissent déjà des grands médias latino-américains, et le recours au 49.3 est présenté de façon simpliste, comme un simple outil légal et qui plus est constitutionnel, donc indiscutable puisque forcément démocratique.

Ricardo Garcia

Aux prémices d'une lutte étudiante

Pour nous c'est une mobilisation étonnante à bien des égards ; du moins de notre point de vue d'étudiant.e.s en philosophie. Notre petit groupe est apparu rapidement sous l'initiative de quelque étudiant.e.s isolé.e.s qui se sont réuni.e.s et ont appelé à la convergence des étudiant.e.s de notre département. Cette initiative nous permet d'agir autour de la philosophie qui se prête à la critique des tentatives de précarisation, et nous en profitons donc pour critiquer tout cela à notre façon en détournant des citations célèbres que l'on placarde un peu partout, en organisant des lectures publiques, mais aussi en essayant de récolter des témoignages, ou en essayant d'engager la conversation sur la précarité lors d'une vente de crêpes, par exemple ; tout ceci dans le but de se réapproprier l'espace public universitaire et d'en faire à nouveau un lieu d'échange, plutôt que l'entreprise de production de connaissance qu'elle est devenue. Il est vrai que Lille 3 ne semble à première vue pas l'université la plus engagée. Cependant d'autres groupes de département ou plus généraux se sont formés, avec lesquels nous coopérons le plus possible. Il est fort possible que la détermination du gouvernement à persévérer dans d'impopulaires réformes n'aide pas à apaiser les tensions, mais il est surtout très probable que le projet de loi LPPR ait bien plus cristallisé et engagé de puissantes colères. L'immolation d'un camarade Lyonnais n'est pas un acte isolé, contrairement à ce qu'affirme le gouvernement dans une psychologisation outrancière. Les étudiant.e.s galèrent et le précariat s'accentue. Il s'étend même aux doctorant.e.s à présent, voir aux professeur.e.s non-titulaires. Contrairement à l'atmosphère idéologiquement tamisée de certains partis ou

plateaux de télévision, la vie est violente ici. Le gouvernement n'a absolument rien fait, a retiré 35 millions d'euros aux CROUS alors même que le coût de la vie des étudiant.e.s augmente plus de deux fois plus vite que l'inflation. Il faut ajouter à cela la fuite du rapport ″garry-bobo″ sur WikiLeaks et les souhaits affichés d'une réforme ″inégalitaire et darwinienne″, des éléments qui tendent à expliquer la certaine colère qui habite la quasi-totalité du corps universitaire. C'est donc face à un front universitaire uni que le gouvernement devra se dresser. Fait attesté à Lille par la volonté du doyen d'organiser une réunion jeudi dernier, le 5 mars. Réunion mise à mal cependant par un comportement vertical peu apprécié des étudiants et étudiantes mobilisé.e.s avec ou sans lui. Ces tensions n'ont pas émoussé la volonté partagée par chacun de faire corps et front uni contre la réforme. Nous étions nombreux.euses au ″die-in″ et le nombre des étudiant.e.s manifestant.e.s nous a étonné.e.s par son ampleur. Il se passe quelque chose.

Les philosophes en lutte (Lille)

Prendre position

Les ultras et les supporters aux *Hirak* en Algérie

Les Ultras aussi sont capables de faire grève. Ils croisent les bras, ne rentrent pas, préfèrent le silence aux chants. Ils renoncent à l'exercice de leur passion. Ils s'absentent. Ils prennent position. Avant tout contre leur propre essence. Mais aussi, il arrive que, pour des raisons historiques, ils soient capables de participer à d'autres devenir.

Depuis le début de l'opposition populaire contre la candidature de d'Abdelaziz Bouteflika à un énième mandat, incarnée par les marches pacifiques du mardi (étudiants) et du vendredi (générale) depuis février 2019, la présence de la culture du supportérsime algérien a été remarquable et l'un des chants de stade, *La Casa del Mouradia* (venant des tribunes des supporters de l'USMA d'Alger) est devenu une sorte d'hymne contre le pouvoir. La mémoire de l'expérience historique des ultras égyptiens en 2011, la grande diffusion médiatique des chants ultras algériens (qui pourtant depuis des années, avec la même force politique indirecte, résonnent dans les stades) ont lancé la construction d'un modèle séduisant de sujet politique révolutionnaire qui rentre dans la classique imagerie romantique et exotiste européenne : l'enfant palestinien jeté toujours des pierres. Précédemment, les ultras étaient essentiellement des supporters de football : violents, de droite extrême...

Citoyen Ultras

En tant que collectifs de jeunes organisés, les Ultras sont *toujours* un sujet politique dans leur désir d'occuper un espace dans lequel déployer leur force de vie et cela au-de-là de leur positionnement idéologique officiel : pas de politique au stade (*Ultras no politica*). En Algérie le Hirak, qui en arabe veut dire mouvement, manifestation, a fait découvrir à des générations entières et disparates la marche dans la ville pour contester. Les Ultras, qui sont ontologiquement des contestateurs, ont pris position dans la foule des Hirak via une ruse linguistique. Vous participez aux manifestations du vendredi? Oui, mais comme des citoyens normaux. Sauf qu'un membre Ultras n'est presque jamais un citoyen normal. En particulier dans les pays où le déficit démocratique est élevé. C'est un citoyen qui dédie sa jeunesse à une cause (l'équipe en premier lieu et ensuite, indissolublement, le groupe ultras auquel il adhère), qui connait ses ennemis, qui a l'expérience de la foule et de la rue, qui a le sens et l'expérience du collectif et de l'action de groupe, qui connait des tactiques et des stratégie, qui sait ce qu'est la abnégation, qui reconnait l'usage de la force et sait reconnaitre la violence. Il sait aussi y répondre, éventuellement.

It's a duty for us

Je n'y vais pas parce que chacun suit ses intérêts

Si on voulait on pourrait tout casser

Au club de l'ancien groupe historique Verde Leone, (supporters du Mouloudia d'Alger) dissout et reconstitué avec un nouveaux directoire sous le nom d'Amore e Mentalità, beaucoup de membres sont des habitués et n'ont jamais sauté un vendredi, d'autres ont participé sporadiquement, d'autres encore seulement au début. Mais tous, dans tous les cas, à titre individuel. Personne au nom de son propre groupe. Le groupe suspendu, sa décision collective respectée comme il se doit, laisse la place et le mouvement au citoyen ultras. Son bagage de culture ultras, implique la capacité d'être organisé dans l'espace public. A savoir reconnaître l'ennemi policier à tout moment et en toute uniforme.

Vendredi 14h, Bab El Oued. Ultras et supporters, le 1er novembre 2019, Hirak n. 37, jour de la Fête de la révolution.

Giovanni Ambrosio






OUNAS
12






















OUNAS
12

Une autre fin du monde est possible

K. et L. flânent dans les rues du quartier de Charonne. Ils s'arrêtent dans le café de Samir pour se désaltérer avec un Ricard. Au comptoir ils continuent leur discussion sur les grèves actuelles en France. Ils ont l'intention d'aller à l'assemblée de ce soir à la Bourse du Travail. Ils sentent autour d'eux les inquiétudes des employés, des jeunes gens et de toutes les singularités quelconques qui depuis des mois construisent les grèves, les blocages, les manifs. Tout ce monde semble maintenant un peu découragé, à l'image d'Ernesto leur vieux copain conducteur de métro, qui, après 56 jours de grève, ne sait plus comment il est possible d'organiser une lutte victorieuse. Le néolibéralisme semble être invincible. Et pourtant il vacille partout, comme le fait remarquer Corinne, prof de lettres, attablée avec sa copine Joanna. Certes, l'instabilité, voire le chaos, est son mode de gouvernement. Et la destruction des services publics son programme. Mais cette fois-ci il semble ressentir les coups de l'action politique des hommes et des femmes. C'est une première en Europe depuis longtemps: des luttes s'attaquant frontalement, fraîchement, franchement au projet néo-libéral. Mais comment composer une force prolétarienne - cosmopolite, métisse - capable de conduire à bien ce travail ? Entre alors dans le café M., un ancien socialiste, converti depuis quelque temps, comme la plupart de ses vieux acolytes de l'ancienne gauche, aux vertus et nécessités du libéralisme.

M.: Pourquoi vous parlez des réformes, L. ? Etes-vous un économiste ?

L.: Non.

M.: Pourquoi alors êtes-vous en train de discuter de la réforme des retraites ? J'imagine que vous écrirez également un article sur la question ! Cet article va-t-il être lu par vos pairs ?

L.: Non, mais mes amis vont le relire et me donner des conseils et des indications.

M.: Des amis, des amis... On n'en a rien à foutre de l'amitié. L'époque demande de la scientificité. Des compétences. Com-pé-ten-ces ! Vous me parlez d'une communauté d'amis, moi j'entends vous valoriser. J'ai l'intention de vous manager. Si vous me suivez, vous allez enfin comprendre Parcoursup. Vous aussi, vous devez apprendre à manager les clients de votre entreprise. Voulez-vous rester toujours un pauvre maître de conférences ?

L.: Ces clients, je les appelle étudiants et étudiantes. Dans le contexte actuel, entre destruction des biens communs, catastrophes naturelles, pandémies, vous osez encore me parler de ce jeu de la concurrence.

M.: Vous êtes angélique. Ce n'est évidemment pas le moment de vanter les mérites de notre idéologie du ruissellement. Mais l'époque nous offre une occasion historique. Les experts, seuls ceux qui ont les compétences, sont à même de discuter de ce qui se passe, de proposer des solutions.

L.: Vous dites bien que l'époque pose la question de la fin de la démocratie ?

M.: Vous pensez que ce sont les citoyens, la volonté générale, qui peuvent être capables d'affronter les problèmes actuels ? Les économistes nous diront comment régler la crise, les médecins l'épidémie de Coronavirus. On a perdu trop de temps avec votre démocratie. Regardez la façon dont les gouvernements des nations les plus démocratiques légifèrent un peu partout en Europe. Les débats sont insupportables, un petit décret, un 49/3, et c'est fini. La complexité du monde exige de la vitesse de réaction. C'est pourquoi les gouvernements seront composés des meilleurs d'entre nous qui veilleront sur notre sort. Ce qui restera de la démocratie ce seront des conventions citoyennes, comme celle que nos décideurs ont organisées pour le climat.

L.: Avant ces farces, la démocratie était déjà morte depuis belle lurette. Si elle a existé un jour... Le néolibéralisme est une technique du gouvernement qui non seulement tend à maximiser ses effets tout en

réduisant ses coûts, mais qui affirme aussi qu'on risque toujours de trop gouverner. Les gouvernants sont des « masques funèbres », comme l'avait compris Pasolini il y a presque 50 ans, puisque «le pouvoir réel agit sans eux». La démocratie libérale est précisément ce vide du pouvoir. Le gouvernement Macron peut remplacer en pleine crise sanitaire la ministre de la Santé sans offusquer personne car il incarne ce vide. Les hommes et les femmes politiques au pouvoir ne décident rien, ils sont des « masques », interchangeables, superposables entre eux, toute appartenance partitique confondue. Macron n'est rien d'un point de vue politique, son gouvernement est la pure expression des élites capitalistes. Son gouvernement n'est peut-être pas touché par 50 jours de grève précisément parce qu'il exprime cette faiblesse du pouvoir politique actuel. Ce n'est point un paradoxe, cette faiblesse de la gouvernementalité néolibérale est également sa force parce que ce pouvoir devient insaisissable. Il n'est pas là, il n'y a plus personne à l'Elysée, donc on peut privatiser à tour de bras, voler des richesses communes sans rendre de comptes à personne. Le pouvoir est ailleurs.

K.: Nous parlions tout à l'heure des luttes contre le néolibéralisme. Le changement par les urnes semble en effet être une idée totalement surannée...

M.: Il y a toutefois encore quelqu'un qui croit aux élections ; ils pensent même que les urnes ont un pouvoir métamorphique. Tu votes à droite et l'extrême droite sera défaite. Aujourd'hui il est grand temps d'en finir avec tout, même avec ces mascarades. C'est la fin de l'histoire. Ne vous inquiétez plus de rien. Allez pêcher ! Mieux encore : allez travailler ! Travaillez, même le dimanche matin ! On installe pour vous le gouvernement des experts. Les meilleurs aux manettes. Le meilleur des mondes. Et personne ne s'occupera plus de rien. Chacun à sa place, le scandale de la démocratie terminé.

L.: L'oligarchie !

M.: Avez-vous connu d'autres formes de démocraties ?

L.: C'est bien cela. Mais votre discours tombe mal à présent.

M.: Ah bon ?

L.: Il y a des grèves en France, des révoltes partout dans le monde.

M.: En effet, c'est embêtant.

L.: Une irruption des incompétents, des sans part dans l'espace public !

M.: C'est embêtant.

K.: Un nouveau partage du sensible ?

M.: Ne commencez pas à rêver. L'ordre du discours est toujours le même.

L.: Pensez-vous que les gens croient à ce que dit Apolline de Malherbe ? Selon vos sondages bien-aimés, plus de deux Français sur trois soutiennent l'actuel mouvement de grèves.

M.: C'est cela surtout qui nous embête. Sinon nos milices seraient déjà intervenues comme il se doit.

C.: Monsieur, c'est vous qui êtes agaçant. Nous étions en train de discuter entre amis, et vous êtes venu prêcher la bonne parole néolibérale. On en a assez. C'est la même antienne partout : à la télé, dans les journaux, à la fac. Même ici dans notre bistrot maintenant ! On a compris : There's no alternative.

J.: Mais il y a des grèves et des révoltes ! Regardez ce qui se passe dans les lycées. Une forme d'insubordination inimaginable il y a si peu... Regardez les actions toujours plus radicales des jeunes gens luttant pour le climat.

M.: Notre police vous écrasera. Songez ce qu'on a fait avec les Gilets jaunes. Eborgnés, mutilés, embastillés...

E.: Foutez le camp.

M.: Attention. Faites attention à vous ! En Grèce on n'a pas eu de pitié ! On a piétiné ce que vous appelez le berceau de la démocratie. Quelle bande de naïfs !

(K. met un coup de poing à M.. M. s'en va en pleurnichant, je le dirai à mon oncle le Préfet[36])

L.: Cher K., le jour est venu où notre haine a cessé d'être gentille.

K.: Je ne sais pas. C'est peut-être encore trop tôt. Votre remarque est tirée de Fortini, n'est-ce pas ? Ce sont surtout ses conclusions qui m'intéressent.

---

36 M. le Préfet est ce républicain autoritaire, pour utiliser le doux euphémisme dont sont coutumiers les journalistes du Monde, porte-voix officiels de la nation start-up, on n'est pas employés par Niel pour riel...

[...] Les opprimés

sont dominés et calmes, les oppresseurs calmes

parlent dans les téléphones, la haine est gentille, moi-même

je crois ne plus savoir qui est vraiment coupable.

Écris, je dis, moi, hais

qui avec douceur conduit au rien

hommes et femmes qui avec toi se conduisent

et pensent ne rien savoir. Mais entre ces ennemis

compte ton nom aussi. L'orage

a disparu avec solennité. La nature,

pour mimer des batailles, est trop faible. La poésie

rien ne change, rien ne peut changer. Rien n'est sûr, mais tu écris.

L.: Nous sommes tous impliqués dans la catastrophe. Nous ne brisons pas les liens avec ceux qui nous gouvernent avec douceur. Nous faisons partie de la même chaîne. C'est cela l'essence du capitalisme depuis ses débuts, mais dans le régime actuel il n'y a véritablement plus aucun dehors car ce nouveau fascisme (Pasolini) pénètre mieux que l'ancien dans l'âme des peuples en uniformisant cultures, modes de vie, mentalités. Foucault a appelé cela la biopolitique, c'est-à-dire la gestion politique de la vie humaine. Quand l'objet de la politique est la vie, il n'existe plus d'extériorité possible dans le système social (comme l'ont été les pirates ou les cours des miracles sous l'Ancien Régime). La biopolitique n'implique pas seulement une gestion de la population mais aussi un contrôle des stratégies que les individus, dans leur liberté, peuvent avoir par rapport à eux-mêmes et les uns par rapport aux autres. Nous ne sommes qu'un « capital humain ». Notre liberté consiste en savoir utiliser et vendre ce capital. Toute la société s'organise autour de cette vente. Le modèle de l'entreprise investit chaque domaine de la société, et là où cela se passe mal (retraites, éducation, santé) on crée le chaos, en cassant, avec les

services, des « statuts », des « métiers » (donc, des existences, comme on l'a fait à France Telecom), c'est-à-dire qu'on mène surtout une bataille idéologique : intérêts privés contre bien commun, précarité contre travail. Aucune injonction apparente. Le néolibéralisme gouverne par la liberté et il ne fait que « manager » afin de nous rendre tous « motivés », « entrepreneurs », « performants » dans cette course à la meilleure vente de son « capital ». Les « statuts », les protections sociales, les régimes spéciaux, le droit du travail (l'article 18 du statut des travailleurs en Italie) appartiennent au vieux monde. Ils ralentissent un peu cette course. Ils représentent un contre-modèle. Souriez, soyez contents, tout cela est terminé. Tout le monde doit participer avec enthousiasme à cette course : l'amour est précaire, le travail est précaire, la vie est précaire. Derrière les paravents aux couleurs de la liberté, du libre-choix, de l'initiative, une guerre sans pitié entre les sujets se déchaîne sur les ruines de la vieille société. La concurrence de tous contre tous remplace la lutte des classes. La haine est gentille pour cette raison. Les salauds sont sincères, comme le dit Godard. C'est pour cette raison également qu'il est très difficile de se mobiliser contre le néolibéralisme. Mais aujourd'hui quelque chose change. On a compris que les objectifs de cette course, de cette mobilisation permanente nous mènent au rien, ou mieux : à la catastrophe. Et des formes de guerre entre opprimés et oppresseurs réapparaissent.

C.: Nous sommes prêtes à nous battre, mais c'est plus difficile pour les hommes et les femmes dirigés par des algorithmes, qui se réveillent à 5 heures du matin chaque jour et parcourent les villes à une folle vitesse pour livrer des colis ou des pizzas.

E.: Ces gens sont au bout de leurs forces. Minutes, heures, jours, années…

C.: Le temps submerge les vies, les anéantit.

J.: Sous l'œil vigilant d'une plateforme. Ils pensaient travailler sans un patron avec leur voiture…

L.: Mais attention le mouvement actuel leur parle. Même s'ils n'agissent pas encore. C'est pour cette raison aussi qu'il fait peur. La grève (des autres, pour le moment) signifie la possibilité de la libération du temps.

J.: La peur change de camp parfois. Ça ne dure pas longtemps, mais ça chauffe les cœurs quand cet air de printemps envahit les cieux.

E.: Et quand elle laisse répandre son odeur de jeunesse dans les locaux de Blackrock France….

K.: C'est en cela que réside l'importance des grèves actuelles en France. Elles posent clairement la question de l'opposition au néolibéralisme. Elles configurent cette opposition comme une « fuite », une « esquive », parce que les gens ont compris que la résistance doit assumer la forme d'un abandon : il est nécessaire de défaire la chaîne qui unit opprimés et oppresseurs. Il faut abandonner le bateau, sa place, son rôle dans le système, arrêter sa course. Se mettre en grève, justement.

L.: Oui, c'est pour ça que je te parlais de catastrophe. Dans la catastrophe que nous vivons – écologique, politique, sociale, morale – nous n'avons plus rien à construire. Nous devons détruire les ruines. Nous devons destituer tout. Nous devons organiser l'exode. Mais comment est-il possible de « déserter » au moment où le système demande de valoriser tout, à commencer par notre âme, notre cerveau ?

K.: C'est-ce dont on parlait avait l'arrivée de cet imbécile de M..

L.: La poésie ne change rien. Mais il faut écrire...

K.: Dans la catastrophe, l'écriture apparaît comme une affirmation de vie (de résistance au temps). Ce n'est nullement une affirmation de soi. A travers l'écriture on laisse plutôt émerger des forces impersonnelles. Un peuple ? Dans une note de son journal, Kafka écrit : « Celui qui, vivant, ne vient pas à bout de la vie, a besoin d'une main pour écarter un peu le désespoir que lui cause son destin, mais de l'autre main, il peut écrire ce qu'il voit sous les décombres ». Kafka, en effet, dans la catastrophe, manifeste toujours la volonté de s'insérer dans une communauté, voire de l'instituer. Une communauté impossible, imprésentable, une communauté d'écriture et politique. Le communisme ?

L.: Depuis quelque temps, en France, les gens se révoltent en affirmant entre autres choses : « Une autre fin du monde est possible ». Je vois là une prise de conscience importante. Le mouvement social a toujours manifesté une foi aveugle dans l'avenir. Pense au tableau célèbre de Pellizza da Volpedo. Les protagonistes de ce tableau marchent vers l'avant, vers le « progrès », en laissant derrière eux les ténèbres. C'est ainsi qu'on concevait la lutte sociale et politique. Ce nouveau slogan qui retentit dans les manifs depuis Nuit débout, semble, en revanche, donner raison à Walter Benjamin : nous ne luttons plus pour les générations futures. Nous ne voulons plus un autre monde. Nous voulons une autre fin. Nous demeurons dans les ténèbres, dans la nuit. La catastrophe n'est pas derrière nous. Elle n'est pas non plus devant nous.

Nous y sommes. Et nous organisons la lutte dans cet horizon. Les mouvements écologistes font de même actuellement. J'y vois un écho de ce qu'écrit Kafka. Ils regardent ce qui se passe sous les décombres.

K.: C'est pour cette raison que la question de la « victoire » du mouvement actuel est absolument secondaire. « Fin du monde, fin du mois : même système, même combat ! ». Les luttes sont moins revendicatives qu'avant : elles s'inscrivent dans la perspective de la catastrophe. On n'a pas tant cure de gagner sur un point précis que de mettre à l'ordre du jour la question de la fin de l'humanité sur Terre. Non pas pour se complaire dans une posture millénariste, mais pour proposer d'autres formes d'action.

L.: Je n'en sais rien. Je n'aime pas parler du sens que doivent prendre les luttes. Mais il me semble que les luttes pour les retraites posent la question du modèle de société, tout comme les différents combats pour la défense de l'environnement ou contre la précarité. Dans la catastrophe le néolibéralisme nous pousse à exacerber la lutte de tous contre tous. Cormac McCarthy dans *La route* nous montre les hordes sauvages d'hommes qui, après le désastre, pillent, violent, détruisent chaque chose, chaque être sous leurs passages. C'est une lutte pour la survie. Une forme de darwinisme social. Pour vivre, après la catastrophe, il faut être plus fort que les autres. Le père dans cette histoire a accepté cette situation. Il veut rester seul. Il a perdu tout espoir dans le genre humain. Le fils, par contre, est disposé à des rencontres nouvelles. Il suivra des groupes d'hommes et de femmes qui entendent reconstruire des fragments de société politique. En effet, dans la catastrophe, il y a aussi une *chance* : c'est la possibilité de bâtir de nouvelles institutions de la coopération sociale. Quand il y a eu l'épidémie de choléra dans ma ville, on n'a pas laissé faire les experts. On a questionné les pouvoirs politiques, on a organisé des « conseils », des comités avec les médecins et les infirmiers. On a imposé un autre regard sur le virus. Avec la mobilisation, avec la politique, nous avons imposé le point de vue des sujets, et non pas celui des gouvernants. On a mis en place des formes inédites de solidarité. Ici aussi, face au Covid-19, malgré les propos martiaux de nos dirigeants et le roulement des tambours de guerre, se mettent en place des centaines d'initiatives pour l'entraide entre voisins, entre amis, entre citoyens de la même ville. Il s'agit de lutter contre la solitude imposée par le confinement. L'entraide est une forme de lutte qui laisse imaginer une autre société, tout comme la lutte contre la réforme des retraites, ou celles pour le climat. On pose la question du vivre ensemble : quelle société voulons-nous ? Pouvons-nous accepter que les vieux finissent dans la rue, comme le protagoniste du film de De Sica, Umberto D., ou qu'ils crèvent dans un lit d'hôpital sans ventilateurs ? Voulons-nous que nos vies soient

écrasées par le travail ? Pouvons-nous lutter pour sauver des arbres, comme l'ont fait les étudiants à Istanbul? Qui est fou, celui qui vote l'interdiction du plastique dans cinquante ans, ou celui qui lutte pour défendre une salamandre à Notre Dame des Landes, s'installe sur cette terre, change de vie et construit de nouvelles « conversations sociales » dans le désastre ? Devant les destructions, les incendies, les autres formes du dérèglement climatique on assistera à l'assaut des supermarchés et à l'accumulation des produits de première nécessité. En cas de blocage prolongé de la chaîne logistique dans les grandes agglomérations, il y aura une situation incontrôlable, comme celle qu'a connue la Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina. Mais, face à cela, se produiront également des communautés d'entraide, comme ce fut le cas avec Occupy Sandy dans le nord-est des États-Unis.

K.: Moi non plus je ne sais rien. Si on est dans ce bar pour causer de politique, c'est que nous sommes des idiots. Mais il est vrai que nous vivons dans une catastrophe sans fin. Depuis la disparition des lucioles, pour citer Pasolini, la catastrophe s'est multipliée : élimination des abeilles, extinctions d'innombrables espèces d'oiseaux et d'animaux, ours polaires perdus sur des fragments de banquise dérivant sans espoir, flammes qui embrasent des maisons en Australie, eaux qui submergent le Bangladesh et Venise, vents qui balayent les arbres des Alpes, centrale nucléaire de Fukushima qui craque. Notre question devient la suivante : comment s'organiser dans la catastrophe ? Je me permets de proposer un parallèle entre les luttes actuelles et le passé. Nous avons une longue tradition derrière nous. Le communisme naît dans les décombres laissées par la Première Guerre mondiale : il entend combattre les violences dans le monde et soustraire l'humanité à son destin apocalyptique. Le communisme est le décor et le scénario d'une nouvelle époque, inouïe, catastrophique. Le communisme est dans la *fin du monde* parce qu'il se présente, à ses débuts, comme la dernière chance pour *sauver le monde* (de la famine, de l'humiliation des hommes, de la guerre dévastatrice, etc.). *Socialisme ou barbarie.* La plate-forme théorique du congrès de fondation de la nouvelle Internationale, rédigée en mars 1919 dit, entre autres choses :

« L'humanité, dont toute la culture a été dévastée, est menacée de destruction. Il n'est plus qu'une force capable de la sauver, et cette force, c'est le prolétariat. L'ancien ''ordre'' capitaliste n'est plus. Il ne peut plus exister. Le résultat final des procédés capitalistes de production est le chaos – et ce chaos ne peut être vaincu que par la plus grande classe productrice, la classe ouvrière. C'est elle qui doit instituer l'ordre

véritable, l'ordre communiste. Elle doit briser la domination du capital, rendre les guerres impossibles, effacer les frontières entre les Etats, transformer le monde en une vaste communauté travaillant pour elle-même, réaliser la solidarité fraternelle et la libération des peuples. [...].

Le communisme naît maintenant sur les décombres de la société capitaliste : l'histoire ne laissera pas d'autre issue à l'humanité. Les opportunistes, dans leur désir de retarder la socialisation par leur utopique revendication du rétablissement de l'économie capitaliste, ne font qu'ajourner la solution de la crise et créer la menace d'une ruine totale, tandis que la révolution communiste apparaît pour la vraie force productrice de la société, pour le prolétariat – et avec lui, pour toute la société – comme le meilleur, le plus sûr moyen de salut ».

L.: Ce que tu dis est intéressant. « Une autre fin du monde est possible » indique que nous aussi nous voulons sauver le monde. Nous sommes des idiots, des flâneurs et nous n'écrivons aucune plateforme. Nous ne faisons pas non plus de déclarations politiques. Mais dans notre lutte il nous incombe justement d'inventer une tradition des opprimés, pour reprendre encore Benjamin. Ce qui est puissant dans les premiers gestes et actes du mouvement communiste est cette conscience de lutter dans la catastrophe. Comment en sortir ? En faisant table rase du passé, en inventant le *novum*. La révolution russe est une révolution contre le Capital, comme l'écrit Gramsci dans ces jours mêmes qui ébranlent le monde : une révolution qui n'épargne même pas les maîtres-à-penser de la révolution qui considéraient que la révolution n'était possible que dans les pays industrialisés. Nous aussi nous devons enfin nous atteler à l'invention d'autres politiques, d'autres écritures, d'autres styles de vie. Ecrire, se battre, exister, résister, sortir des sentiers battus...

K.: ...Occuper des espaces, y inventer d'autres manières de vivre, d'autres possibilités d'existence. Ecrire sous cette responsabilité. La question du communisme aujourd'hui...

(Un grand vacarme : des miliciens en tenue bleue font irruption dans le bar).

M.: C'est lui qui m'a frappé. C'est contre lui que j'ai porté plainte. Arrêtez-le !Arrêtez-les tous ! Ce sont des ennemis de l'Etat.

Oui, l'Etat a aujourd'hui des ennemis. Un, deux, trois, quatre, trois cent mille. Tous ceux et toutes celles qui désertent, font défection, refusent la concurrence, la productivité, tout l'arsenal idéologique et

économique qui porte à la destruction de la vie humaine sur terre. En dépit d'Assange et de Chelsea Manning, nous ne le savons pas. Mais les états et les agences transnationales de l'économie et de la communication nous traquent déjà. Si nous nous fédérons, comme le font les jeunes gens du roman de McCarthy et comme nous invite à le faire Leopardi dans son poème intitulé *Le Genêt*, la guerre aujourd'hui « gentille » ou larvée entre *eux* et *nous* éclatera au grand jour. Eux, ils sont les défenseurs du status quo, les fossoyeurs de l'humanité. Nous, nous sommes ceux et celles qui s'engagent dans « une quête éperdue de ce qui n'a pas de prix » (Annie Le Brun). Cette quête prend d'innombrables chemins. Cela semble un labyrinthe plus que le chemin droit que devait prendre le vieux mouvement ouvrier. Et c'est très bien ainsi. Il y a ceux qui se mettent en marche pour le climat, d'autres qui défilent pour les retraites, des jeunes gens qui bloquent le bac, des infirmiers et des médecins qui luttent pour le service public, des migrants qui veulent changer de pays et de vie, des gens qui écrivent et qui imaginent un monde nouveau, des avocats chantant l'hymne des Gilets jaunes dans le Palais de justice. Il y a des soulèvements au Chili, en Algérie, en Iraq, au Liban.... Quand ces routes commencent à se croiser, la « confédération » entre les hommes et les femmes prend forme. Le spectre de l'émancipation hante alors les gouvernants : ils commencent leur guerre. Heureusement Samir a ouvert la porte arrière du bar. Les révoltés connaissent cette brèche et s'y faufilent tous. Ils cherchent à présent leur maquis.

Luca Salza

Quelques indications bibliographiques

Alain Bertho, “L’effondrement a commencé. Il est politique” in *Terrestres*, n° 9, novembre 2019: https://www.terrestres.org/2019/11/22/leffondrement-a-commence-il-est-politique/

Walter Benjamin, *Sur le concept d’histoire,* in *Œuvres III*, Gallimard, Paris 2000, pp. 427-443.

Gennaro Esposito, *Anche il colera,* Feltrinelli, Milano 1973.

Mark Fisher, *Capitalist Realism : Is there no alternative ?,* Zero Books, Winchester 2009 ; trad. fr. : *Le Réalisme capitaliste. N’y a-t-il pas d’alternative ?*, Entremonde, Genève-Paris 2018.

Franco Fortini, *Traducendo Brecht,* in *Una volta per sempre*, poesie 1938-1973, Einaudi, Torino 1978.

Annie Le Brun, *Ce qui n’a pas de prix,* Stock, Paris 2018.

Cormac McCarthy, *The road*, Knopf, New York 2006.

Pier Paolo Pasolini, *Scritti corsari,* Garzanti, Milano 1975; trad. fr. : *Écrits corsaires*, Flammarion (Champs arts), Paris 2009.

Thèses, manifestes et résolutions adoptés par les Ier, IIe, IIIe et IVe Congrès de l’Internationale Communiste (1919-1923), Textes complets, Bibliothèque Communiste, Librairie du Travail, réimpression en fac-similé, Maspero, Paris 1969.

IV.

K – questionnaire

Maguy Marin

1) *Nuit Debout, Gilets jaunes, luttes pour la défense des services publics (hôpitaux, écoles), grèves contre les réformes des retraites : peut-on tracer un fil rouge entre ces différents mouvements ?*

Tous ces mouvements se dressent contre un système capitaliste qui n'a pas encore trouvé en face de lui ce qui le stoppera. Sans limites, celui-ci continue d'étendre sa logique destructrice donnant le sentiment d'une impuissance de l'action politique. Malgré tout, ceux qui pâtissent de conditions de vie de plus en plus dégradées en France et ailleurs ont trouvé la force de s'assembler, pour dire non à la violence sournoise infligée par le système néolibéral, violence de plus en plus visible d'ailleurs par son arrogance.

2) *Pourquoi, selon vous, ces différents mouvements ne posent-ils pas le problème de la prise de pouvoir ? Pourquoi, au moins pour l'instant, ont-ils renoncé à l'idée d'une représentation politique traditionnelle ? Par ailleurs, comment considérez-vous l'absence de leaders reconnus dans ces mouvements ?*

Ce que la gauche de gouvernement a fait ces 40 dernières années en instituant des accords économiques internationaux tous en faveur du grand capital et des intérêts d'une poignée de milliardaires est une trahison qui a fait subir aux peuples des méthodes d'éliminations inédites. Les gens craignent à raison que le pouvoir de tous donné par délégation à un seul ne mène à la prise pure et simple de pouvoir d'un seul sur tous.

3) *Pourquoi, selon vous, les Français soutiennent massivement le mouvement contre la réforme des retraites, même d'après les sondages des communicants, et même s'ils ne participent pas directement aux différentes formes d'opposition ?*

Les luttes sociales du passé ont permis des acquis sociaux dont notre génération a amplement bénéficié, la retraite, la gratuité des soins de santé, etc.... Le démantèlement agressif des services publics commencé depuis des années est en phase terminale et cela se voit. Il y a une conscience collective qui reconnaît le bien-être que ces luttes nous ont permis d'obtenir collectivement.

4) *Grèves, blocages, démissions, cortèges : quelles formes doit prendre aujourd'hui la lutte contre le néolibéralisme pour être efficace ?*

Ce n'est que par le nombre, la multitude que l'on pourra opposer une force capable de renverser le néolibéralisme dans chaque pays. Nous ne sommes pas assez nombreux dans nos mobilisations.

5) *« Le fond de l'air est rouge ». Est-il possible d'associer les mouvements en cours en France avec des révoltes qui secouent d'autres parties de la planète (Liban, Chili, Inde, Algérie, etc.) ?*

Les peuples, malgré la technique démagogique et lisse de leurs gouvernants ont fini par comprendre que ces derniers sont liés aux classes dominantes et au grand capital international. Par conséquent, ils en déduisent que les destructions qui arrivent localement se propageront à l'international. Devant le désastre, ils crient et se battent. Mais ils sont encore minoritaires. Et la répression sera d'autant plus grande qu'ils ne lâcheront pas. C'est déjà arrivé, cela arrivera.

Ludivine Bantigny

1) Nuit Debout, Gilets jaunes, luttes pour la défense des services publics (hôpitaux, écoles), grèves contre les réformes des retraites : peut-on tracer un fil rouge entre ces différents mouvements ?

Il y a un fil rouge et jaune, c'est indéniable... Évidemment, on connaît les différences d'impulsion dans les deux mouvements que sont Nuit Debout et les Gilets jaunes. Ces différences sont tout à la fois sociologiques et géographiques, dans une certaine mesure politiques aussi – on sait bien que le mouvement des Gilets jaunes est hétérogène et qu'il est impossible d'en faire une sorte d'entité. Leur composition n'est pas la même. Le soulèvement des Gilets jaunes est incomparablement plus populaire et sociologiquement plus divers que Nuit Debout – même si beaucoup de précaires, notamment des jeunes, se sont retrouvé-es dans ND. Et même si (je le dis de manière subjective sans disposer d'enquête à ce sujet), sans doute beaucoup de celles et ceux qui avaient pris part à Nuit debout ont rejoint les Gilets jaunes : pas forcément dès le 17 novembre 2018, mais au bout de quelques actes. De même, on sait qu'il y a des différences entre les Gilets jaunes et le mouvement social et syndical qui porte la lutte contre la casse du système de retraites. Nombre de Gilets jaunes éprouvent de la défiance à l'égard non pas forcément des syndicats en général mais de certaines directions – on pourrait dire certains appareils. Or, c'est un immense travail de terrain syndical qui a permis de construire la mobilisation opposée à la contre-réforme des retraites, même s'il n'est pas le seul. Tout ça mérite évidemment bien des nuances et un paragraphe n'y suffira pas. Ainsi beaucoup de syndicalistes se sont retrouvé-es finalement dans le soulèvement des Gilets jaunes, qui les a beaucoup fait réfléchir à leurs pratiques, sans qu'il s'agisse pour elles et pour eux d'abandonner la lutte syndicale – une arme nécessaire parmi d'autres dans les luttes sociales. Et à l'inverse, bien des Gilets jaunes participent aux manifestations sur les retraites. Le fil rouge, c'est la révolte contre des politiques de destruction massive, contre le cynisme du pouvoir et la violence qu'il met en œuvre. C'est la défense de services publics de plus en plus menacés et saccagés. C'est l'insistance sur la solidarité. L'exigence de justice sociale, d'une vie bonne, d'une démocratie vraie.

2) *Pourquoi, selon vous, ces différents mouvements ne posent-ils pas le problème de la prise de pouvoir ? Pourquoi, au moins pour l'instant, ont-ils renoncé à l'idée d'une représentation politique traditionnelle ? Par ailleurs, comment considérez-vous l'absence de leaders reconnus dans ces mouvements ?*

Ces mouvements posent la question du pouvoir, même si cela ne signifie pas qu'ils posent celle que vous évoquez : la prise de pouvoir. Ils ciblent l'exécutif et son mode de « gouvernance », pour reprendre le mot des managers. Et ils soulèvent la question de la démocratie. Le Référendum d'initiative citoyenne (RIC) est ainsi âprement discuté. Pour certains, c'est un moyen de se réapproprier la démocratie véritable. Pour d'autres, ce pourrait tout autant être un leurre : le référendum a des origines bonapartistes, il peut servir un gouvernement autoritaire qui saurait faire preuve d'une propagande massive pour en détourner le principe. Quoi qu'il en soit, une véritable et profonde réflexion se dessine pour démocratiser la démocratie, la revivifier, lui rendre substance et consistance là où elle est tant abîmée. C'est tout l'enjeu des assemblées populaires et des appels concrets à les généraliser en les fédérant, depuis Commercy, Saint-Nazaire, Montreuil et Montpellier avec les « assemblées des assemblées », jusqu'à la Commune des communes organisée en janvier 2020 à Commercy. Il s'agit là de reprendre confiance en sa force démocratique, en l'intelligence collective aussi, porteuse de capacité créatrice et émancipatrice, par un « auto-gouvernement des gens ordinaires » selon les mots de Jérôme Baschet. S'il y a renoncement à l'idée d'une représentation politique traditionnelle, c'est qu'il y a eu beaucoup, beaucoup trop de déceptions et de désenchantement. Dès lors, l'engagement politique se déplace. À Nuit Debout et plus encore dans le mouvement des Gilets jaunes, il y a une interrogation sur les institutions. C'est la Ve République elle-même qui est mise en doute, en ce qu'elle concentre le pouvoir entre les mains d'un homme supposé « providentiel », et dans une sorte de monarchie présidentielle. On n'avait pas autant contesté le régime sur ce mode-là, c'est-à-dire son fondement même, depuis son instauration en 1958 lorsqu'une large partie de la gauche était vent debout contre son projet jugé autoritaire. Quant aux « leaders reconnus », c'est toute la question de la personnalisation du pouvoir, elle-même opposée à la perspective des communs, où chacune et chacun prend part à la décision collective sans s'en remettre à des dirigeants. Ses détracteurs, ou simplement quelques observateurs déçus, avaient beaucoup reproché à Nuit Debout de n'avoir pas eu de « débouché politique » avec un leader, justement. Mais au lieu de le considérer comme une faiblesse, c'est peut-être une force qui portera ses fruits.

3) *Pourquoi, selon vous, les Français soutiennent massivement le mouvement contre la réforme des retraites, même d'après les sondages des communicants, et même s'ils ne participent pas directement aux différentes formes d'opposition ?*

L'époque est inquiétante, à certains égards désespérante face à la violence des politiques menées, aux destructions qui avancent comme un rouleau compresseur, mais elle donne aussi de quoi trouver du courage. Dans ce vivier où puiser, il y a toutes ces formes nouvelles de lucidité sur la « novlangue », sur les « éléments de langage », les mots de passe et de passe-passe. Quelque chose s'est brisé dans le système politique en place. Il ne peut pas compter sur la pure et simple passivité, l'assignation à la résignation et au « circulez il n'y a rien à voir », « on s'occupe de vous braves gens ». De ce point de vue, les réseaux sociaux sont d'un certain secours pour diffuser le contre-champ de ce que nous racontent à longueur de journée les détenteurs du pouvoir. Il y a toute une transmission d'une élaboration collective puissante, et en particulier sur cette nouvelle attaque contre les retraites. Chacune et chacun sent bien le mensonge qu'il y a à laisser croire que cette contre-réforme sera bénéfique, que les femmes par exemple en seraient les « grandes gagnantes ». Une sorte d'intelligence collective est à l'œuvre, elle vient contrer la propagande qui a pourtant d'immenses moyens avec les chaînes d'information en continu notamment. Personne n'est plus dupe. En Mai 1968, une affiche produite par un atelier populaire à l'École des Beaux-Arts avait figuré les médias officiels avec une bouteille de poison à tête de mort : « Ne pas avaler ». La formule s'applique encore mieux si possible à notre époque : on n'avale plus. On a de plus en plus de moyens pour exercer un esprit critique. C'est réjouissant.

4) *Grèves, blocages, démissions, cortèges : quelles formes doit prendre aujourd'hui la lutte contre le néolibéralisme pour être efficace ?*

Je ne peux pas dire quelles formes *doit* prendre la lutte contre cette phase du capitalisme appelée « néolibéralisme », c'est-à-dire d'un capitalisme poussé à son extrémité, où tout doit devenir marchandise, objet de concurrence et de rentabilité. Je ne peux pas le dire tout simplement et bien sûr, parce que je n'ai aucune légitimité à établir des normes stratégiques... ☺ Mais évidemment, tous les moyens que vous citez sont indispensables et complémentaires. Occuper les places et les ronds-points, c'est se réapproprier des

espaces parce que nous en manquons tant, de ces « lieux communs », de ces lieux du commun. Manifester est aussi une manière importante de prendre la rue pour exprimer publiquement revendications et aspirations, sortir de l'isolement. En ce moment, la mobilisation dans les universités et les laboratoires de recherche contre la précarité généralisée et la mise en concurrence des établissements accélérées par la Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) prend entre autres la forme de boycott des évaluations et de démissions des responsabilités, comme l'ont fait si bien nombre de médecins et de personnels soignants face à la détresse qui gagne leur métier et le manque de moyens. Je reste persuadée que la grève est l'arme la plus puissante dans un rapport de forces très inégal. C'est difficile : en raison justement de cette précarité ; parce que les défaites se sont multipliées ; parce qu'en des temps de crise structurelle, faire grève c'est s'exposer et parfois, selon les secteurs en tout cas, se mettre en danger. C'est pourquoi les grèves si longues contre la « réforme » des retraites sont si impressionnantes et remarquables. C'est pourquoi aussi elles ont été aussi populaires et soutenues avec des caisses de grève très fournies, signe tangible d'une belle solidarité. Mais abonder aux caisses de grève ne suffit pas. Il faut pouvoir soi-même se lancer. Et pour le coup, le « tous ensemble », en même temps, n'a rien d'un slogan creux : il est immense, quand on y pense. Si dans les secteurs des transports, des raffineries, de l'électricité et du gaz, des centrales nucléaires, dans l'enseignement, la santé, chez les éboueurs, on se lance tous ensemble, la force que cela représenterait serait considérable. Vous évoquez un « blocage », ça en serait un, ô combien : je ne vois pas comment le gouvernement pourrait alors ne pas reculer. J'ai cru comprendre, lors de discussions récentes avec des cheminots notamment, que des rencontres se tiennent pour reprendre souffle et se redonner de l'élan dans ce sens, peut-être en mai. Et puis, l'épidémie de COVID-19 transformera sans doute la donne, avec la conscience aiguisée que ces destructions massives dans les services publics sont une catastrophe et peuvent nous mettre réellement en danger.

5) *« Le fond de l'air est rouge ». Est-il possible d'associer les mouvements en cours en France avec des révoltes qui secouent d'autres parties de la planète (Liban, Chili, Inde, Algérie, etc.) ?*

Ces soulèvements ont évidemment chacun sa singularité et sa force, en liaison avec une situation spécifique dans chaque pays. Mais évidemment, ils sont connectés. Ils s'inspirent mutuellement parfois. Ils se transmettent des images et des savoir-faire. Et puis ils se consolident les uns les autres avec le sentiment que la révolte est commune, d'autant plus légitime. Ces mouvements et insurrections, voire de révolution comme celle en cours en Algérie, sont révélateurs d'un monde qui n'est plus accepté tel qu'il est, tel qu'il va et ne va pas. Ils sont la résultante de politiques semblables menées un peu partout, brutales et délétères, sous les auspices du marché et d'un autoritarisme politique grandissant pour en appliquer les exigences. Ces mouvements donnent de l'espoir : l'espoir que « les mauvais jours finiront ».

Pierre Ughetto

1) Nuit Debout, Gilets jaunes, luttes pour la défense des services publics (hôpitaux, écoles), grèves contre les réformes des retraites : peut-on tracer un fil rouge entre ces différents mouvements ?

Ayant participé à tous ces mouvements, je pense que le fil conducteur est le ras le bol de l'exécutif , qui s'est exacerbé avec le gouvernement Macron et sa verticalité démocratique.

2) *Pourquoi, selon vous, ces différents mouvements ne posent-ils pas le problème de la prise de pouvoir ? Pourquoi, au moins pour l'instant, ont-ils renoncé à l'idée d'une représentation politique traditionnelle ? Par ailleurs, comment considérez-vous l'absence de leaders reconnus dans ces mouvements ?*

Les grèves ont toujours eu un leader syndical et un parcours dédié. Historiquement les conquêtes sociales se sont gagnées de par une alliance avec des groupes politiques et des patrons de gauche (CNT, CGT ,CGTU avec le PCF,PS). Il est important de s'en rappeler.
Nuit debout a essayé de s'emparer des lieux et places publiques en essayant de développer la démocratie directe et participative. En s'affranchissant de leader politique les nuits après le 31 mars on a écrit des revendications dont certains partis politiques se sont emparé .

Les Gilets jaunes ont suivi les Nuits debout sur la forme, en plus d'envahir beaucoup de rond points et d'être plus visibles .Ils ont été vite fait récupérés par des partis extrêmes et donc s'est rapidement créée une scission sur la question des revendications notamment concernant l'immigration.

Le parti de Francis Lalane montre que ce mouvement n'a pas de projection représentative.

3) *Pourquoi, selon vous, les Français soutiennent massivement le mouvement contre la réforme des retraites, même d'après les sondages des communicants, et même s'ils ne participent pas directement aux différentes formes d'opposition ?*

Je pense que les français sont hostiles à cette réforme car suite aux différentes attaques de ce gouvernement à notre modèle social accumulées en trois ans de mandature, les conflits d'intérêts et autres casseroles qui s'entassent dans les rangs Macron , les violences policières qui se révèlent par vidéo, tout cela suivi d'une réforme qui va toucher tout le monde et directement le portefeuille de chacun contribue à l'hostilité générale de l'opinion.
La plupart des mouvements aujourd'hui n'ont pas Paris comme centre. En effet, Paris a pris le monopole de la contestation du fait de la promiscuité des institutions décisionnaires tandis que les provinciaux ont développé une autre forme de lutte et de visibilité médiatique. C'est ce qui a surpris les médias traditionnels et développé des facultés chez certains, des vocations militantes et mis en lumière d'autres têtes d'affiche que celle habituelle.

4) *Grèves, blocages, démissions, cortèges : quelles formes doit prendre aujourd'hui la lutte contre le néolibéralisme pour être efficace ?*

D'autres groupes militants se révèlent ingénieux dans la forme légale d'action, par exemple retarder les interventions policières , des marches hors parcours lors des grèves, des intrusions dans les locaux institutionnels ou privés. Ces méthodes mettent à mal l'organisation de l'intérieur . Si les modes de consommation changeaient drastiquement pour toucher le secteur économique national cela pourrait donner encore plus de poids au conflit.

5) *« Le fond de l'air est rouge ». Est-il possible d'associer les mouvements en cours en France avec des révoltes qui secouent d'autres parties de la planète (Liban, Chili, Inde, Algérie, etc.) ?*

Il y a pour moi un sursaut communiste mondial, dans le sens où les personnes se rendent compte que le « tout privé », c'est-à-dire quand les lobbies sont placés au-dessus de l'État, prive les citoyens de droits

fondamentaux. Certains des pays en lutte n'ont pas les mêmes revendications mais partout la plèbe gronde sur les gouvernements autoritaires voire dictatoriaux qui décident de la vie des gens .

Les philosophes en lutte (Lille)*

1) *Nuit Débout, Gilets jaunes, luttes pour la défense des services publics (hôpitaux, écoles), grèves contre les réformes des retraites : peut-on tracer un fil rouge entre ces différents mouvements?*

Oui bien sûr, tous ces mouvements sont des réactions face aux mesures qui visent à faire de l'état un marché, où la devise nationale serait : compétitivité, productivité, rentabilité, les lois ou projets de lois qui causent ces mouvements ont pour principe « le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins » et dans ce sens favorisent les libertés d'entreprises, mais dans leurs grandes partie de Monopoly géantes, qui ne dispose d'aucune mesure pour équilibrer la partie, à chaque nouvelle génération les nouveaux joueur.euse.s se retrouvent face aux gagnants de la partie précédente qui ont gardé le capital accumulé, tandis qu'eux (la nouvelle générations) démarre de zéro, on comprend bien que ce n'est pas « fair play ». Comme le dit Camus dans *l'Homme révolté,* les mouvements de révolte n'ont lieu que dans les endroits où il y a un écart entre l'égalité de droits et l'égalité dans les choses (qui est inexistante), tous ces mouvements sont les conséquences de cet écart qui se creuse, et puisque ces réformes gouvernementales sont le fruit d'un même principe, voilà le fil rouge : le principe de libéralisation, plus il se développera dans une prétendue égalité des hommes, moins les hommes le supporteront, d'autant que leurs proximités historiques laissent à penser que ces mouvements s'encouragent entre eux, en tant qu'expériences politique alternatives, chaque mouvement présente l'alternative au public et la possibilité de s'exprimer différemment que par les urnes, qui souvent ne leur permettent pas de s'exprimer mais ne consistent qu'en un choix entre différentes expressions préconçues par des partis d'intérêt.

---

* Ces réponses ont était rédigés par un membres du comité et ne reflètent pas l'avis de chaque membre pris individuellement.

2) *Pourquoi, selon vous, ces différents mouvements ne posent-ils pas le problème de la prise de pouvoir ? Pourquoi, au moins pour l'instant, ont-ils renoncé à l'idée d'une représentation politique traditionnelle ? Par ailleurs, comment considérez-vous l'absence de leaders reconnus dans ces mouvements ?*

Si ces mouvements ne tentent pas une prise de pouvoir dans les règles de l'art politique, je peux y voir deux explications vulgaires qui sont : premièrement les participant.e.s s'accordent sur la volonté ou non d'une réforme. Pour le moment les mouvements sont encore contestataires et sont donc généralement contre quelque chose, mais la diversité à propos du reste de l'organisation les empêchent de produire des partis institutionnels sans diviser et donc réduire la puissance des mouvements.
Et voilà la deuxième raison à mon avis, les participant.e.s ne sont pas fondamentalement contre un gouvernement, la liberté moderne n'est pas celle de participer à la politique, elle consiste en une liberté de loisir, le peuple voulant plus de considération ne souhaite pas le pouvoir, par ces différentes manifestations il souhaite rappeler qu'il est la puissance. Le gouvernement, qui est censé canaliser la puissance en pouvoir par l'organisation des choses, peut très bien être débordé par la puissance qu'est le peuple. Cependant il ne faut pas négliger la volonté de participations au domaine politique qui se manifeste de plus en plus au sein de ces mouvements, par exemple par la volonté de démocratie par tirages au sort, ou le référendum d'initiative citoyenne : ces demandes signifient que les gens ne veulent pas une « prise de pouvoir », mais elles réclament la mise en place d'un pouvoir moins vertical.

3) *Pourquoi, selon vous, les Français soutiennent massivement le mouvement contre la réforme des retraites, même d'après les sondages des communicants, et même sans participer directement aux différentes formes d'opposition ?*

Assez simplement lorsque l'on grandit avec des droits et qu'on nous les ôte ou transforme de manière obscure, en l'occurrence le droit au repos après une vie de labeur. Les situations de certain.e.s retraité.e.s ne sont déjà pas enviables, on nous ôte les espérances possibles à propos de la récolte des fruits de notre travail ; qui accepterait de se tuer à la tache?! C'est ce que l'on risque si nous ne sommes pas prudents avec le système de retraites. D'autant plus avec le gouvernement qui s'inquiète plus de son économie que de ses habitant.e.s, au vu de celle-ci et de ses fluctuations, si elle est le socle des droits de l'homme, ceux-ci seront

aussi instables qu'elle, or un droit n'est il pas censé garantir des choses ? Que faire s'ils sont aussi fluctuants que l'économie ? Pour ces raisons et à cause de l'obscurité de la réforme, le Gouvernement bâtit un simulateur étape par étape, parallèlement à l'élaboration du projet de loi sur le système universel de retraites. Ce qui signifie que l'on doit d'abord accepter la réforme, puis ensuite constater si oui ou non nos espérances bâties sur nos droits sont toujours viables.

4) *Grèves, blocages, démissions, cortèges : quelles formes doit prendre aujourd'hui la lutte contre le néolibéralisme pour être efficace?*

Toutes les solutions sont bonnes à prendre contre ce genre de léviathan à intérêt privé, l'occupation de l'espace public et la sensibilisation aux problèmes des institutions en vigueur est la priorité, de sorte qu'un maximum d'individus prennent conscience de la puissance virtuelle qu'il représente et qu'il lui reste à actualiser, plus ils seront nombreux plus leurs modalités et capacités d'actions s'élargiront.
D'autant que les revendications des mouvements sont non autoritaires et prônent en général un pouvoir horizontal, il est donc je pense préférable de laisser les hommes expérimenter leurs politiques. Nous n'avons pas de système parfait et n'en auront probablement jamais, la multiplicité des formes met en lumière les différentes formes d'organisations possibles et leurs dérives. Des politiques expérimentales pour refonder une véritable « science politique» plutôt qu'une propédeutique au bon fonctionnement de l'économie nationale.
Le plus important est que les individus réinvestissent l'espace public et refonde à nouveau des mondes communs, plutôt que de vivre cachés dans l'ombre de leurs soi-disant représentants.

5) « *Le fond de l'air est rouge ». Est-il possible d'associer les mouvements en cours en France avec des révoltes qui secouent d'autres parties de la planète (Liban, Chili, Inde, Algérie, etc.) ?*

C'est l'un des avantages de la mondialisation et de l'information à grande vitesse (bien que celle-ci ait ses avantages et ses inconvénients) : elle permet au moins cela, elle illustre parfois des individus regroupés ou non qui eux aussi font face à des monstres institutionnels, et la diffusion de leurs images peut encourager les individus d'ailleurs à eux aussi se saisir des moyens à leurs dispositions, et comme je le disais pour les

événements historiques qui influencent les mouvements, les événements simultanés lorsqu'ils sont communiqués s'influencent, et le simple fait que la question se pose, nous montre qu'effectivement ces mouvements ne sont pas sans lien, ils se produisent dans une société mondialisée où le néolibéralisme veut faire la loi, tandis que des individus réclament plus de considération, et sont contraints d'affronter les forces de l'ordre pour se faire entendre. Que les revendications soient les mêmes ou non, on perçoit là les symptômes de l'hypocrisie des droits de l'homme dans un monde dirigé par une poignée d'individus.

Yves Cohen

1) *Nuit Debout, Gilets jaunes, luttes pour la défense des services publics (hôpitaux, écoles), grèves contre les réformes des retraites : peut-on tracer un fil rouge entre ces différents mouvements ?*

Il est bien de poser une question processuelle en commençant par Nuit debout. Mais il me paraît important de poser d'emblée cette même question dans un cadre international. Tous ces mouvements participent d'un paysage mondial très surprenant, très nouveau, qui fait penser au « moment 68 », années pendant lesquelles de nombreux mouvements sont apparus à la surface du globe, se répondant les uns aux autres tout en ne se confondant pas. En effet, les années 2010, depuis la Tunisie de décembre 2010 et le printemps arabe et jusqu'à l'extraordinaire explosion de la fin 2019 (Equateur, Chili, Liban, Irak, Haïti, etc.), ont connu une vague tout à fait inédite de mouvements socio-politiques qui avaient presque tous la même caractéristique : ils étaient sans leader. Beaucoup ont commencé par de grandes questions : dégage Ben Ali ! dégage Moubarak ! dégage Yanoukovitch !, mais aussi par de petites : le refus de l'augmentation du ticket de bus au Brésil, la protection du dernier parc d'Istanbul, la suppression de la taxe carbone en novembre 2018 en France, de tel ou tel impôt ou de telle ou telle augmentation dans tel ou tel pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, etc.

Tout ceci forme un ensemble inédit qu'il nous faut penser comme tel et dont les mouvements français ne peuvent pas être détachés. Ces mouvements forment, sans coordination mais non sans connexion, une riposte à la bascule néolibérale qui a saisi le monde depuis quelques décennies. Robotisation et « IAfication » du travail, individualisation de l'économie et de la consommation, de la culture, de la santé, de l'éducation, destruction délibérée des liens collectifs reposant sur les syndicats, les associations ou des procédures de négociation sociale, mise en cause de la prise en charge du social par l'Etat, transfert d'une partie des liens affectifs à des dispositifs de connexion électronique à distance sous le contrôle et l'exploitation d'une nébuleuse d'entreprises capitalistes : ce ne sont que quelques éléments qui permettent de décrire le tournant dans lequel nous sommes. En réponse, dans la rue, dans les assemblées, sur les places et les ronds-points, il s'expérimente de nouvelles formes de légitimité démocratique en même temps que de vie en présence, en coopération et à égalité à travers les différences sociales, de genre, de sexualité, de

religion, d'origines, d'âge, etc. L'ambiance très pessimiste de ces décennies envers les possibilités des mouvements sociaux se colore maintenant de nuances plus positives devant cette exploration de solutions pour sortir de l'impasse héritée du siècle dernier : l'échec des révolutions qui se sont, sans exception, toutes retournées contre leurs peuples. Les différents mouvements ne se laissent plus saucissonner par les partis et les syndicats du vieux monde. Sans forcément de lien au départ, les différentes luttes rebondissent les unes sur les autres en se reconnaissant et en respectant mutuellement les exigences de chacune. En 68, les étudiants devaient rester dans leurs facs, les ouvriers dans leurs usines, les paysans aux champs. Nuit debout, gilets jaunes, luttes pour la défense des services publics et grèves contre la réforme des retraites : jamais les échanges entre groupes sociaux de toute espèce n'avaient été aussi nombreux, libres et joyeux, dans un partage des exigences des luttes, le tout contre un ennemi commun, un libéralisme plus que jamais effréné.

2) *Pourquoi, selon vous, ces différents mouvements ne posent-ils pas le problème de la prise de pouvoir ? Pourquoi, au moins pour l'instant, ont-ils renoncé à l'idée d'une représentation politique traditionnelle ? Par ailleurs, comment considérez-vous l'absence de leaders reconnus dans ces mouvements ?*

Nous assistons au début d'un long processus : celui de la recherche – une recherche expérimentale –, de nouvelles formes de vie et d'action démocratique. Le problème de la prise du pouvoir ? Ceci rappelle les révolutions du siècle dernier. Or en France, mais c'est aussi le cas dans bien d'autres pays, la référence n'est pas 1917. Elle est 1789, elle est celle des révolutions du XIXe siècle. Les mouvements recherchent de nouvelles formes démocratiques mais ils ne veulent pas pour autant la destruction de la démocratie représentative quelles que soient les critiques qu'ils formulent à son endroit. Il y a là une différence avec les années 68 pour lesquelles l'horizon était encore révolutionnaire. Il s'agissait de lutter pour un meilleur communisme que celui qui existait à cette époque. Même le maoïsme se pensait comme une révolution dans la révolution. Nous avons cru (j'en étais) que la révolution culturelle chinoise lancée par Mao était la bonne solution pour lutter contre les bureaucraties dites révolutionnaires et les nouvelles couches exploiteuses de cadres corrompus. L'horizon révolutionnaire a disparu. L'effondrement du socialisme soviétique et de son bloc en a été le moment final. En 68 et autour, nous étions anti-autoritaires pour la société, contre les chefs dans l'industrie, dans l'école et l'université, dans la famille. Mais nos organisations étaient encore très

hiérarchiques et soumises à de bons chefs. La démocratie traditionnelle n'était pas récupérable et nous n'avions pas d'alternative démocratique. Or il faut noter que cette dernière a commencé à se dessiner avec dynamisme justement à partir de cette époque.

Le mouvement de mai-juin 68 en France n'a pas eu de leader – sinon Daniel Cohn-Bendit dans les premiers jours. Il a su s'orienter sans chef, comme un authentique sujet politique, en évitant les pièges de la récupération comme celle que le parti socialiste a tentée le 27 mai, au moment du vide du pouvoir le plus manifeste. Le MLF, Mouvement de libération des femmes, qui a été créé dans le sillage de 68, était sans cheffe, comme sans chef – mais non pas certes sans « figure » – le FHAR, Front homosexuel d'action révolutionnaire, et comme bien des « communautés » issues du mouvement. C'est au rejet de l'obsession hiérarchique si caractéristique du siècle dernier que l'on a commencé à assister dans l'ambiance de ces années 68. On ne surestimera jamais le début de la vague d'un nouveau féminisme dont on perçoit actuellement la portée qu'il a sur l'ensemble des mouvements. Aujourd'hui, le prolétariat, c'est les femmes. L'heure est à la révolution féminine, tandis que la part croissante des femmes dans les mouvements du monde n'est pas pour rien dans la splendide aspiration pratique à de nouvelles formes démocratiques, horizontales et égalitaires.

Car cette obsession hiérarchique était partagée par tous les gens de pouvoir, de droite et de gauche, de l'économie et de la politique, de tous domaines de la vie sociale. L'autorité ne se disait qu'au masculin. Les courants libertaires et anarchistes avaient été réduits à la portion congrue du paysage, parfois par la destruction violente, comme dans le monde communiste, ce qu'on a vu clairement en Europe de l'ouest durant la guerre d'Espagne. « Les hommes en foule ne sauraient se passer de maître » était la pensée la plus commune et distribuée également entre libéraux et gens de gauche, réactionnaires et révolutionnaires. La phrase est du polygraphe Gustave Le Bon, dans son ouvrage de 1895 *Psychologie des foules*, immédiatement traduit en de nombreuses langues sur tous les continents. L'exigence était doublement la mobilisation et le contrôle les masses : masses ouvrières dans les usines, masses de soldats dans les armées qui se massacraient par millions avec les armes de la modernité, masses ouvrières et agricoles à lancer dans la révolution sous la direction des avant-gardes professionnelles. « Ouvriers-paysans nous sommes le grand parti des travailleurs », chantait l'Internationale. Fordisme et stalinisme poursuivent leur lancée jusqu'aux années 1970. Et ce n'est que dans ces années 2010 que commence à apparaître la sortie du deuil du communisme, expérience faite. Les places, les ronds-points, les assemblées sont les lieux inventés pour

qu'il s'y expérimente de nouvelles modalités démocratiques. On mesure à leur férocité la rage des puissants contre ces expérimentations : les réactions contre les mouvements sans leader sont d'une violence sans limite, depuis leur écrasement meurtrier en Egypte, la dictature en Turquie, les morts de la place Maïdan, la capture de la Crimée par la Russie (le lendemain-même de la fuite de Yanoukovitch) et le déclenchement d'une guerre à l'est de l'Ukraine, le profilage d'un néo-fascisme au Brésil, etc. C'est la rage contre cette nouvelle force populaire qui est le ciment de l'alliance entre les dirigeants ulcérés que sont Assad, Poutine, Erdogan et Ali Khamenei pour écraser le peuple syrien. La répression en France, quoiqu'elle ne soit pas aussi mortelle qu'en d'autres pays, a atteint une brutalité inégalée jusqu'ici. La destruction moins visible mais systématique et implacable des ronds-points gilets jaunes avec leurs tentes et leurs cabanes en témoigne en des centaines de points du territoire français. Il n'est pas question de laisser émerger une démocratie indomptable, ancrée dans ses lieux et territoires. Il faut la casser. Certains pays ont su échapper à cette violence extrême, comme la Tunisie qui a été au principe de cette vague enthousiasmante.

Le rejet des leaders n'a donc rien de circonstanciel. Il touche à l'histoire du dernier siècle et à sa hantise hiérarchique mais plus profondément encore à la composante autoritaire du lien social. Nous ne sommes qu'au début d'une transformation d'une profondeur qu'il est difficile de mesurer aujourd'hui, d'autant plus que les femmes y jouent par leur présence, leur initiative, leur audace, leur sororité, un rôle plus décisif que jamais, comme un aboutissement de la lancée des années 68. Et l'horizontalité qui se fait le bien commun de tous n'est pas seulement la caractéristique des mouvements politiques de la place publique : elle se manifeste en des milliers d'activités collectives, culturelles, éditoriales, dans les jardins partagés, des bureaux juridiques, des sociétés d'assistance, des associations collégiales sans président ni bureau, le municipalisme sans maire issu de Saillans, des coopératives de production et autres initiatives économiques, des formes collaboratrices de distribution, l'inventaire est infini. Ici aussi le phénomène est loin de n'être que français. C'est le lien social, et donc aussi les rapports de genre, de sexe, ethniques, de croyance, qui sont touchés.

3) *Pourquoi, selon vous, les Français soutiennent massivement le mouvement contre la réforme des retraites, même d'après les sondages des communicants, et même s'ils ne participent pas directement aux différentes formes d'opposition ?*

Après l'émergence surprise des gilets jaunes sur une revendication, la fin de la taxe carbone, qui a rassemblé un ensemble hétéroclite, inattendu et efficace de groupes sociaux, la réforme des retraites présentée par le gouvernement et qui touche tout le monde est apparue incroyablement injuste, mal ficelée, très mal expliquée et impitoyablement destructrice des constructions solidaires du siècle social pour le seul avantage des (riches) néolibéraux. Elle est la marque visible – et maladroitement défendue – de l'acharnement libéral contre les faibles et l'incarnation de la croissance des inégalités. Il est probable que le soutien à la protestation contre cette réforme épouse une configuration très voisine du soutien aux gilets jaunes à la fin de 2018 et au début de 2019. Ceci contribuerait d'ailleurs à expliquer l'absence si surprenante des salariés du secteur privé dans ce mouvement.

4) *Grèves, blocages, démissions, cortèges : quelles formes doit prendre aujourd'hui la lutte contre le néolibéralisme pour être efficace ?*

Comment peut-on répondre à une telle question de façon normative quand tout le monde, nous tous, avons été surpris par l'inventivité populaire ? Comment tenir un discours prescriptif sur ce qui « doit » être fait par les gens en lutte ! Inventer le rond-point comme lieu d'action et de vie démocratique (certes, pas tout à fait datant du 17 novembre 2018, mais de peu avant), qui y aurait pensé ? Les blocages de centres de bus ou de nettoyage urbain qui se sont mis en place si rapidement renouent avec des formes de lutte longtemps considérées comme extrêmes par les syndicats. Les « coups de main » réciproques ont été particulièrement répandus, tout à la fois entre divers groupes en grève et entre scolaires et salariés : combien de lycéens, d'étudiants et aussi d'enseignants et de chercheurs sont allés prêter main forte aux salariés des transports, de l'enlèvement et traitement des ordures, des hôpitaux, de la radio-télévision, etc. ? Ces échanges sont complètement désinhibés et en opposition complète avec les tentatives traditionnelles des syndicats de saucissonner les mouvements sociaux, chacun devant lutter chez soi. La déambulation de quartier est également une jolie invention. Les gilets jaunes ont imprimé leur marque au-delà des porteurs dudit habit.

Ceci est vrai pour les chansons et les slogans, mais aussi pour le désir d'agir et de décider horizontalement, de se retrouver en assemblée ou en réunion ouverte « interpro ». L'atmosphère de joyeuse effervescence sociale – exceptionnelle répression mise à part – est largement due à cette rencontre heureuse entre gilets jaunes et mouvement de grève. Désobéissance et dissidence sont des mots qui retrouvent un emploi dans les sociétés dites développées. L'insistance sur la coprésence et le contact, à partir desquels se recompose l'usage des réseaux sociaux, vient contredire les efforts des GAFA pour maintenir chacun chez soi ou le nez sur l'écran de portable (le confinement dû au coronavirus est certainement en train de produire de nouveaux usages). On pourrait aussi parler de la violence, dont l'ordonnance très judicieuse et mesurée s'est réalisée sur place, sans planification. La redécouverte des lieux et territoires, quartiers urbains compris, permet encore la rencontre, localisée, entre revendications fiscales et sociales d'un côté et bataille écologique de l'autre, une « convergence » qui n'était pas présente à l'origine, qui a été élaborée sur place-même et qui a beaucoup d'avenir.

La grande interrogation et la grande surprise de ce moment sont l'absence presque complète des salariés du secteur privé. Où sont les ouvriers ? Au sein du mouvement social, ils sont désormais loin de jouer le rôle qu'ils avaient au siècle dernier, celui d'avant-garde, de modèle, de groupe admiré et attendu, de porteur de l'avenir – et plus précisément de la révolution. Plus personne n'endosse plus ce rôle de groupe de tête, de classe naturellement révolutionnaire. Beaucoup de choses pourraient expliquer ce retrait qu'on espère temporaire. De fait, la déstructuration de la solidarité interne aux entreprises est très avancée. Le néolibéralisme a beaucoup dépensé pour ça dans les dimensions du travail, des formes d'emploi, des formes de direction, etc. Les dernières décennies n'ont vu que l'individualisation accélérée de la vie de travail, l'augmentation vertigineuse de la sous-traitance et de la précarisation, le remplacement rapide du travail humain par celui des machines et des programmes, l'augmentation des charges de travail, la crainte accrue du chômage, l'affaiblissement syndical, les incessants changements dans l'organisation et dans les lois du travail, toujours dans le sens de l'affaiblissement de la protection des humains. Désormais, les gisements de profit ne sont plus seulement la charge physique et la charge mentale. Le nouveau gisement est le rapport à soi et aux autres par les sentiments, les goûts et les émotions : le travail sur soi est mis au service du capital et ceci non plus seulement dans l'entreprise mais à chaque moment de notre vie et jusque sur l'oreiller. L'exploitation n'est plus seulement ouvrière même au sens large ; nous sommes tous devenus des producteurs de données – consentants. L'action et la délibération en présence, dans la rue, sur les places et

les ronds-points, en assemblée, permet un nouveau rapport du *moi* au collectif. Il ne s'agit plus de se laisser traiter comme une pièce interchangeable ou de disparaître en tant que personne dans le grand mouvement de l'histoire incarné par les organisations ouvrières et leur parti communiste. Au contraire aujourd'hui, la personne s'affirme dans le collectif, au frottement avec les autres, aussi différents soient-ils et elles, dans l'égalité voulue avec toutes les autres personnes et chacune d'elles, chaque personne reconnaissant la personne de chacune et de chacun (même si la pratique quotidienne n'est parfois pas aussi idéale).

Là se situe un aspect majeur de la riposte à la distance interpersonnelle toujours plus grande recherchée par les GAFA, les nouveaux maîtres des relations humaines, prédateurs suréquipés des sentiments et des goûts. Dans les formes d'horizontalité et de délibération collective, on trouve aussi une des dimensions de la réplique au libéralisme. Pour celles et ceux qui y ont goûté, l'horizontalité a quelque chose d'addictif. Il y a certainement là une ressource d'une puissance immense et encore peu déployée.

Les mouvements sans leader des dix dernières années ont été d'une force inégalée, d'une efficacité exceptionnelle. On me répond le plus souvent sur ce point qu'ils ont subi une répression terrible et qu'ils sont été défaits ou se sont transformés en marchepied pour l'autoritarisme. Mais ce n'est pas partout – voir la Tunisie, l'Ukraine, sinon la Bulgarie et le Burkina Faso –, et surtout, cette répression, ces guerres, ces réactions d'une brutalité inouïe ne surviennent que parce que ces mouvements ont été victorieux, comme ça a aussi été le cas des gilets jaunes en décembre 2018. Ils connaissent cette phase victorieuse où ils atteignent leur objectif aussi petit ou aussi inatteignable qu'il paraisse grâce au nombre inédit des protestataires, à leurs formes de lutte inspirées, à leur présence obstinée sur (la) place et jusqu'à faire face à la mort, à leur construction égalitaire, horizontale et solidaire, et grâce aussi à la surprise. Comment peut-on leur dire ce qu'ils doivent faire pour dépasser cette première phase sans être écrasés ou sans se perdre dans la confusion des objectifs ou les efforts de « structuration » par lesquels il est difficile d'échapper à la forme parti ? Le chemin s'en cherche, comme on le perçoit par exemple dans les assemblées des gilets jaunes et leur assemblée des assemblées et dans la multiplication des activités collectives collaboratives ; le chemin s'en trouvera. Il ne sert certainement à rien de vouloir forcer les mouvements sur telle ou telle voie. La puissance nécessaire pour vaincre le libéralisme, si jamais il peut être complètement vaincu, est tellement immense qu'il ne faut rien presser, mais rester attentif de façon pragmatiste aux recompositions de toute sorte : des formes d'action, de la pensée, des relations sociales entre personnes et groupes, des circulations et connexions entre groupes, secteurs et pays.

5) *« Le fond de l'air est rouge ». Est-il possible d'associer les mouvements en cours en France avec des révoltes qui secouent d'autres parties de la planète (Liban, Chili, Inde, Algérie, etc.) ?*

A moins qu'il n'existe tout de même quelque chose qu'on *doive* faire si l'on est chercheuse ou chercheur en sciences sociales. Ce ne serait certainement pas de tenter de reconstituer l'Internationale ouvrière ni l'Internationale communiste, mais d'encourager les connexions entre les mouvements, connexions internationales et intercontinentales ; d'encourager les échanges réflexifs entre eux, entre les groupes, les réseaux et les individus (j'ai participé dans ce sens, avec Nilüfer Göle, à l'organisation en novembre 2015 du colloque de l'EHESS sur « La démocratie de la place publique » qui a été publié en ligne par *Politika*) ; de faire circuler par l'image, le texte, la musique les expériences de lutte quelles que soient les frontières à traverser ; d'aider les visites réciproques quitte à franchir les océans ; d'alimenter les recherches en sciences sociales de terrain ; de renouveler la pensée sociale en acceptant, pour les chercheurs, de réfléchir à égalité avec les « activistes réflexifs » de quelque mouvement de quelque pays que ce soit. Les écoles et départements de sciences sociales pourraient y consacrer des moyens. L'objectif serait de s'engager par ces actions à renouveler profondément les sciences sociales que les pères fondateurs, Weber et Durkheim, ont pensées dans des conditions complètement différentes à l'échelle historique. L'autorité, qu'ils ont cherché à construire et reconstruire, devait s'exercer sur des masses d'ouvriers et de citoyens dans des configurations où le nombre paraissait devoir imposer sa raison. Il s'agit aujourd'hui de contribuer à donner sens aux formes non-institutionnelles de lutte en tant qu'elles ne cherchent pas la destruction du vieux monde mais à ne jamais laisser se relâcher la tension avec l'institutionnalisé. Il s'agit aussi d'identifier comment de nouvelles institutions sociales, même en conflit avec d'aussi ancestrales que la forme hiérarchique des relations, cheminent d'une activité à l'autre pour recomposer quelque champ que ce soit, du culturel et de l'affectif à l'économique et au politique. Les chemins de l'efficacité se découvriront en marchant. Une dynamique de ces dix ans apparaît déjà. Par exemple, le splendide mouvement algérien est apparu presque dix ans après celui de la Tunisie voisine. N'en aurait-il pas pris de leçon comme de tous ceux qui ont suivi, une leçon qui aurait été spécifiée et traduite dans la charte des « 18 commandements du marcheur pacifiste et civilisé », publiée dès le troisième vendredi par Lazhari Labter, et qui « insistent sur le caractères pacifique et civique de la contestation » (https://www.nouvelobs.com/monde/20190308.OBS1418/

les-18-commandements-du-manifestant-en-algerie.html) ? A la suite du soulèvement gilets jaunes, des tâches jaunes sont apparues dans un certain nombre de pays comme la Belgique, la Russie et même les Etats-Unis.

Je ne pense pas que le fond de l'air soit rouge. Il n'y a plus de communisme dans l'air. Le communisme a été un échec mondial à l'échelle de l'histoire de l'humanité. Celle-ci ne tentera plus l'expérience. Ces mouvements ne sont pas destructeurs pour cette raison. Ils partent sur d'autres bases qui sont entre autres la refonte directe des liens sociaux dans l'action même et à travers toutes les différences, distances, frontières et inégalités. Ils sont certes souvent animés par l'idée d'une révolution. Mais s'il en est ainsi, cette révolution est loin de toutes celles, c'est-à-dire de toutes au XXe siècle, qui se sont retournées contre leur peuple. Ceci dit même si l'on perçoit malheureusement peu de réflexion sur la manière dont ces nouvelles révolutions éviteraient la création d'instruments de répression impitoyables non seulement contre les contre-révolutionnaires avérés, mais contre les rétifs, les réticents et les récalcitrants et simplement les questionneuses et les questionneurs. C'est ce qu'ont été la fameuse Tchéka créée dès décembre 1917 avant de devenir les non moins abominables GPU, NKVD et KGB, et tous ses avatars dans le monde.

En d'autres termes, de multiples caractéristiques associent déjà les mouvements et soulèvements qui déferlent sur la planète depuis une dizaine d'années. Les traits d'une riposte à l'autre déferlement, le néolibéral – qui n'est lui-même que la réponse aux révoltes, refus et critiques qui se sont accumulées contre le capitalisme depuis des décennies –, commencent à se dessiner à la même échelle, globale.

Alain Bertho

1) *Nuit Debout, Gilets jaunes, luttes pour la défense des services publics (hôpitaux, écoles), grèves contre les réformes des retraites : peut-on tracer un fil rouge entre ces différents mouvements ?*

Depuis 20 ans, les mobilisations sociales et politiques en France suivent plusieurs cycles : celui des résistances au détricotage de la législation du travail et du Welfare State, celui de la résistance au racisme d'État dans les quartiers populaires, celui du soulèvement contre le capitalisme rentier. Ces trois cycles sont distincts. Ils n'ont pas le même agenda et ont mis des années à se croiser. Ils n'ont pas non plus le même répertoire d'action et d'organisation. Ils sont à des degrés divers sensibles aux conjonctures internationales. Au fil des années, des croisements et des métissages s'opèrent. Ils n'ont jamais été aussi importants que depuis 2019.

La résistance au détricotage du Welfare se fait sur l'agenda gouvernemental. Il passe par les mobilisations de 1995 et 2010 contre les réformes des retraites, la mobilisation contre le Contrat premier embauche en 2006, contre la loi travail en 2016. La mobilisation actuelle s'inscrit dans cette histoire. Ces mobilisations ont pu contribuer à renouveler le répertoire des luttes salariales, depuis les blocages de gare en 2006 jusqu'à Nuit de bout qui s'inscrit ouvertement dans le « mouvement des places » de 2011. Mais toutes ont été orchestrées par des organisations existantes et aucune n'est parvenue à s'ouvre aux plus précaires, ceux qu'on trouvera chez les Gilets Jaunes comme ceux des quartiers populaires stigmatisés. « Nuit debout »est resté un mouvement de centre-ville et de classes moyennes précarisées.

La résistance des quartiers populaires à la stigmatisation comme à la violence sociale et policière est une résistance elle-même stigmatisée. Elle suit l'agenda des violences policières et de leurs jeunes victimes depuis Zyed et Bouna en 2005 jusqu'à Adama Traoré en 2016. Son répertoire est celui de l'émeute, son destin politique celui de l'isolement et de la condamnation unanime de ses colères par le monde politique.

Le soulèvement contre le capitalisme rentier est le plus nouveau. Il surgit en novembre 2018 et surprend par son ampleur, sa durée et sa détermination. Il rassemble des femmes et des hommes qui pour une part n'ont été d'aucune autre mobilisation. Il rassemble bien au-delà du monde du travail traditionnellement concerné par les conflits sociaux car il porte sur l'expérience populaire des nouvelles formes d'exploitation

dans le capitalisme financier, celui de la hausse des dépenses obligatoires et des taxes. D'emblée populaires, les Gilets jaunes ont fait reculer le pouvoir plus qu'aucune autre mobilisation depuis des décennies.

Ce soulèvement combine le répertoire de l'occupation de l'espace public, du blocage et de l'émeute. Il refuse toute forme de leadership, de représentation ou d'organisation pérenne. Et il ouvre la possibilité de solidarités nouvelles :solidarités avec le monde salarié, notamment celui de la logistique (Rungis, Géodis), solidarités avec les quartiers populaires après le 6 décembre 2018. Ce jour là des dizaines de lycéens de Mantes La Jolie ont été filmés par la police à genoux, menottés et les mains sur la tête. Dès le samedi suivant dans plusieurs villes, des Gilets jaunes se sont mis spontanément à genoux devant la police. Ce geste a fait sauter des verrous et ouvert une brèche entre le monde des quartiers populaires, laboratoire de la violence policière et épouvantail sécuritaire et le monde des ce deux des pauvres qui étaient le cœur de cible du discours sécuritaire.

Sans le soulèvement des Gilets jaunes qui a fonctionné comme un révélateur des dominations sociales et politiques, de la violence d'État et de la fragilité politique du pouvoir, la résistance à la réforme des retraites n'aurait pas eu l'ampleur qu'elle a eu. La grève et la mobilisation syndicale ont empruntés des voies classiques, mais la diversité des mobilisations (avocats, hôpitaux, élèves, ...) ouvre visiblement à autre chose : une entrée en dissidence des métiers, une chute brutale de la légitimité à gouverner des puissants.

C'est ce contexte, la révélation de masse de la réalité de la domination qui a sans doute ouvert la voie à une mobilisation féministe d'une ampleur et d'une radicalité rarement atteinte. En retour, c'est de ce mouvement des femmes que sont sortis les mots les plus rassembleurs , ceux de Virginie Despentes dans *Libération* du 2 mars 2020. Les Gilets jaunes ont contribué à faire passer la mobilisation collective des cadres du fordisme à celui du capitalisme financier. Ce passage ne fait pas l'économie de la critique des formes organisationnelles antérieures, des répertoires de la grève et de la manifestation et des formes du pouvoir d'État.

2) *Pourquoi, selon vous, ces différents mouvements ne posent-ils pas le problème de la prise de pouvoir ? Pourquoi, au moins pour l'instant, ont-ils renoncé à l'idée d'une représentation politique traditionnelle ? Par ailleurs, comment considérez-vous l'absence de leaders reconnus dans ces mouvements ?*

La question du pouvoir se pose de façon neuve depuis l'échec des expériences tant communistes que social-démocrates au 20° siècle. Non seulement l'idée qu'avec le pouvoir on allait changer le monde a perdu toute crédibilité, mais on a découvert au passage quelques à-côtés désastreux de cette stratégie. Elle organise sur la durée de nouvelles dominations et démultiplie les ravages de la corruption. Les expériences les plus récentes, au Venezuela, en Bolivie, au Brésil ont été dramatiques. Dans ce continent porté par les nouveaux espoirs de l'altermondialiste avec les Forum Sociaux Mondiaux, cette corruption a eu raison des meilleurs, laissant la place au chaos ou au populisme. Enfin, les renoncements successifs des gauches européennes ont achevé de désespérer les mobilisations.

Cette problématique est mondiale. Elle a été dessinée dès la fin du 20° siècle par le mouvement zapatiste qui fut alors regardé comme une curiosité exotique. La méfiance des Forum sociaux mondiaux à l'égard des partis montrait pourtant que l'idée cheminait doucement. C'est le printemps arabe en 2011 suivi du mouvement des Indignés puis d'Occupy Wall Street qui en a fait une question de masse. Les soulèvements victorieux, en Égypte et en Tunisie, n'ont pas été des révolutions au sens classique du terme. Les insurgés ne voulaient pas le pouvoir et se sont gardés de le prendre. Ils l'ont laissé à des professionnels qu'ils ont tenté de faire obéir, comme le recommandait autrefois le Sous-Commandant Marcos. En Syrie, après l'insurrection, les zones contrôlées par l'armée Syrienne Libre contre Al Assad et contre Daech, se sont organisées de façon très décentralisée.

En fait avec la remise en question de la question stratégique du pouvoir, ce sont toutes les formes de la politique moderne qui sont détricotées. Refuser la légitimité d'une représentation au sein d'un État signifie commencer par refuser la représentation au sein même de la mobilisation, refuser des leaders, refuser toute parole déléguée. L'absence de leadership n'est pas un accident, c'est un choix collectif. Ce fut celui des forums sociaux, ce fut celui du mouvement des places à partir de 2011, en Tunisie, en Égypte mais aussi en Grèce, en Espagne et aux USA (avec Occupy Wall Street).

Les Gilets jaunes se sont d'emblée inscrits dans ce sillage, de façon radicale et explicite. Dès le départ, le gouvernement se trouva sans interlocuteur. L'idée même de négociation apparaissait comme un piège, la

représentation comme une occasion de corruption. Les Assemblées des assemblées qui se sont succédé après l'appel des Gilets Jaunes de Commercy (Monceau les Mines, Saint Nazaire, Montpelier, Toulouse) ont fonctionné sur ce principe dans leur préparation comme dans leurs suites. La seule représentation admise était sur un mandat impératif, notion écartée par la démocratie représentative dès son invention au XVIII°. La notion d'organisation pérenne est systématiquement écartée. L'ambition électorale du mouvement est systématiquement condamnée. L'exemple espagnol donne des arguments à ces choix, tant Podemos, en réhabilitant la figure du leader, la stratégie de pouvoir et la pratique électorale, a été absorbé par le dispositif institutionnel.

On a parlé de crise de la démocratie représentative. Mais il s'agit de quelque-chose de plus global. Nous avons affaire à une crise de la représentation au-delà des seuls régimes démocratiques et à une dissolution des formes d'organisation et des subjectivités qui allaient avec. L'origine est à chercher du côté des Etats eux-mêmes. Depuis la financiarisation de l'économie dans laquelle ils ont été absorbés, notamment par les dettes souveraines, les Etats, quels qu'ils soient, rendent plus souvent des comptes aux marchés financiers qu'à leur peuple et contribue à la disparition de la politique telle qu'on l'a connue au XIX et XX siècle.

3) *Pourquoi, selon vous, les Français soutiennent massivement le mouvement contre la réforme des retraites, même d'après les sondages des communicants, et même s'ils ne participent pas directement aux différentes formes d'opposition ?*

Le mouvement des Gilets Jaunes a fonctionné comme un révélateur de masse. Il a en quelque sorte libéré le regard sur le monde de tout un chacun des prismes syndicaux, partisans ou institutionnels et mis des mots et de la puissance de résistance sur une expérience quotidienne. Si, sur la réforme des retraites, le gouvernement a perdu la bataille de l'opinion c'est que des consciences se sont libérées du légitimiste institutionnel, ce qu'on appelait jusqu'ici la « majorité silencieuse ». Pour une majorité de français le gouvernement a perdu deux sources de légitimité indispensable : la compétence reconnue et le sens de l'intérêt général.

Les françaises et les français n'ont plus peur du désordre. La sécurité ne vient plus en tête de leurs préoccupations et la violence ne disqualifie plus les mouvements qui la pratique. L'opposition majoritaire et persistante à la réforme des retraites dit donc quelque chose de plus profond : la perte de crédibilité des

puissants. Dans ce contexte : la réforme des retraites apparait avec de plus en plus d'évidence pour ce qu'elle est : une façon de réduire massivement les pensions, de les rendre aléatoires et de favoriser la capitalisation.

Cette forme d'exode politique de masse ne peut pas se retrouver dans les répertoires de mobilisation actuels, encore trop marqués par des pratiques politiques et syndicales anciennes comme la manifestation pacifique et « responsable » ou des grèves à la fois couteuses pour les grévistes et réservées à quelques secteurs encore garantis du salariat.

4) *Grèves, blocages, démissions, cortèges : quelles formes doit prendre aujourd'hui la lutte contre le néolibéralisme pour être efficace ?*

La question de la stratégie de lutte et son répertoire est une question urgente. Comment établir un rapport de force avec un pouvoir indifférent ? Ce pouvoir est insensible aux grèves longues et massives, comme à la résistance collective de métiers aussi indispensables que des chefs de clinique hospitaliers, des directeurs de laboratoires de recherche, des avocats, ou au rejet de la réforme du Bac par la jeunesse. Le rejet de la réforme des retraites par les deux tiers du pays ne le perturbe pas. Le rejet du 49.3 par les trois quarts des françaises et français ne le fait pas trembler. Ce n'est pas seulement la culture syndicale qui alliait grève, démonstration de masse et négociation qui est prise de court. C'est aussi la culture politique qui faisait peser les menaces électorales sur les décisions gouvernementales. Tout se passe comme si le pouvoir pensait la menace du RN comme une assurance infaillible, ou, plus inquiétant peut-être, n'était pas sensible aux dangers de sa non-réélection.

Cessons d'appeler néolibéralisme cette politique. Ce n'est plus un dispositif idéologique. C'est l'application brutale de la logique du capital financier. Si ce gouvernement peut passer outre sa défaite dans l'opinion, c'est qu'il ne cherche ni à convaincre ni à ménager son avenir politique par la construction d'une adhésion idéologique majoritaire. Il ne cherche à obtenir l'assentiment que par la peur : peur de la répression, peurs sécuritaires. A chaque fois qu'il est en difficulté, il porte le débat sur des points sensibles et porteurs de division. Lors du « grand débat » pendant le mouvement des Gilets Juanes, il introduit la question de l'immigration que le mouvement avait lucidement neutralisé en son sein. En pleine débâcle sur la réforme des retraites, il prend la thématique du « séparatisme musulman ».

Dans le répertoire contemporain, certaines formes de résistance ont visiblement plus d'efficacité que d'autres. Certains secteurs ouvriers le savent, notamment les jeunes qui travaillent sur les plateformes et dans la logistique On ne bloque plus l'économie en bloquant des usines mais en bloquant les flux. En 2006, lors de la mobilisation contre le CPE, la multiplication des blocages a fait reculer le gouvernement. En 2010, lors de la mobilisation contre la réforme des retraites, le début de blocage des raffineries et des dépôts de carburant a commencé à faire peur. Le blocage des ronds-points a été l'un des points forts des Gilets jaunes dès novembre 2018.

Le second point sensible du pouvoir, c'est la désobéissance sous toutes ses formes à commencer par la sortie de la légalité. Sa peur se manifeste par la violence de ses réactions. Son niveau de tolérance est très bas. Une occupation de lycée peut maintenant conduire en garde à vue. Un blocage un jour de E3C peut provoquer une intervention massive de la police. Lors de la manifestation féministe du 7 mars à Paris, de l'aveu même de la préfecture de police, le simple non-respect de l'horaire de dispersion déclenche la grande violence de la réaction policière. Cela fait réfléchir sur l'efficacité des « manifestation parades » qui restent sagement dans les clous lorsqu'elles n'acceptent pas de défiler sur un espace entièrement contrôlé par la police comme en juin 2016 lors d'une des dernières manifestations contre la loi travail à proximité de la place de la Bastille. C'est ainsi qu'il faut poser le débat sur « l'usage de la violence » : quelle attitude adopter face à la violence d'État, à la menace de la violence d'État et à la contrainte par corps qu'il impose aujourd'hui aux mobilisations collectives ? Le rapport de force se mesure peut-être au nombre de manifestants mais surtout à leur capacité à défier cette violence, à refuser la peur, à refuser de « jouer le jeu » d'une respectabilité dont le pouvoir fixe les règles. La force du mouvement des Gilets jaunes s'est jouée sur ce terrain dès le début. Elle s'est jouée sur la capacité collective à assumer l'affrontement, mais aussi, certains samedis, à imposer le non-affrontement, à maitriser son agenda. Poser ainsi le débat n'exclut pas donc la non-violence, mais impose le défi préalable à l'autorité. Cette question se pose sur tous les continents.

Enfin, il est impératif que la résistance se donne une ambition instituante et vienne défier concurrencer le pouvoir sur son terrain : celui de la compétence et du monopole du récit sur l'intérêt général. Tant que cette compétence collective et cette ambition est déléguée à des organisations pré existantes, syndicales ou politiques, elle n'est, au mieux, qu'un instrument de négociations dilatoires. Le mouvement des places en 2011 propose un débordement de masse de cette délégation traditionnelle que Nuit Debout a tenté

d'incarner en 2016. Les Ronds-points des Gilets jaunes ont été les lieux d'un tel débordement que les « Assemblées des assemblées » tentent de fédérer. On en revient donc aux rapports au pouvoir et aux formes d'organisation de la résistance. Il est impératif que la parole de la résistance à l'État ne soit pas prise en charge par des groupes ou des organisations dont l'ambition est de disputer du pouvoir à ceux qui le détiennent ou de gagner une place institutionnelle. Il y a là une sorte de conflit d'intérêt qui est résumé par le fameux « tous les mêmes » qu'on entend souvent.

5) *« Le fond de l'air est rouge ». Est-il possible d'associer les mouvements en cours en France avec des révoltes qui secouent d'autres parties de la planète (Liban, Chili, Inde, Algérie, etc.) ?*

Le journaliste François Lenglet a parlé de « gilet-jaunisation du monde ». Et il est vrai que ce qui s'est passé en 2019 relève plus de cette logique, que j'ai caractérisé plus haut comme le troisième cycle de mobilisation : le soulèvement contre le capitalisme financier sous toutes ses formes. Ce soulèvement a pris en 2019 dans le monde une ampleur jamais vue. En retour, il nous permet d'éclairer les enjeux qui s'incarnent dans la situation française et d'en voir quelques contradictions

Cette année s'ouvre sur le soulèvement des Gilets jaunes français débuté dès le 17 novembre 2018. Dès janvier, des peuples criaient leur colère au Venezuela et au Soudan. En février les villes d'Haïti se soulevaient contre la vie chère, celles du Sénégal connaissaient des violences électorales . En mars la jeunesse algérienne entamait un cycle de vendredis de mobilisation contre le « système » : le Hirak. En avril commençait une mobilisation universitaire en Colombie. En mai, la privatisation de la Santé et de l'École mettait le Honduras à feu et à sang. En juin, les ombrelles envahissaient les rues de Hong Kong en raison d'un projet de loi d'extradition. En août, le gouvernement indonésien faisait face à des émeutes en Papouasie. En septembre, les Haïtiens réclamaient la démission de leur président et les Indonésiens prenaient la rue contre une réforme du code pénal. Le mois d'octobre explose : soulèvement Oromo en Éthiopie contre Abiy Ahmed, en Bolivie contre Evo Morales, soupçonné de fraude électorale, en Équateur contre le prix de l'essence décidé un président élu en 2017 sur des promesses socialistes, au Chili contre la hausse du prix du métro, à Panama contre une réforme constitutionnelle interdisant le mariage Gay, en Irak contre les pénuries et la corruption, au Liban contre une taxe sur WhatsApp, au Honduras contre un président dont le frère vient d'être condamné pour trafic de drogue, en Guinée Conakry contre le 3°

mandat du président Alpha Condé, en Catalogne contre la condamnation des dirigeants indépendantistes et l'État espagnol. En novembre, l'augmentation du prix de l'essence déclenche une flambée d'émeutes en Iran, brutalement réprimées.

Ces mobilisations toutes aussi déterminées et prêtes à l'affrontement physique avec le pouvoir touchent 20 pays sur quatre continents. C'est plus que les mobilisations de 2011 nommées alors « printemps arabe ».

Les similitudes sont nombreuses. Ce sont des soulèvements massifs et largement populaires qui se font sans crier gare, sans préparation, sans organisation, sans leader. Ils ne sont portés par aucune idéologie préexistante, aucun projet politique connu ou reconnu qui les réunirait, aucune stratégie de type révolutionnaire. Ils sont dirigés contre la totalité du système politique et tous ses acteurs. Ils se prolongent souvent au-delà de leur première victoire et tentent de s'organiser dans la durée. Ces soulèvements imposent leur présence physique par des cortèges ou par des occupations de places (place Tahrir à Bagdad, *sit-in* géant au Soudan). Ce sont des soulèvements d'engagement corporel, résilients face à la violence d'État.

La diversité des situations qui les déclenchent pourrait laisser penser que ces révoltes sont éclatées, sans rapport les unes avec les autres . Regardons de plus près : le déclencheur est toujours très concret et lié à une décision ou des pratiques gouvernementales ressenties comme une mise en danger de la survie matérielle des personnes et des familles ou une remise en cause des libertés : le tarif des transports ou du carburant en France, en Équateur, au Chili ou en Iran, une loi liberticide en Indonésie, à Panama ou Hong Kong, des élections peu démocratiques en Algérie, en Bolivie et en Guinée, une taxe sur les communications au Liban. Cette étincelle laisse ensuite la place à des griefs plus nombreux et très articulés : les inégalités, la corruption, la hausse continue des dépenses obligatoires...

Il s'agit donc bien de révoltes de masse contre la mondialisation financière et ses trois logiques socio-politiques dominantes : l'accentuation considérable des inégalités, la financiarisation des dispositifs de gouvernance avec corruption des élites et la mise en crise des systèmes politiques, notamment de représentation. Ce dernier point est essentiel. Faute de système de médiation, toutes les souffrances, tensions sociales et conflits deviennent potentiellement explosifs. Comme le crient les manifestants chiliens : « ils nous ont tout volé même la peur ». Ce slogan aurait pu être celui des Gilets Jaunes.

Actuellement, ces soulèvements composent une communauté de refus plus que les prémisses d'une révolution mondiale. Car nulle part la finalité n'est de prendre la place de ceux qui nous gouvernent mais

d'affirmer ensemble qu'ils n'ont aucune légitimité à gouverner, que leurs politiques sont mortifères, pour les humains comme pour l'ensemble de la planète. Ces soulèvements nous révèlent ainsi une dimension essentielle du désastre climatique, écologique et social qui commence : l'effondrement politique du monde. Prendre au sérieux ce constat est un préalable essentiel à toute construction d'alternative qui entrave la course à l'abime. Ce que nous disent les soubresauts de tous les continents, c'est qu'aujourd'hui cette alternative ne peut s'enfermer dans les règles imposées avec force par les maîtres du monde. Une alternative efficace ne peut être qu'instituante, à petite ou à grande échelle comme je le détaille dans mon dernier livre, *Time over*. En France, face à un pouvoir qui semble inflexible, la mobilisation ne pourra pas rester au milieu du gué.

Quelques indications bibliographiques

Alain Bertho, « L'effondrement a commencé. Il est politique », *Terrestres*, 22 novembre 2019

Alain Bertho, « Après eux, le déluge ? », *Médiapart*, 9 mars 2020.

Alain Bertho, *Time over ? Le temps des soulèvements*, Le Croquant, 2020

Henri Simon

1) *Nuit Debout, Gilets jaunes, luttes pour la défense des services publics (hôpitaux, écoles), grèves contre les réformes des retraites : peut-on tracer un fil rouge entre ces différents mouvements ?*

Difficile de trouver un « fil rouge » dans tous les mouvements qui se sont déroulés pu se déroulent encore en France sauf à dire des généralités en constatant qu'ils formulent de revendications envers le présent gouvernement (jusqu'à demander la « démission Macron » pour un autre dirigeant ?) et qu'ils ne dépassent pas le revendicatif social, économique et/ou politique, ne contestant en aucune façon (sauf quelques voies isolées) le système capitaliste pourtant à la source première de tous ces maux dénoncés séparément. D'où le caractère particulièrement hétéroclite de ces revendications bien éloigné d'une filiation quelconque sauf à souligner leur caractère revendicatif. On peut même dire plus : dans la mesure où on espère changer une chose ou une autre dans la forme d'expression d'une volonté collective tout comme revendiquer que ce pouvoir (celui-là en place ou un autre) satisfasse telle ou telle revendication, cette attitude consolide le système « démocratique » quel qu'il soit comme gestionnaire des besoins du capital pour la réalisation du profit. S'il existe bien un fil dans cet ensemble de mouvements, ce n'est certainement pas un fil rouge. Si l'on pouvait trouver un fil quelconque, il serait à prendre sous deux aspects ; d'un côté la récurrence des manifestations du samedi et de l'autre les échanges interclassistes sur les ronds-points. Mais malgré cette récurrence, leur effacement progressif soulignant également qu'ils ne furent jamais, au plus fort de leur présence, des mouvements mobilisant de grands masses, y compris des millions qui pouvaient être concernés par les problèmes qu'ils soulevaient.

2) *Pourquoi, selon vous, ces différents mouvements ne posent-ils pas le problème de la prise de pouvoir ? Pourquoi, au moins pour l'instant, ont-ils renoncé à l'idée d'une représentation politique traditionnelle ? Par ailleurs, comment considérez-vous l'absence de leaders reconnus dans ces mouvements ?*

A priori on pourrait dire que la critique fondamentale radicale notamment du mouvement des Gilets jaunes de la forme représentative de gestion politique leur interdisait la contradiction de désigner des

« représentants » du mouvement. Mais ce n'est pas la crainte d'une telle contradiction qui a fait que ce mouvement (contrairement pas exemple à Nuit Debout) n'a pas fait émerger des « têtes » bien que certaines aient été distinguées). A plusieurs reprises, au début du mouvement des Gilets jaunes, certains ont cru pouvoir agir comme représentants du mouvement mais ils ont été rapidement désavoués par d'autres, parfois violemment. Cela était dû essentiellement à cette hétérogénéité fondamentale du mouvement (plus que son caractère interclassiste, les options politiques des « animateurs » qui refusent le titre de « leaders » tout en étant les organisateurs). Il y a toujours eu dans ce mouvement avec des variantes suivant les périodes de son évolution, une dichotomie (et même plus) qui apparaît encore aujourd'hui dans l'organisation de manifestations du samedi, l'une déclaré et autorisée, l'autre clandestine non autorisée avec des perspectives plus radicales. Des têtes apparaissent régulièrement dans le dépôt de demandes d'autorisation . On ne sait s'il s'agit de prête noms ou d'animateurs réels. Pour les autres appels de manifestations non autorisées aucun nom n'apparaît mais il est bien évident que des « têtes » sont derrière ces appels. Jusqu'au moment en mars 2019 où fut interdit tout le périmètre des Champs Elysées, toute une partie du mouvement était manifestement orientée vers la prise du pouvoir et se différenciait nettement alors d'avec les échanges sur les ronds-points. Après mars 2109, un mouvement plus traditionnel prend le relais se voulant comme force d'appoint des luttes en cours, espérant trouver dans cette orientation un nouvel essor pour le mouvement mais il n'y avait dans cette mutation aucune radicalité seulement un caractère revendicatif qui impliquait les formes habituelles de représentation à travers les organisations politiques ou syndicales. Cela s'est transformé au cours du temps, avec l'amenuisement du mouvement : au lieu de chercher à exprimer telle ou telle lutte ouvrière du moment les Gilets jaunes en sont réduits actuellement à participer aux mouvements divers dont ils n'assument ni l'organisation ni l'orientation. Et ce sont les leaders syndicaux de ces luttes qui font fonction de leaders.

3) *Pourquoi, selon vous, les Français soutiennent massivement le mouvement contre la réforme des retraites, même d'après les sondages des communicants, et même s'ils ne participent pas directement aux différentes formes d'opposition ?*

Soutien massif peut-être sûr , mais purement virtuel sur internet mais dans le mouvement lui-même, peu de soutien et il est facile de comprendre pourquoi le mouvement n'a pas rassemblé les masses et pourquoi

finalement pour l'instant, il a échoué. ; le mouvement contre la réforme des retraites qui n'a rien eu de spontané mais a été lancé par tous les syndicats (à l'exception de la CFDT marchandant son soutien) a été e quelque sorte amorcé autour de la défense des régimes spéciaux (SNCF, RATP, avocats et quelques autres très minoritaires). L'amorce qui s'est prolongée de semaine en semaine et a vu quelques tentatives ponctuelles d'extension notamment dans les secteurs dominés par la CGT, tentatives d'ailleurs sans lendemains. En fait espérer une extension à partir de la défense des régimes spéciaux était viciée au départ : ceux qui étaient soumis au régime général ne voyaient aucun intérêt à se mobiliser pour défendre des régimes plus avantageux que le leur et ceci d'autant plus qu'en fait personne ne savait exactement à quelle sauce il serait mangé. En fait ceux qui se soucient sérieusement de leur retraite (en général les plus de 45 ans) se fichent éperdument de connaître les méthodes utilisées pour leur garantir cette retraite. Les seules choses qui les intéressent c'est d'une part, l'âge de départ et d'autre part le montant de leur retraite. Par contre les bureaucraties syndicales ont tout intérêt à maintenir le système, celui qui leur assure places, clientélisme et financement dans la toile d'araignée de la pyramide des caisses diverses de gestion de la Sécurité Sociale, toutes choses dont la réforme Macron les privera irrémédiablement.

4) *Grèves, blocages, démissions, cortèges : quelles formes doit prendre aujourd'hui la lutte contre le néolibéralisme pour être efficace ?*

Personne ne se bat contre une idéologie même si elle sous-tend une réalité. Chacun se bat contre les conséquences de cette idéologie dans son quotidien, du travail ou de la vie quotidienne hors du lieu de travail. Ce sont ceux qui sont acculés, d'une manière ou d'une autre, à lutter pour des intérêts immédiats qui décident de la forme de leur lutte comme de ses objectifs. C'est dans la généralisation éventuelle de leurs luttes et leurs jonctions avec d'autres luttes parallèles que d'autres formes et d'autres objectifs se dessinent. Le slogan « tous ensemble » n'est qu'un mot d'ordre creux si, pour une raison ou pour une autre, cette généralisation ne se produit pas. Celle-ci dépend de la perception d'un intérêt commun et de la nécessité de défendre cet intérêt commun. Il est évident que nous sommes loin du compte. Ce qui implique que les luttes restent distinctes tout en proclamant le « tous ensemble »

5) *« Le fond de l'air est rouge ». Est-il possible d'associer les mouvements en cours en France avec des révoltes qui secouent d'autres parties de la planète (Liban, Chili, Inde, Algérie, etc.) ?*

Il est évident que l'on peut observer partout dans le monde des mouvements de plus ou moins grande ampleur avec certains caractères formels communs. Mais que peut avoir de commun la révolte des Irakiens contre le degré zéro de leur misère quotidienne, celle des Algériens contre un régime militaire corrompu (une constante que l'on constante dans maints autres pays mais manifestement pas en France) ou des manifestations spécifiques féministes. Bien sûr on peut toujours dire que le capitalisme qui domine le monde provoque des maux spécifiques dans tel ou tel pays d'où des résistances spécifiques. C'est le seul point sous lequel on pourrait caractériser tous ces mouvements. Car il y a un abîme entre l'Irakien qui se fait tirer dessus parce qu'il réclame de pouvoir survivre et le cheminot français qui se bat pour continuer à partir à la retraite à 50 ans.

Laurent Quinton

1) *Nuit Debout, Gilets jaunes, luttes pour la défense des services publics (hôpitaux, écoles), grèves contre les réformes des retraites : peut-on tracer un fil rouge entre ces différents mouvements ?*

Ce qui a fait la spécificité du mouvement des Gilets jaunes selon moi, c'est sa capacité, au moment où il a surgi, de créer un état de stupeur. Proprement, stupeur : les commentateurs, les hommes politiques, étaient sidérés, incapables de comprendre comment fonctionnait ce mouvement, parce qu'ils étaient incapables de penser qu'il puisse exister un mouvement qui ne serait pas porteur d'un discours. Ce fut d'ailleurs l'une des raisons de la fascination et de la terreur provoquées par les Gilets jaunes, à leur début : voilà un mouvement qui ne parlait pas la langue raisonnable de la démocratie, celle dont sont forgées les négociations sociales et politiques. Voilà un mouvement – quel mot plus juste que celui-là ? : quelque chose qui bouge, pas même une direction ! – qui ne joue pas le jeu de la langue du pouvoir, celle qui ment, qui manipule, qui n'est qu'un amas rhétorique. Parce que, de toutes façons on le sait bien : à partir du moment où l'on commence à discuter avec le pouvoir, on a perdu. Le pouvoir maîtrise la langue mieux que nous ; il avance des arguments invérifiables avec aplomb ; il les mélange habilement avec des arguments vérifiés ; le vrai n'est effectivement plus qu'un moment du faux ; il donne aux mots un sens qu'il est le seul à comprendre ; il nous assène des « je comprends votre point de vue ». Surtout : il utilise le « oui, mais... ». C'est-à-dire qu'il met toute son énergie à réduire notre réalité, réduire sa complexité, sous prétexte qu'il doit gérer la situation et trouver des solutions à des problèmes – dont il est d'ailleurs probablement à l'origine.

Les Gilets jaunes ont donc opposé au langage du pouvoir non pas un contre-discours, non pas une forme de résistance par le discours, mais une absence de discours. Le pouvoir et de nombreux commentateurs politiques ne se sont d'ailleurs pas fait prier pour dénigrer ce mouvement, sous prétexte qu'il n'était pas capable de produire un discours cohérent. J'entendis même un jour à la radio un commentateur, pourtant bien intentionné envers le mouvement, dire que si si c'étaient des gens intelligents parce que certains de leurs slogans étaient des reprises de ceux de Mai 68... La référence, la cohérence, l'intentionnalité : trois catégories de jugement de la légitimité d'un discours.

Mais les Gilets jaunes ne parlaient pas de cet endroit-là ; car ils parlaient, oui, mais d'un langage qui

n'étaient pas un discours politique. C'était un tout autre langage : une couleur, une présence dans le paysage, une capacité à modifier les paysages, en habitant des non-lieux qui retrouvaient alors une densité, une existence en tant que lieux. Une capacité aussi, à occuper le temps, à rythmer le temps, à nous donner rendez-vous, avec insistance, quand nous sommes dans notre voiture, et que nous rentrons du boulot, et que nous les voyons, là, et que nous les saluons. Au début, on met le gilet jaune, bien visible derrière le pare-brise. Et puis on regarde les autres voitures, et beaucoup ont leur gilet comme nous. Et puis on salue, on klaxonne, et on repart, on a été avec eux, même si on n'a rien fait.

(Peu à peu, le jaune disparaît des pare-brises, et de notre pare-brise aussi, quand plus personne ne met le gilet derrière le pare-brise. Et alors les Gilets jaunes disparaissent des ronds-points, il commence à faire froid, le courage s'épuise, l'envie d'être un peu comme eux s'épuise elle aussi.)

(Mais l'image jaune reste, longtemps après qu'elle a disparu. Il se met à manquer quelque chose aux ronds-points.)

Qu'y a-t-il de plus important qu'un mouvement, qu'un désir, capable de modifier notre perception de la réalité ? Les Gilets jaunes ont proprement créé une manière non pas de lutter – parce que la lutte est perdue d'avance – mais d'opposer au pouvoir une manière d'exister, de s'occuper du pays, du paysage.

2) *Pourquoi, selon vous, ces différents mouvements ne posent-ils pas le problème de la prise de pouvoir ? Pourquoi, au moins pour l'instant, ont-ils renoncé à l'idée d'une représentation politique traditionnelle ? Par ailleurs, comment considérez-vous l'absence de leaders reconnus dans ces mouvements ?*

C'est la question de la forme du mouvement : c'est une forme plastique, que celle des Gilets jaunes : ça change tout le temps de forme, de contenu, ça ne se laisse pas saisir. C'est vivant et insaisissable.

C'est aussi toute la limite et la beauté de ces mouvements : ils ne pourront pas devenir un outil de pouvoir sans perdre cette identité mouvante qui est leur réelle identité. On pouvait déjà dire cela des groupes politiques révolutionnaires du XX^{e} siècle, mais il y a tout de même une différence de taille : l'absence de discours politique cohérent, construit, intentionnel. Les groupements révolutionnaires, au contraire, avaient tous un discours comme fondement ; c'est ce qui a fait parfois qu'ils sont devenus instruments de (prise de) pouvoir. Dès lors, s'il n'y a pas de discours cohérent, construit, intentionnel, il ne peut y avoir un représentant ou de leader de ce discours : les Gilets jaunes sont un ensemble de discours irréductibles, ne

serait-ce que d'un point de vue idéologique. Comment alors un pourrait-il parler à la place de toutes et tous ?

3) *Pourquoi, selon vous, les Français soutiennent massivement le mouvement contre la réforme des retraites, même d'après les sondages des communicants, et même s'ils ne participent pas directement aux différentes formes d'opposition ?*

Parce qu'ils ne sont pas cons, contrairement aux communicants ; et parce que la lutte est perdue d'avance.

4) *Grèves, blocages, démissions, cortèges : quelles formes doit prendre aujourd'hui la lutte contre le néolibéralisme pour être efficace ?*

La lutte est perdue d'avance ; il ne faut plus lutter. Lutter, c'est renforcer le pouvoir. Il faut faire autre chose – mais quoi ?

5) *« Le fond de l'air est rouge ». Est-il possible d'associer les mouvements en cours en France avec des révoltes qui secouent d'autres parties de la planète (Liban, Chili, Inde, Algérie, etc.) ?*

L'idée même d'union entre les luttes, fondées sur le discours, est problématique : les différents discours ne peuvent pas se recouvrir sans trahir ce qui fait leur différence, c'est-à-dire leur nécessité.
C'est pourquoi le fond de l'air n'est pas rouge, précisément : le rouge, ou tout autre couleur qui se voudrait unique, c'est déjà une trahison de la nécessité de ces mouvements.

Les auteurs

Joëlle Alazard, enseignante en histoire CPGE Lycée Faidherbe de Lille, Vice-Présidente de l'association des professeurs d'histoire-géographie.

Pierandrea Amato, enseignant-chercheur, Université de Messina

Giovanni Ambrosio, artiste

Ludivine Bantigny, enseignante-chercheuse, Université de Rouen-Normandie

Alain Bertho, anthropologue, Université de Paris 8

Pauline Billiald, poétesse

Michèle Bompard-Porte, gardienne de phare

Philip Boulay, metteur en scène, directeur artistique de Wor(l)ds... Cie

Alain Brossat, research fellow, ICCS/NCTU, Taiwan

Yves Cohen, directeur d'études de l'EHESS

Fanny Eouzan, enseignante

Davide Gallo Lassere, chercheur

Ricardo Garcia, sociologue

Stéphane Hervé, enseignant

Béatrice Malleret, soprano dans le Chœur de l'Opéra de Paris

Maguy Marin, chorégraphe

Christophe Mileschi, enseignant-chercheur, Université Paris Nanterre

Christian Morisset, enseignant hors service

Marie Morisset, enseignante hors service

Alain Naze, enseignant en philosophie dans le Finistère

Les philosophes en lutte, Les étudiant.e.s du comité de mobilisation du département

de Philosophie de Lille 3

Laurent Quinton, enseignant-écrivain

Luca Salza, enseignant-chercheur, Université de Lille, SHS.

Henri Simon, retraité, revue « Echanges et mouvement »

Gianluca Solla, enseignant-chercheur, Université de Vérone

Paolina Mikol Spiechowicz, écrivaine, enseignante-chercheuse, Université Saint-Joseph Beyrouth

Pierre Ughetto, cheminot

Revue trans-européenne
de philosophie et arts



Cahier spécial

Printemps 2020